



Paraît le lundi matin  
Published every Monday morning

Abonnements \$2 par an  
Subscriptions a year

Payables d'avance  
Payable in advance

MUNICIPAL  
**Gazette**  
MUNICIPALE  
DE — OF  
**Montreal**

Organe officiel de la Corporation  
de la Ville de Montréal

Official organ of the Corporation  
of the City of Montreal

CANADA

—Toutes communications se rapportant aux annonces ou aux abonnements devront être adressées tout simplement comme suit :

“La Gazette Municipale”  
Bureau de Poste: 917 ou  
42 Place Jacques-Cartier, Montréal

—Toutes communications se rapportant à la rédaction devront être adressées comme suit :

“La Gazette Municipale”  
Hôtel de Ville, — Montréal

—All communications relative to advertisements or subscriptions should be addressed simply as follows :

“The Municipal Gazette”  
Post Office Box 917 or  
42 Jacques-Cartier Sq., Montreal

All communications relative to the editorial part of the paper should be addressed as follows :

“The Municipal Gazette”  
City Hall, — Montreal  
TELEPHONE MAIN 4240

Amendements à la Charte de la Ville

Loi amendant la Charte de la Cité de Montréal  
relativement à l'administration  
générale

Telle qu'adoptée par le Conseil

Attendu, etc., etc.

Art. 1.—L'article 5 de la loi 62, Vict., chap. 58, est amendée en ajoutant les paragraphes suivants après l'alinéa (b) de ladite section :

(c) Le territoire ci-après décrit est par les présentes annexé à la Cité de Montréal pour faire partie du quartier Mont-Royal, récemment annexé. Ledit territoire étant le No. 26 des plan et livre et renvoi officiels du village de la Côte-des-Neiges, situé dans la ville d'Outremont et borné comme suit :

Du côté Sud-est par le lot du cadastre No. 10 du Village de la Côte-des-Neiges; du côté Sud-ouest par le lot du cadastre No. 25 du Village de la Côte-des-Neiges; et du côté Nord-ouest par le lot du cadastre No. 27 du Village de la Côte-des-Neiges; et du côté Nord-Est par le lot du cadastre No. 11 du Village de la Côte-des-Neiges, dans la Ville d'Outremont, connu sous le nom de “Carrière de la Cité de Montréal.”

Le territoire comprenant les lots Nos. 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 31 et partie de 30 du plan et livre de renvoi officiels du Village de la Côte-des-Neiges et situé dans la Ville d'Outremont est aussi annexé à la Cité de Montréal pour faire partie du quartier Mont-Royal récemment annexé, le tout tel qu'il appert au plan produit.

(d) Sont annexées à la Cité pour en faire partie comme quartiers portant leurs noms respectifs les Municipalités de Maisonneuve, de St-Louis et de DeLorimier avec leurs limites territoriales telles que décrites dans les chartes ou statuts les constituant en corporations, et la Cité est autorisée à imposer à chacune de ces municipalités une taxe spéciale lorsque sa dette excèdera 15% de l'estimation des immeubles imposables, afin de couvrir la différence ou le surplus, pourvu que dans le cas où la Municipalité devrait moins de 15%, la Cité soit obligée de faire des travaux dans les limites de cette municipalité jusqu'à concurrence de la différence. Cette disposition s'appliquera à l'avenir à toutes les municipalités qui seront annexées à la Cité.

Art. 2.—L'article 37 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, est amendé en y ajoutant l'alinéa suivant :

“La déchéance prononcée dans cet article contre le Maire ou l'Echevin intéressé dans une instance en expro-

Amendements to the City Charter

An Act to amend the Charter of the City of  
Montreal with respect to general  
administration

As adopted by Council.

Whereas, etc., etc.

Art. 1.—Art. 5 of the Act 42 Vict., chap. 58, is amended by adding the following paragraphs after paragraph (b) thereof:—

(c) The following described territory is hereby annexed to the City of Montreal to form part of the recently annexed Mount Royal ward. The said territory being lot cadastral No. 26, of the official plan and book of reference of the Village of Côte-des-Neiges situated in the town of Outremont and bounded as follows:—

On South-east side by lot cadastral No. 10 of the Village of Côte-des-Neiges; on the North-west side by lot cadastral No. 25 of the Village of Côte-des-Neiges; on the North-west side by lot cadastral No. 27 of the Village of Côte-des-Neiges, and on the North-east side by lot cadastral No. 11 of the Village of Côte-des-Neiges, in the town of Outremont, and known as “City of Montreal Quarry”.

The territory comprising lots Nos. 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 31 and part of 30 of the official plan and book of reference of the Village of Côte-des-Neiges and situated in the Town of Outremont, is also annexed to the City of Montreal to form part of Mount Royal ward, recently annexed, the whole as shown on the plan filed.

(d) The following municipalities shall be annexed to the City of Montreal to form part thereof as Wards bearing their respective names, to wit: the municipalities of Maisonneuve, St. Louis and DeLorimier, with their territorial limits as described in the charters or statutes incorporating the same, and the City is authorized to levy on each of such municipalities a special tax when its debt shall exceed 15% of the valuation of assessable property, in order to cover the difference or surplus, provided that, in case the municipality should owe less than 15%, the City be held to perform works within its limits to the extent of the difference. This provision shall hereafter apply to all such municipalities as may be annexed to the City.

Art. 2.—Art. 37 of the Act 62 Vict., chap. 58, is amended by adding thereto the following paragraph:—

“This article, in so far as it disqualifies the Mayor and any Alderman who is interested in any expropriation,

riation, ne s'appliquera pas aux expropriations décrétées par la Législature."

Art. 3.—L'article suivant est ajouté après l'article 297 de la loi 62 Victoria, chapitre 58:

297a. "Le Conseil de la Cité doit aussi par règlement nommer une commission des travaux municipaux et lui donner tous les droits et pouvoirs nécessaires pour la surveillance et l'exécution de tous les travaux, améliorations et constructions qui sont du ressort des divers départements de la Cité ainsi que pour l'octroi des contrats, l'achat des matériaux et marchandises, l'engagement et la direction des ouvriers et journaliers employés aux travaux de la Cité.

Cette Commission sera composée de cinq membres qui seront ou deviendront des fonctionnaires municipaux et auront la charge de quelque département municipal.

Rien en rapport avec les matières plus haut mentionnées ne sera soumis au Conseil sans leur approbation et ils auront voix délibérative au Conseil sur ces matières.

Leurs décisions ne pourront être renversées que par un vote des deux-tiers des membres de tout le Conseil.

Pour assurer leur indépendance et leur stabilité ils resteront en fonctions durant bonne conduite et ne pourront être démis que pour bonne et valable raison, et par un vote des deux-tiers de tout le Conseil.

Le règlement pourvoyant à la nomination des membres de la Commission ne pourra être amendé ni modifié sans l'assentiment des trois-quarts des membres de tout le Conseil."

Art. 4.—L'article suivant est ajouté après l'article 44 de la loi 62 Victoria, chapitre 58:

"44a. Les compagnies ou corporations à fonds social pourront aussi être inscrites sur la liste des électeurs et voter au nom et par l'entremise de leur président ou de leur gérant dûment autorisé à cet effet par une résolution dont copie devra être produite chez le Greffier de la Cité le ou avant le premier décembre de chaque année, et elles peuvent exercer ce droit dans tous les quartiers où elles sont inscrites sur le rôle d'évaluation, soit comme locataires ou propriétaires."

Art. 5.—L'article 265 de 62 Victoria, chapitre 53, est abrogé et remplacé par le suivant:

"A l'exception des mois de juillet et d'août, le Conseil s'assemble régulièrement une fois par mois, savoir, le deuxième lundi de chaque mois."

"Les membres du Conseil doivent recevoir avis de chaque assemblée en la manière ci-après prescrite pour les assemblées spéciales."

"Les assemblées du Conseil sont publiques."

Art. 6.—L'article 300 de la loi 62 Vict., chap. 58, tel qu'amendé par divers statuts, est de nouveau amendé en y ajoutant la sous-section suivante:

1.—"Pour obliger tout mécanicien ayant charge d'une machine ou d'une chaudière à vapeur, dans la Cité, d'afficher son certificat ou licence dans un endroit apparent dans la chambre des machines ou dans la chaufferie;

2.—Pour imposer une amende à tout propriétaire ou locataire d'une machine ou d'une chaudière à vapeur pour chaque jour qu'il emploiera des mécaniciens non pourvus d'un certificat régulier;

3.—Pour obliger toute personne en charge, la nuit, d'une machine ou d'une chaudière à vapeur, soumise à une pression équivalente ou supérieure à 20 livres par pouce carré, de se pourvoir d'une licence comme mécanicien;

4.—Pour prescrire qu'aucun aspirant mécanicien, dans la Cité de Montréal, ne pourra obtenir une licence comme tel mécanicien, à moins qu'il n'ait résidé dans la Cité de Montréal pendant au moins 12 mois de calendrier et qu'il n'ait préalablement passé un examen devant deux mécaniciens licenciés."

Art. 7.—La sous-section 119 de l'article 300, de la loi 62 Vict., chap. 58, telle qu'amendée par 7 Edouard VII, chap. 63, article 10, est de nouveau amendée en retranchant à la fin de cette sous-section, les mots suivants:

"Aucun des travaux prévus par ces plans ne sera exécuté dans une autre municipalité sans le consentement préa-

shall not apply to expropriations enacted by the Legislature".

Art. 3.—The following article is added after article 297 of the Act 62 Victoria, chapter 58:—

297a.—"The City Council shall also, by by-law, appoint a Commission of municipal works and confer upon said Commission all the necessary rights and powers for the supervision, direction and execution of all works, improvements and constructions which are within the province of the different civic departments, as well as for the awarding of contracts, purchase of materials and supplies, and the engagement and direction of the workmen employed on the works of the City.

The said Commission shall be composed of five members, who shall be or shall become civic officials and shall be in charge of a municipal department.

Nothing in connection with the matters above mentioned shall be submitted to the Council without their approval, and they shall have deliberative voice in the Council on such matters.

Their decisions shall not be reversed, save by a vote of two-thirds of the members of the whole Council.

In order to guarantee their independence and stability, they shall remain in office during good behaviour and shall not be dismissed except for good and valid reasons, and by a vote of two-thirds of the whole Council.

The by-law providing for the appointment of the members of the Commission shall not be amended or modified without the assent of three quarters of the members of the whole Council."

Art. 4.—The following article is added after Art. 44 of the Act 62 Victoria, chap. 58:—

"44a—Joint Stock companies or corporations may also be entered on the voters list and vote in the name of and through their president or manager, duly authorized to that effect by a resolution, a copy of which shall be deposited with the City Clerk on or before the 1st December each year, and they may exercise such right in all the wards where they are entered on the assessment roll, either as tenants or proprietors."

Art. 5.—Article 265 of the Act 62 Victoria, chap. 53, is repealed and the following substituted therefor:—

"With the exception of the months of July and August, the Council shall meet regularly once a month, to wit, on the second Monday of each month.

"The members of the Council shall be notified of each meeting in the same manner as hereinafter provided for special meetings.

"The meetings of the Council shall be opened to the public."

Art. 6.—Article 300 of the Act 62 Victoria, chap. 58, as amended by various statutes, is further amended by adding the following sub-sections:

1.—"To oblige every engineer having charge of any engine or steam boiler in the City, to post up his certificate or license in a conspicuous place in the engine room or heating room;

2.—To impose a fine upon every owner or tenant of an engine or boiler, for each day he employs engineers not provided with the regular certificate;

3.—To compel every person in charge at night of any engine or boiler, subjected to a pressure equal to or greater than 20 pounds per square inch, to take a license as engineer;

4.—To provide that no person applying for a license as engineer in the City of Montreal shall be granted such a license unless he shall have resided in the City for at least twelve calendar months and shall have previously passed an examination before two licensed engineers."

Art. 7.—Sub-section 119 of article 300 of 62 Victoria, chap. 58, as amended by 7 Edward VII, chap. 63, article 10, is further amended by striking out at the end of said sub-section, the following words:—

"None of the works provided by these plans, shall be performed in another municipality without the consent of

lable du Conseil de cette municipalité exprimé par règlement”

Art. 8.—L'article 300, alinéa 92, est amendé en retranchant la dernière partie dudit alinéa et en la remplaçant par ce qui suit:

“Toute personne tenue par la loi et les règlements du Conseil à l'entretien des trottoirs ou des toits, sera responsable envers la Cité des dommages résultant du mauvais état d'entretien de ces trottoirs ou toits, ainsi que de toute contravention à cet égard, et pourra être appelée en garantie par la Cité dans toute poursuite intentée contre elle pour réclamer des dommages, et sera tenue de l'indemniser de toute condamnation sur telle poursuite.”

Les actions en garantie prises en vertu du paragraphe ci-dessus, seront régies par les règles de procédure gouvernant la garantie simple de droit commun.

Art. 9.—L'article 310 de la loi 62 Victoria, chap. 58, est abrogé et remplacé par le suivant:

“310. Le Conseil peut, *en tout temps*, soumettre aux électeurs dont les noms se trouvent sur les listes électorales en vigueur, ou aux propriétaires fonciers seulement inscrits sur lesdites listes, toute affaire ou question affectant les intérêts de la Cité et sur laquelle le Conseil juge à propos de connaître l'opinion des électeurs en général ou des propriétaires fonciers, selon le cas; mais le Conseil ne peut adopter aucun règlement ou résolution basée sur l'opinion ainsi exprimée des électeurs en général ou des propriétaires fonciers en particulier, sans se conformer à tous égards aux dispositions de cette charte.”

Art. 10.—L'article 344 de la loi 62 Vict., chap. 58 tel qu'amendé par la loi 7 Edouard VII, chap. 63, sec. 13, et remplacé par l'article 7 et 8 Edouard VII, chap. 85, est de nouveau amendé en y ajoutant les dispositions suivantes:

“1.—Cette loi s'appliquera aussi aux grosses réparations requises dans les constructions ou bâtiments municipaux quelconques;

2.—Il sera cependant loisible au Conseil pendant l'année 1909 de prendre à même le montant emprunté en vertu de cet article, une somme n'excédant pas \$250,000.00 pour la réparation et l'amélioration des rues.”

Art. 11.—L'article 348, tel que remplacé par 3 Edouard VII, chap. 63, article 32 (1903) est amendé en retranchant tout le dernier alinéa du paragraphe 8, qui se lit comme suit:

“Aucun règlement de cette nature n'a d'effet à moins d'être soumis à l'approbation des propriétaires des immeubles imposables dans les limites de la Cité, dont les noms se trouvent inscrits sur les listes électorales alors en vigueur, lequel vote est pris au scrutin, conformément aux dispositions de la section treizième de cette charte; et si la majorité en nombre desdits propriétaires d'immeubles qui votent ainsi n'approuvent pas ledit règlement, celui-ci est nul et n'a aucun effet.”

Art. 12.—Le paragraphe (f) de l'article 364 de la loi 62 Vict., chap. 58 tel que remplacé par le paragraphe (f) de l'article 37 de 3 Edouard VII, chap. 62, est de nouveau amendé comme suit:

(f) Une taxe spéciale n'excédant pas \$200 sur les bureaux de placement, buanderies publiques, personnes tenant des hôpitaux privés, agents d'immeubles, porte-balles, colporteurs, revendeurs, marchands de bric-à-brac ou d'effets d'occasion, et tous commerçants ambulants faisant affaire dans la Cité.

Cette taxe spéciale ne sera pas exigible de l'avocat ni du notaire qui tient un bureau d'avocat ou de notaire et qui occasionnellement et dans le cours ordinaire de ses affaires, vend ou achète des immeubles pour d'autres, ou les loue ou fait des placements pour ses clients.

Le mot colporteur comprend toute personne ayant en sa possession pour les vendre des marchandises ou denrées de quelque nature que ce soit et les vendant ou offrant en vente dans les rues ou places publiques ou dans les maisons privées, et les livrant à pied ou en voiture.

Art. 13.—L'article 364 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel qu'amendé par divers statuts, est de nouveau amendé en remplaçant le paragraphe z, par le suivant:

“1. Une taxe spéciale n'excédant pas \$500 sur toute salle de concert, de représentation théâtrale ou d'exhibition de vues animées.

“2. Une taxe spéciale n'excédant pas \$100 sur toute salle de danse;

the Council of such municipality being previously obtained and declared by by-law.”

Art. 8.—Article 300, paragraph 92, is amended by striking out the last part of said paragraph and replacing the same by the following:—

“Every person bound by the law and the City by-laws to keep the sidewalks or roofs in good order, shall be responsible to the City for all damages resulting from the bad condition of such sidewalks or roofs as well as for every infraction of the law or by-laws in this connection, and may be called in warranty by the City in any suit instituted against the latter for the recovery of such damages, and shall be held to indemnify and hold harmless the said City against any condemnation on such suit.”

The actions in warranty taken in virtue of the above paragraph shall be governed by the rules of procedure concerning simple warranty under the common law.

Art. 9.—Article 310 of the Act 62 Victoria, chap. 58, is repealed and replaced by the following:—

“310.—The Council may, at any time, submit to the electors whose names are duly entered on the electors' lists in force, or to the real estate owners only on such lists, any matter or question affecting the interests of the City, upon which the Council may deem it desirable to ascertain the opinion of the electors generally or of the real estate owners, as the case may be; but the Council shall not pass any by-law or resolution in virtue of any opinion of the electors or real estate owners so ascertained, that shall not be subject in all respects to the provisions of this charter.”

Art. 10.—Article 344 of the Act 62 Victoria, chap. 58, as amended by 7 Edward VII, section 13, and replaced by Article 7 of 8 Edward VII, chap. 85, is further amended by adding thereto the following provisions:—

“1.—This Act shall also apply to extensive repairs necessitated to municipal constructions or buildings whatever;

2.—It shall however be lawful for the Council during the year 1909 to take out of the amount borrowed under this article, a sum not exceeding \$250,000 for the repairing and improvement of streets.

Art. 11.—Article 348, as replaced by 3 Edward VII, chap. 63, Article 32 (1903) is amended by striking therefrom the whole of the last paragraph of sub-section 8, which reads as follows:

“No such by-law shall have any effect until and unless it is submitted for the approval of the owners of taxable real property within the City limits, whose names are entered upon the electors' list then in force, which vote shall be taken by ballot, in accordance with the provisions of section thirteenth of this charter, and if the majority in number of the said owners of real property who thus vote do not approve of such by-law, then the said by-law shall be null and of no effect.”

Art. 12.—Paragraph (f) of article 364 of 62 Victoria, chap. 58, as replaced by paragraph f of article 37 of 3 Edward VII, chap. 62, is further amended as follows:—

f. “A special tax, not exceeding \$200.00 on servants' registry offices, public laundries, persons keeping private hospitals, real estate agents, hawkers, peddlers, hucksters, second-hand dealers and all transient traders doing business in the City.

Such tax shall not be exigible from any advocate or notary having an advocate's or notary's office, and who, occasionally, and in the ordinary course of his professional business, sells or purchases immovables for others, or leases the same or makes investments for his clients.”

The word “peddler” comprises every person having in his possession for sale any goods or produce whatsoever, and selling or offering for sale the same in the streets or public places or in private houses and delivering such goods or produce on foot or in a vehicle.”

Art. 13.—Art. 364 of the Act 62 Victoria, chap. 58, as amended by various statutes, is further amended by replacing paragraph z thereof by the following:

“1.—A special tax not exceeding \$500.00 on every concert hall or hall for theatrical representations or for the exhibition of moving pictures.

2.—A special tax not exceeding \$100 on every dancing hall.

"3. Une taxe spéciale n'excédant pas \$50 sur tout musée ou salle d'amusement quelconque."

"Pour prévenir les incendies, la Cité mettra gratuitement un de ses pompiers au service des propriétaires de salles de concert, de représentation théâtrale ou d'exhibition de vues animées, pour la durée de chaque représentation donnée dans ces salles."

Art. 14.—L'article 375 de la loi 62 Vict., chap. 58, tel que remplacé par la section 41 de la loi 3 Edouard VII, chap. 62, et amendé par l'article 23 de la loi 7 Edouard VII, est de nouveau amendé en ajoutant après la sous-section 1 d'icelui les mots suivants:

"Dans le cas où il s'élèverait une contestation relative à l'évaluation d'une propriété estimée séparément, cette contestation devra s'appliquer à l'évaluation totale et non pas seulement à l'évaluation du terrain ou du bâtiment séparément."

Art. 15.—L'article suivant est inséré dans la loi 62 Vict., chap. 58 après l'article 391:

"391a. Aucune contestation d'un rôle de contribution foncière ne sera légale à moins que le contestant n'ait préalablement payé le montant pour lequel il est imposé; mais dans le cas où les prétentions du contestant seraient maintenues par les tribunaux, le montant qu'il aura payé lui sera remboursé avec intérêt."

Art. 16.—L'article 533 de la loi 62 Victoria, chap. 58, tel que remplacé par la loi 4 Edouard VII, chapitre 49, section 22, est remplacé par le suivant:

"Lorsqu'il est nécessaire qu'un avis public ou spécial quelconque soit donné en vertu de la loi par les journaux, cet avis doit être publié seulement une fois dans deux journaux anglais et dans deux journaux français quotidiens publiés dans la Cité et dans la *Gazette Municipale*, mais pour référence seulement."

Art. 17.—La section 56a de la loi 3 Edouard VII, chapitre 62 telle qu'amendée par le statut 5 Edouard VII, chapitre 41, est amendée en ajoutant le paragraphe suivant à ladite section:

"Nonobstant les dispositions de la présente loi, le rôle préparé par l'inspecteur de la Cité conformément aux prescriptions de l'article 450 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, telle qu'amendée par la loi 7 Edouard VII, chapitre 63, section 37, répartissant la moitié du coût de ladite expropriation sur les propriétaires du quartier Saint-André, en proportion de l'étendue du front de leurs propriétés telles que portées au rôle d'évaluation, indépendamment des bâtiments qui s'y trouvent érigés, est ratifié et confirmé, et la Cité est autorisée à faire tout ce qui est nécessaire pour y donner effet."

Art. 18.—L'article 52 de 3 Edouard VII, chap. 62, tel qu'amendé, est de nouveau amendé en remplaçant le paragraphe 20 par le suivant:

"La Cité est autorisée à agrandir le parc La Fontaine sur le côté Est, en expropriant les immeubles situés dans le quartier Duvernay et dans le quartier Papineau, à l'Ouest de l'avenue Papineau, suivant le plan préparé à cet effet. Le tout conformément à l'article 348 de la Charte, tel qu'amendé par la présente loi."

Art. 19.—La Cité est autorisée à élargir l'avenue Papineau jusqu'à la rue Dorchester par l'expropriation des lots du cadastre Nos 231 et 228 et partie du lot No 229 et partie du No 227 du quartier Ste-Marie. Le coût de cette amélioration sera payé de la manière stipulée dans l'article 348 de la Charte de la Cité, tel qu'amendé par la présente loi.

Sect. 20.—La Cité est autorisée à construire, acheter ou autrement acquérir et mettre en opération, des usines pour la production d'électricité par la consommation des déchets, du charbon et aussi par pouvoirs hydrauliques, et à manufacturer, acheter et en disposer de toutes manières quelconques, de l'électricité pour l'éclairage, chauffage ou pour des fins de force motrice, pour l'usage des citoyens dans les limites de la Ville ou de tout autre territoire qu'elle pourra acquérir plus tard par annexion ou autrement, et aussi pour l'éclairage des rues de la Ville, des divers édifices municipaux, et généralement pour toute autre fin pour laquelle la Ville pourrait avoir besoin d'énergie électrique.

La Cité pourra fixer par règlement le prix de l'électricité qu'elle fournira.

3.—A special tax not exceeding \$50.00 on every museum, or hall of amusement whatsoever.

In order to prevent fire, the City shall place gratuitously one of its firemen at the disposal of the owners of concert halls, halls for theatrical representations or for the exhibition of moving pictures during each representation given in such halls."

Art. 14.—Article 375 of the Act 62 Victoria, chap. 58, as replaced by Section 41 of 3rd. Edward VII, chap. 62, and amended by Art. 23 of 7th Edward VII, is further amended by adding after sub-section 1 thereof the following paragraph:

"In the event of a contestation arising as to the valuation of any such separately assessed properties, such contestation will be valid only as to the total valuation and shall not be open to either the land or the building separately."

Art. 15.—The following article is inserted in the Act 62 Victoria, chap. 58, after article 391.

"391a. No contestation of any roll of assessment shall be legal until and after the amount shall have been paid by the assessed party—but in the event of his contestation being sustained by the Courts, the amount refundable shall be paid back with interest."

Art. 16.—Art. 533 of the Act 62 Victoria, chap. 58, as replaced by the Act 4 Edward VII, chapter 49, section 22, is replaced by the following:

"Whenever it is necessary that a public or special notice be given in the newspapers, in virtue of the law, such notice shall be published only once in two English and once in two French daily newspapers published in the City and in the *Municipal Gazette*, but as record only."

Art. 17.—Section 56a of the Act 3 Edward VII, chap. 62, as amended by the Act 5 Edward VII, chap. 41, is further amended by adding thereto the following paragraph:

"Notwithstanding the provisions of this Act, the roll prepared by the City Surveyor in accordance with the provisions of Art. 450 of the Act 62 Vict., chap. 58, as amended by the Act 7 Edward VII, chap. 63, sect. 37, assessing  $\frac{1}{2}$  of the cost of said expropriation on the proprietors of St. Andrew ward in proportion to the extent of the frontage of their properties as set forth in the valuation roll, irrespective of the buildings thereon erected, is ratified and confirmed, and the City is authorized to take such steps as may be necessary to give effect thereto."

Art. 18.—Art. 52 of the Act 3 Edward VII, chap. 62, as amended, is further amended by substituting for paragraph 20 the following:

"The City is authorized to enlarge La Fontaine Park, on the East side, by expropriating the immoveables situated in Duvernay and Papineau wards, West of Papineau Avenue, as per plan prepared to that effect. The whole in accordance with article 348 of the City charter as amended by this Act."

Art. 19.—The City is authorized to widen Papineau Avenue, up to Dorchester street, by the expropriation of cadastral lots Nos. 231 and 228 and part of lot No. 229 and part of lot No. 227, of St. Mary's Ward.

The cost of said improvement shall be paid as stipulated in article 348 of the City charter as amended by this Act."

Art. 20.—The City is authorized to erect, purchase or otherwise acquire and operate works for the production of electricity by the incineration of garbage or by means of coal and also by means of hydraulic power, and to manufacture, purchase or in any manner dispose of electricity for lighting, heating or power purposes, for the use of the citizens within the limits of the City and of any other territory which the City may hereafter acquire by annexation or otherwise, and also for the lighting of the streets of the City and of the different municipal buildings and generally for any other purpose for which the City might require electrical energy.

The City may fix by by-law the price of the electricity it shall supply.

Elle est aussi autorisée, afin d'obtenir les fonds nécessaires pour l'établissement de telle industrie, à émettre des obligations, débentures ou rentes inscrites pour une période n'excédant pas quarante ans à partir de la date de telle émission, ou pourra effectuer un emprunt spécial avec un fonds d'amortissement pour le montant qui sera jugé nécessaire par le Conseil, le tout tel qu'il sera prescrit par un règlement adopté par le vote affirmatif de la majorité absolue de tous les membres dudit Conseil.

Art. 21.—Nonobstant toute loi à ce contraire, le Conseil de la Cité peut, par le vote des deux-tiers de tous ses membres, accorder certaines indemnités, annuités ou gratifications à des employés du service municipal devenus moins capables de remplir leurs fonctions et aussi de voter certaines sommes d'argent pour secourir les victimes de conflagrations, d'inondations ou de désastre et pour autres fins non prévues d'hygiène, de charité et d'intérêt public et aussi pour fins artistiques et autres oeuvres destinées à assurer le développement physique et intellectuel de la population, et ledit Conseil de Ville pourra affecter, chaque année, à ces fins, une certaine proportion du Fonds de Réserve.

Art. 22.—Nonobstant toute loi à ce contraire, toutes les commissions permanentes y compris la Commission des Finances, qui seront nommées à l'avenir par le Conseil pour la surveillance de l'administration des différents départements municipaux, resteront en office durant le terme pour lequel les échevins sont élus, et jusqu'à ce qu'elles aient régulièrement été remplacées.

Art. 23.—La Cité pourra, par l'entremise de ses officiers dûment autorisés à cet effet, acheter des immeubles vendus par autorité de justice dans les cas jugés nécessaires pour assurer la perception de ses taxes ou cotisations, ou pour protéger ses intérêts généralement.

Art. 24.—Nonobstant toute loi à ce contraire, la Cité aura la pleine et entière propriété de ses rues, ruelles, places ou voies publiques, et aucune personne, société, syndicat, compagnie ou corporation quelconque, ne pourra y exercer de franchises, droits ou privilèges, soit au-dessus ou au-dessous d'icelles sans avoir au préalable obtenu son consentement.

Art. 25.—La Cité est autorisée à adopter un règlement pour garantir les obligations de l'association connues sous le nom de "Association de l'Exposition Industrielle de Montréal" jusqu'à concurrence d'une somme de \$600,000 pourvu que la Cité ait première hypothèque enregistrée pour autant, sur les terrains et les bâtiments de ladite association.

Art. 26.—La Cité est autorisée à ordonner par résolution ou la confection d'un rôle spécial de cotisation, par l'inspecteur de la Cité, pour répartir la moitié du coût du canal d'égout construit par la Corporation de la Ville de DeLorimier, sur la rue Iberville, au Sud et au Nord de la voie du Pacifique Canadien, jusqu'à la rue Masson.

Cette répartition n'affectera que les propriétaires des immeubles qui longent le côté Sud de ladite rue Iberville, entre les limites sus-mentionnées, et sera faite suivant les formalités et dispositions des règlements concernant les égouts, et d'après le plan ci-annexé.

Art. 27.—La Cité est autorisée à ouvrir et prolonger la rue Sherbrooke à partir de l'avenue Papineau jusqu'aux limites Est de ladite Cité, pourvu que le coût de cette amélioration soit réparti sur les propriétaires dont les propriétés aboutissent à la ligne de la rue ouverte.

Art. 28.—Le règlement No 384 intitulé "Règlement pour établir un système d'eau à haute pression dans le District No 1 de la Cité," adopté conditionnellement le 21 octobre 1908, et dont copie certifiée est annexée à la présente loi comme cédule, est par les présentes confirmé et ratifié, et il est décrété que la taxe imposée par la section 34 du susdit règlement, sur les propriétaires d'immeubles, ne sera pas purgée par la vente judiciaire de ces immeubles ni par la prescription.

Art. 29.—L'article 52 de 3 Edouard VII, chap. 62, tel qu'amendé, est de nouveau amendé en ajoutant le paragraphe suivant:

"Ouvrir l'avenue Laurier, depuis la section de cette rue

The City is further authorized, in order to obtain the funds required for the establishment of such industry, to issue bonds, debentures or inscribed stock for a period not exceeding 40 years from the date of such issue, or it may effect a special loan with sinking fund, for the amount which the Council may deem necessary, the whole, as may be prescribed by a by-law adopted by the affirmative vote of the absolute majority of all the members of said Council.

Art. 21.—Notwithstanding any law to the contrary, the City Council may, by the vote of two thirds of all its members, grant certain indemnities, annuities or gratuities to employees of the City who have become less able to fulfil their duties and also vote certain sums of money for the relief of the victims of conflagrations, floods or disasters and for any other unforeseen charitable, hygiene and public interest purposes as well as for artistic purposes, and for works designed to promote the physical and intellectual development of the people, and the said City Council may appropriate, each year, for such purposes a certain proportion of the Reserve Fund.

Art. 22.—Notwithstanding any law to the contrary, all the standing committees, including the Finance Committee, which shall be appointed in the future by the Council, for the supervision of the administration of the different municipal departments, shall remain in office for the term for which the aldermen are elected and until said committees shall have been regularly replaced.

Art. 23.—The City may, through its officials duly authorized to that effect, purchase any immoveables sold by authority of justice whenever it may deem it necessary in order to ensure the collection of its taxes and assessments or to protect its interests generally.

Art. 24.—Notwithstanding any law to the contrary, the City shall have the full and entire ownership of its streets, lanes, thoroughfares and public places, and no person, firm, syndicate, company or corporation shall exercise any franchises, rights or privileges, either over or under the same without having previously obtained its consent.

Art. 25.—The City is authorized to pass a by-law to guarantee the bonds of the association known as "The Montreal Industrial Exposition Association" to the amount of \$600,000, provided that the City have a first mortgage, registered for that amount on the grounds and buildings of said Association.

Art. 26.—The City is authorized to order, by resolution, the preparation of a special assessment roll, by the City Surveyor for the apportionment of  $\frac{1}{2}$  of the cost of the sewer constructed by the Corporation of the Town of DeLorimier, on Iberville St., and North and South of the C. P. R. track, up to Masson street.

Such apportionment shall only affect the owners of immoveables bordering upon the South side of said Iberville St., between the above mentioned limits, and shall be made as provided in the by-laws concerning sewers and in accordance with the plan hereunto annexed.

Art. 27.—The City is authorized to open and extend Sherbrooke street from Papineau Avenue to the Eastern limits of the City, provided the cost of such improvement be assessed on the bordering proprietors whose properties abut on the line of the street to be opened.

Art. 28.—By-law No. 384 intituled "By-law to establish a high-pressure water system, in District No. 1 of the City", adopted conditionally on October 21st 1908, of which a certified copy is annexed to this Act as schedule, is hereby confirmed and ratified, and it is enacted that the tax imposed by section 34 of said by-law, on the proprietors of immoveables, shall not be cleared by sheriff's sale or by prescription.

Art. 29. Art. 52 of the Act 3 Edward VII, chap. 62, as amended, is again amended by adding thereto the following paragraph:

"To open Laurier Ave., from that section of said avenue

dont la Cité est propriétaire jusqu'à et y compris la rue Brébeuf, suivant le plan homologué."

"Le coût total de cette amélioration sera payé comme suit: \$500 par les propriétaires riverains d'immeubles compris entre les limites Ouest et les limites Est; \$500 par la Ville et la balance par les propriétaires riverains d'immeubles situés sur la partie du territoire expropriée."

Art. 30.—L'article 52 de 3 Edouard VII, chap. 62, tel qu'amendé, est de nouveau amendé en y ajoutant le paragraphe suivant:

"Ouvrir la rue Elizabeth, depuis la rue Fullum jusqu'à la rue Dufresne, suivant un plan préparé à cette fin."

"Le coût total de cette amélioration sera payé comme suit: \$1,000 par la Cité et la balance au moyen d'une répartition prélevée sur les propriétaires d'immeubles situés de chaque côté de la partie du territoire exproprié."

Art. 31.—Le rôle de perception daté du 20 juin 1902, concernant l'expropriation annuelle de la rue Hutchison, est par les présentes ratifié et confirmé en par la Cité payant les frais de la contestation actuellement pendante devant la Cour Supérieure.

Art. 32.—Le rôle spécial pour l'extension de la rue Lemoine, daté du 6 octobre 1903, est par les présentes ratifié et confirmé, la Cité payant les frais de la contestation actuellement pendante en cour supérieure.

Art. 33.—La Cité est autorisée à répartir la somme de \$3,000, sur les propriétaires d'immeubles situés sur cette partie du prolongement de la rue Gauthier, dont la Cité vient de faire l'acquisition de Madame Mann, étant la partie Sud-est du No. 1139, quartier Papineau.

Cette répartition sera faite suivant les dispositions de la charte concernant les améliorations pour intérêt local.

Art. 34.—La Cité est autorisée à faire l'acquisition, soit à l'amiable, ou par voie d'expropriation, de la propriété appartenant à la Succession J. Redpath, située entre l'avenue des Pins et le Parc Mont-Royal, contenant une superficie d'environ 583,800 pieds, soit 10.08 acres, suivant plan préparé à cette fin. Le tout conformément à l'article 348, de la charte de la Cité, tel qu'amendé par la présente loi.

L'objet de cet achat est d'agrandir le parc Mont-Royal.

Art. 35.—La Cité est autorisée à vendre certain terrain au coin de l'avenue des Pins et de l'avenue du Parc faisant partie du Parc Mont-Royal, tel que décrit dans le plan préparé à cet effet par John R. Barlow, inspecteur de la Cité.

Art. 36.—Lorsque les propriétaires des immeubles ayant front sur une ruelle désireront qu'un égout, un trottoir ou un pavage soit construit ou qu'une bordure en pierre soit posée sur telle ruelle ou lorsque les propriétaires, dans une localité quelconque, désireront qu'une ruelle soit ouverte, élargie, prolongée ou détournée, demande devra être faite à l'inspecteur ou à l'ingénieur en chef de la Cité pour une formule de requête au Conseil à cet effet. Lorsque cette requête aura été signée par les 2-3 en nombre des propriétaires représentant plus de la moitié en valeur des immeubles qui doivent bénéficier des travaux ou de l'amélioration que l'on demande, le Conseil pourra faire faire tels travaux ou telle amélioration et en répartir le coût sur les immeubles qui en bénéficieront.

Dans le cas où les signatures des deux-tiers en nombre des propriétaires représentant plus de la moitié en valeur des immeubles n'auraient pu être obtenues, la requête pourra tout de même être présentée au Conseil, et si ce dernier, sur la recommandation de l'inspecteur ou de l'ingénieur en chef de la Cité, juge que les travaux sont nécessaires et dans l'intérêt public, il pourra ordonner qu'il soit procédé à leur exécution à moins que la majorité des propriétaires intéressés, représentant plus de la moitié de la valeur des immeubles à être imposés ne s'opposent à la chose, par requête, sous un mois après que le Conseil aura donné avis de son intention de faire faire tels travaux ou telle amélioration.

Nonobstant toute requête à ce contraire, le Conseil, s'il juge que les travaux que l'on demande sont nécessaires et dans l'intérêt public, pourra par un vote des trois-quarts de ses membres, en ordonner l'exécution et en répartir le coût sur les immeubles qui en bénéficieront.

owned by the City to and including Brebeuf St., as per homologated plan.

"The total cost of said improvement shall be paid as follows: \$500 by the bordering proprietors of immoveables comprised between the Western and Eastern limits; \$500 by the City and the balance by the bordering proprietors of immoveables situated in that part of the territory which shall have been expropriated."

Art. 30.—Article 52 of the Act 3 Edward VII, chap. 62, as amended is again amended by adding thereto the following paragraph:

"To open Elizabeth street, from Fullum street to Dufresne street, in accordance with a plan prepared for that purpose."

"The total cost of said improvement shall be paid as follows: \$1,000 by the City, and the balance by means of an assessment levied on the owners of immoveables situated on each side of that part of the territory which shall have been expropriated."

Art. 31.—The assessment roll, dated 20th June 1902, in connection with the annual expropriation of Hutchison street, is hereby ratified and confirmed, the City to pay the costs of the contestation now pending before the Superior Court.

Art. 32.—The Special roll for the extension of Lemoine street dated 6th October 1903, is hereby ratified and confirmed, the City to pay the costs of the contestation now pending before the Superior Court.

Art. 33.—The City is authorized to assess the sum of \$3,000 on the owners of immoveables situated on that part of the extension of Gauthier street, which the City has recently acquired from Mrs. Mann, being the South East portion of No. 1139, Papineau ward.

Such assessment shall be made in accordance with the provisions of the Charter concerning local improvements.

Art. 34.—The City is authorized to acquire, either by mutual agreement or by expropriation, the property belonging to the Estate J. Redpath, situated between Pine Avenue and Mount Royal Park, having a superficial area of about 583,800 feet, or 10.08 acres, as per plan prepared for that purpose. The whole in accordance with article 348 of the City Charter as amended by this Act.

The object of such purchase is to enlarge Mount Royal Park.

Art. 35.—The City is authorized to sell a certain piece of land situated at the corner of Pine Avenue and Park Avenue, forming part of Mount Royal Park, as described in the plan prepared to that effect by John R. Barlow, City Surveyor.

Art. 36.—When the owners of property on any lane desire a sewer, sidewalk, pavement or curbing, or when the property owners in any locality desire the opening, widening, extension, or diversion of any lane, application shall be made to the City Surveyor or Chief Engineer for a form of petition to the Council for the work of improvement. When such a petition is signed by two thirds in number of the owners representing more than one-half the value of the property to be benefited by the work or improvement the Council may proceed therewith and assess the cost against the property benefited.

If the names of two thirds in number of the property owners representing more than ½ in value of the property cannot be obtained, the petition may nevertheless be presented to Council, and if the Council, on the recommendation of the City Surveyor or Chief Engineer, finds the work is necessary and in the public interest, it may direct that it be proceeded with, unless a majority of the property owners interested representing more than ½ the value of the property to be assessed, petition against the proposed work or improvement within a month after the Council gives notice of its intention to proceed with such work.

Notwithstanding any petition to the contrary, the Council, if it deems the same necessary in the public interest and by a three quarter vote of the whole Council, may proceed with any of the above mentioned works and assess the cost thereof against the property benefited.

## NOUVEAUX AMENDEMENTS

1.—L'article 48 de la loi Victoria, chapitre 58 tel que remplacé par la loi 63 Victoria, chapitre 49, article 3, est biffé.

2.—La Cité est autorisée à prolonger le boulevard St-Laurent depuis la rue Notre-Dame jusqu'au fleuve St-Laurent en achetant non-seulement les terrains requis pour l'ouverture de cette rue mais encore les terrains en bordure ou autres de la rue projetée. Le tout conformément à l'article 348 de la charte de la Cité, tel qu'amendé par la présente loi.

3.—L'article 546 de la loi 62 Victoria, chapitre 58 tel que remplacé par la loi 63 Victoria, chapitre 47, section 13, est amendé en y ajoutant le paragraphe suivant:

La Cité pourra aussi y construire un ou plusieurs postes de pompiers et de police.

4.—Nonobstant toute loi à ce contraire, la Cité est autorisée pour une période n'excédant pas trente ans, à compter de la mise en vigueur de la présente loi, de maintenir ses plans homologués et de leur donner effet sans qu'on puisse invoquer la prescription.

5.—La sous-section 5 de l'article 52 de la loi 3 Edouard VII, chap. 62, est amendée en remplaçant le deuxième paragraphe de la dite sous-section par le suivant:

"Le tout conformément à l'article 348 de la charte de la Cité, tel qu'amendé par la présente loi."

6.—La Cité est autorisée, par règlement ou résolution de son Conseil, à acquérir à l'amiable tout immeuble sur lequel il y a des bâtiments construits entre l'ancien alignement et la nouvelle ligne homologuée d'une rue quelconque déjà partiellement élargie d'après le mode pourvu à l'article 452 de sa charte, le coût total de cette acquisition étant payable par les propriétaires riverains de toute telle rue, au moyen d'un rôle de répartition préparé par l'inspecteur de la Cité, en proportion de l'étendue du front des immeubles ainsi riverains, tels que portés au rôle d'évaluation, indépendamment des bâtiments sus érigés, ledit rôle, dûment certifié par l'inspecteur de la Cité et déposé entre les mains du trésorier de la Cité, équivalent à un rôle final de contribution spéciale, et ayant la même force et le même effet; et les sommes y mentionnées deviendront dès lors dues et seront payables dans les trente jours de la date du dépôt de ce rôle; dans aucun cas, le prix à être payé pour l'acquisition de tout tel immeuble ne devant excéder l'évaluation municipale alors actuelle, plus 20 %.

7.—La Cité est autorisée à faire, de temps en temps, la refonte ou consolidation d'une partie ou de tous ses règlements municipaux, afin de les réunir en un ou plusieurs volumes, et à cette fin, de les abroger, amender, modifier, mais ces révocations, amendements ou modifications ne devront pas être interprétés comme affectant aucune matière ou chose faite ou qui doit être faite, les résolutions, décisions, ordres ou autres actes du Conseil, les débetures, billets, actions ou obligations émises, ni les rôles de contribution foncière ou de répartition, ni les droits et devoirs des fonctionnaires municipaux, lesquels continueront d'être régis par les règlements antérieurs jusqu'à expiration du terme fixé.

8.—La Cité est autorisée à acquérir:

1.—Le chemin de la côte de la Visitation depuis l'avenue Papineau jusqu'au chemin de la côte St-Michel;

2.—Le chemin de la côte St-Michel depuis le chemin de la côte de la Visitation jusqu'à la limite séparant la municipalité de Rosemont de la paroisse du Sault-aux-Récollets.

Le chemin de la côte St-Michel depuis la limite ci-dessus mentionnée jusqu'au chemin St-Léonard, suivant un plan desdites routes ou chemins en date du 10 février 1909 et déposé au bureau de l'inspecteur de la Cité.

9.—La Cité est autorisée à ouvrir la rue Drolet depuis la rue du Palais jusqu'à l'avenue Laurier, conformément à l'article 348 de la charte de la Cité, tel qu'amendé par la présente loi.

10.—L'article 394 de la loi 62 Victoria, chap. 58, est remplacé par le suivant:

"394.—En tout temps après que les rôles d'évaluation,

## NEW AMENDMENTS

1.—Art. 48 of the Act 62 Vict., chap. 58, as replaced by the Act 63 Vict., chap. 49, Art. 3, is struck out.

2.—The City is authorized to extend St. Lawrence Boulevard, from Notre Dame street to the River St. Lawrence, by purchasing not only the pieces of land required for the opening of such street, but also the lots of land bordering upon the projected street or others. The whole in accordance with article 348 of the City Charter, as amended by this Act.

3.—Art. 546 of the Act 62, Vict., chap. 58, as replaced by the Act 63 Vict., chap. 47, section 13, is amended by adding thereto the following paragraph:

"The City may also erect thereon one or more fire and police stations".

4.—Notwithstanding any law to the contrary, the City is authorized, for a period not exceeding 30 years, from the date of the coming into force of this Act, to maintain its homologated plans and to give effect thereto, so that prescription may not be pleaded.

5.—Sub-section 5 of article 52 of the Law 3 Edward VII, chap. 62, is amended by replacing the second paragraph of said sub-section, by the following:

"The whole in accordance with article 348 of the City Charter, as amended by this Act."

6.—The City is authorized, by by-law or resolution of its Council, to acquire by mutual agreement any immovable on which buildings are erected between the old line and the new homologated line of any street already partially widened, as provided by Art. 452 of its Charter, the total cost of such acquisition to be payable by the owners of immovables bordering upon any such street, by means of an assessment roll prepared by the City Surveyor, in proportion to the extent of the frontage of the immovables, as shown on the valuation roll, irrespective of the buildings thereon erected. The said roll, when certified by the City Surveyor and filed with the City Treasurer, shall be equivalent to and have the same force and effect as a final roll of special assessment, and the amounts therein shall thereupon become due and payable within 30 days from the date of the filing of such roll; the amount to be paid for the acquisition of any such immovable shall, in no case, exceed the municipal valuation as shown on the assessment roll then in force, plus 20 %.

7.—The City is authorized to make, from time to time, a codification or consolidation of the whole or any part of all its by-laws so as to unite them in one or more volumes, and to that end, to repeal, amend or modify the same, but such repeal, amendments or modifications shall not be construed as affecting any matter or thing done or required to be done, or any resolutions, decisions, orders or other proceedings of the Council, or any debentures, notes, shares or bonds issued, or any rolls of assessment or apportionment, or the rights or duties of municipal officials, which shall continue to be regulated by the previous by-laws until the expiry of the term fixed.

8.—The City is authorized to acquire:

(1) The Côte Visitation Road, from Papineau Ave., to the Côte St. Michel Road;

(2) The Côte St. Michel Road, from Côte Visitation Road to the limit separating the Municipality of Rosemont from the parish of Sault-au-Récollet;

(3) The Côte St. Michel Road, from the limit above mentioned to the St. Leonard Road, as per plan of said roads, under date of 10th Feb. 1909, deposited in the office of the City Surveyor.

9.—The City is authorized to open Drolet street, from Du Palais street to Laurier Avenue.

The whole in accordance with article 348 of the City Charter as amended by this Act.

10.—Art. 394 of the Act 62, Victoria, chapter 58, is replaced by the following:

"394.—At any time after the completion of the valuation and assessment rolls and the municipal and school tax rolls, the assessors shall make a supplementary roll, containing the names of all persons who have since become liable for the payment of any assessments or muni-

de contributions foncières et de perception des taxes municipales et scolaires auront été faits, les estimateurs font un rôle supplémentaire contenant les noms des personnes devenues depuis sujettes au paiement des contributions foncières, des taxes scolaires et municipales, lequel rôle supplémentaire doit être clos le "trente-un décembre" et n'est pas sujet à la révision.

11.—L'article 567 de 62 Victoria, chap. 58, est par les présentes abrogé.

12.—L'article 70 de 7 Ed. VII, chap. 63, est aussi par les présentes abrogé.

13.—Nonobstant toute loi à ce contraire, aucun conseil d'aucune municipalité située dans les limites territoriales de l'île de Montréal, ne pourra accorder à aucune personne, compagnie, syndicat ou corporation quelconque, aucune franchise, droit ou privilège desdites municipalités pour une période de temps excédant cinq ans, sans avoir au préalable obtenu le consentement de la Cité de Montréal.

14.—Les contrats intervenus tant avec la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique qu'avec la Compagnie "Montreal Land and Improvement" le 7 janvier 1904, sont par les présentes ratifiés et confirmés, et la prescription de la taxe ou contribution foncière spéciale imposée suivant les dispositions de la charte de la Cité pour payer le coût de l'égout construit sur la rue Nicolet, de la rue Ontario à la rue Nolan, ne commencera à courir en faveur de la "Montreal Land and Improvement Co.", ses ayants-cause et ayants-droit, qu'à compter du terme des 10 années mentionnées dans l'acte ci-dessus du 7 janvier 1904, et lorsqu'elle sera exigible, ladite taxe sera payable par privilège aux termes de l'article 405 de la charte, et au cas de non-paiement d'icelle, la Cité pourra faire vendre les immeubles qui y seront sujets en suivant les formalités prescrites par la charte en semblable matière.

Art. 15.—Nonobstant toute loi à ce contraire, le Conseil de la Cité, par simple résolution, peut, à sa discrétion, décider d'élargir des rues ou parties de rues, de les prolonger, d'en acquérir de nouvelles, d'établir des squares ou places publiques, et ce conformément aux dispositions de la charte concernant les expropriations pour améliorations locales.

Art. 16.—Les articles 447, 448, 449, 450 et 451 de la charte sont remplacés par les suivants:—

447.—Cette résolution doit indiquer la nature de l'amélioration demandée, la description des propriétés ayant front sur cette amélioration projetée, la moyenne de la valeur de ces propriétés, telle que portée au rôle d'évaluation et le montant que lesdits propriétaires consentent à accepter pour les propriétés à exproprier pour cette amélioration.

448.—Le Conseil peut, par résolution en conformité des dispositions de cette section, nommer des commissaires pour établir la valeur des immeubles à exproprier appartenant aux propriétaires qui ne consentent pas à accepter le montant porté au rôle d'évaluation.

Les Commissaires doivent, en se conformant aux termes et dispositions de cette section, déterminer les dommages, s'ils existent, dus aux locataires des propriétés à exproprier et en dresser un rapport, qui doit être déposé, confirmé et homologué en la manière prescrite par les articles 438 et 439.

449.—Après avoir clos leur rapport, les commissaires le déposent au bureau du greffier de la Cité, et les dispositions des articles 438, 439, 440 et 441 s'appliquent aux expropriations qui ont lieu conformément aux articles précédents.

450.—Tel qu'amendé par 7 Ed. VII, chap. 63, Art. 37, 1907. Le coût de cette expropriation est exclusivement à la charge des propriétaires dont les terrains sont riverains de la partie de rue à élargir ou de la nouvelle rue ou square qui doit être prolongé, suivant le cas, ou suivant un circuit établi par résolution du Conseil.

Le coût est réparti entre les propriétaires au moyen d'un rôle préparé par l'inspecteur de la Cité.

Par ce rôle, le coût de l'expropriation est réparti entre lesdits propriétaires, en proportion de l'étendue du front de leurs propriétés, telle que portée au rôle d'évaluation, indépendamment des bâtiments qui s'y trouvent érigés.

cipal school taxes, and such supplementary roll shall be closed on the 31st December, and shall not be subject to any revision".

11.—Art. 567 of the Act 62 Victoria, chap. 58, is hereby repealed.

12.—Art. 70 of the Act 7 Ed. VII, chap. 63, is hereby repealed.

13.—Notwithstanding any law to the contrary, no Council of any Municipality within the territorial limits of the Island of Montreal shall grant to any person, company, syndicate or corporation whatsoever, any franchise, right or privilege in said Municipality for a period exceeding 5 years, without having previously obtained the consent of the City of Montreal.

14.—The contracts entered into with both the C. P. R. Co., and with the Montreal Land & Improvement Co., on the 7th January 1904, are hereby confirmed and ratified, and the prescription of the special tax or assessment imposed in accordance with the provisions of the City charter for the purpose of paying the cost of the sewer constructed on Nicolet street, from Ontario street to Nolan street, shall begin to run in favor of the Montreal Land & Improvement Co., its representatives and assigns, only from the term of 10 years mentioned in the above deed of the 7th January 1904, and when the said tax becomes exigible, the same shall be payable by privilege as provided in Art. 405 of the Charter, and in case of non-payment thereof, the City may have the immoveables subject thereto sold by observing the formalities prescribed by the Charter in such case.

Art. 15.—Notwithstanding any law to the contrary, the City Council may, by simple resolution, at its discretion, decide to widen any streets, to establish squares or public places in accordance with the provisions of the Charter concerning expropriations for local improvements.

Art. 16.—Articles 447, 448, 449, 450 and 451 of the Charter are replaced by the following:—

447.—Such resolution shall set forth the nature of the improvement asked for, the description of the properties bordering on such proposed improvements and the average assessed values thereof, and the amount which the said proprietors, whose property is to be expropriated for improvements, are willing to accept therefor.

448.—The Council of the City may proceed by resolution, in accordance with the provisions of this section, to appoint commissioners to establish the value of the immoveables to be expropriated, the proprietors whereof do not consent to accept the amount set forth in the valuation roll.

The expropriation commissioners shall in accordance with the terms and provisions in this section set forth, determine the damages if any, due to tenants of the properties to be expropriated, and shall make a report thereon, which shall be deposited and confirmed and homologated in the manner provided by articles 438 and 439.

449.—The commissioners shall, upon the completion of their report, deposit the same in the office of the City Clerk, and the provisions of articles 438, 439, 440 and 441 shall apply to the proceedings held in accordance with the preceding articles.

450.—As amended by 7 Ed. VII, chap. 63, Art. 37, 1907. The cost of such expropriation shall be borne exclusively by the proprietors whose lands border upon such portion of a street, the widening whereof is provided for by such expropriation, or such new street, prolongation of street or square, as the case may be, or according to a circuit established by resolution of Council.

The cost shall be distributed upon such proprietors by means of a roll which shall be prepared by the City Surveyor.

By such roll, the cost of such expropriation shall be apportioned amongst the proprietors aforesaid in proportion to the frontage of their immoveables, irrespective of any buildings which may be thereon erected.



"L'inspecteur de la Cité donne avis public du jour où les contribuables tenus au paiement de la contribution peuvent faire l'examen de cette répartition et lui soumettre leurs objections avant que le rôle soit complété et mis en vigueur. Cet avis est publié durant l'espace de dix jours dans un journal français et dans un journal anglais."

L'inspecteur entend et juge sommairement toutes les objections qui peuvent être faites, et il n'y a pas d'appel de sa décision.

Le montant dû en vertu de cette répartition est perçu des propriétaires des immeubles qui en sont affectés et est recouvrable de la même manière que les autres taxes et contributions foncières.

451.—La Cité ne paie aucun intérêt aux propriétaires ou locataires indemnitaires, tant que le montant du coût de l'expropriation n'a pas été perçu par elle.

Art. 17.—La Cité est autorisée à acheter, à acquérir par voie d'expropriation ou autrement toute l'exploitation, le matériel et le capital-actions (stock) de la Montreal Water & Power Company avec toutes les servitudes actives ou passives lui appartenant soit par contrats ou actes d'arrangement intervenus entre elle, et toutes compagnies, corporations, sociétés ou personnes en ladite Cité ou ailleurs en ce pays, ou à l'étranger, ainsi que tous les pouvoirs, droits et actions que ladite Compagnie a pu acquérir par charte du Parlement ou des Législatures, de manière à transférer à ladite Cité tous ses meubles, immeubles, réservoirs, canaux, tuyaux, égouts et toutes ses autres propriétés généralement quelconques, constituant l'actif et le passif de ladite Compagnie, et de permettre à ladite Cité d'exercer tous les droits et actions, pouvoirs d'emprunts, émissions de débiteures, bons et souscriptions des municipalités et autres corps publics appartenant à ladite Compagnie, soit en vertu des susdites chartes et actes d'arrangement intervenus comme susdit, et aussi, après l'expropriation ou l'acquisition, à fournir l'eau aux municipalités qui ne sont pas annexés à la Cité et à leurs citoyens moyennant considération; et la Cité est autorisée à emprunter pour cette fin une somme n'excédant pas cinq millions de dollars pour une période de quarante ans avec un fonds d'amortissement à un intérêt annuel n'excédant pas 4 %.

Art. 18.—La Cité est autorisée à élargir la rue Dorchester sur le côté Nord-ouest entre le Boul. St-Laurent et la rue Cadieux, par l'expropriation d'une lisière de terrain d'environ 18 pieds de profondeur sur la rue Cadieux et d'environ 19 pieds de profondeur sur le boulevard St-Laurent pour être conforme à la largeur de la rue Dorchester à l'Ouest du Boulevard St-Laurent. Le tout conformément à l'article 348 de la Charte de la Cité, tel qu'amendé par la présente loi.

BILL AMENDANT L'ACTE D'INCORPORATION DE  
"THE MONTREAL LIGHT, HEAT &  
POWER COMPANY".

Loi modifiant la charte constituant en corporation "The Montreal Light, Heat & Power Company", savoir, I Ed. VII, chap. 66 comme suit:

"Attendu que la Cité de Montréal, a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de la bonne administration de ses affaires que la charte constituant en corporation "The Montreal Light, Heat & Power Company" soit amendée:

Et attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande:  
A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil Législatif, et de l'Assemblée Législative de la Province de Québec, décrète ce qui suit:

1.—Notwithstanding toutes lois à ce contraire, la Compagnie dite "The Montreal Light Heat & Power Company" ne pourra exercer aucun des pouvoirs qui lui sont conférés par sa charte ou par celles qu'elle a acquises ou qu'elle pourra acquérir d'autres personnes, compagnies, syndicats ou corporation, dans les limites de la Cité de Montréal, ou d'aucunes municipalités situées dans les limites territoriales de l'île de Montréal, sans avoir au préalable obtenu le consentement du Conseil de la Cité de Montréal, ou des dites municipalités.

The City Surveyor shall give public notice of a day when the contributors liable for the payment of the contribution may examine such apportionment and state to him their objections thereto before the roll is completed and put in force. Such notice shall be published during a period of ten days in one French and one English newspaper.

He shall hear and determine such objections as may be made in a summary manner, from which there shall be no appeal.

The amount due under such apportionment shall be collected from the proprietors owning such real estate, and shall be recoverable in the same manner as other taxes and assessments.

451.—No interest shall be paid by the City to any proprietors or tenants indemnified, unless and until the cost of the expropriation has been collected by it.

Art. 17.—The City of Montreal is authorized to purchase and acquire, by expropriation or otherwise, the whole of the working plant and of the capital stock of The Montreal Water & Power Company, with all the active and passive servitudes belonging to said Company, either under contracts or agreements entered into between the latter and any companies, corporations, firms or persons, in the said City, or elsewhere, in this country, or abroad, as well as all the powers, rights and actions which the said Company may have acquired by charter from Parliament or the Legislatures, so as to transfer to the said City all its moveable and immovable property, reservoirs, canals, pipes, sewers and all its other properties whatsoever, constituting the assets and liabilities of said Company and to allow the said City to exercise all the rights, actions, borrowing powers, issues of stock, bonds, and subscriptions of municipalities and other public bodies, belonging to said Company, either under the aforesaid charters and agreements entered into as aforesaid, and also, after the expropriation or acquisition thereof, to supply water to the municipalities which have not been annexed to the City and to the citizens thereof for a pecuniary consideration; and the City is authorized to borrow, for such purpose, a sum not exceeding \$5,000,000 for a period of 40 years, with a sinking fund, at a rate of interest not exceeding 4% per annum.

Art. 18.—The City is authorized to widen Dorchester St., Northwest side, between St. Lawrence Boulevard and Cadieux street, by the expropriation of a strip of land about 18 feet deep on Cadieux street and about 19 feet deep on St. Lawrence Boulevard, so as to conform to the width of Dorchester street, West of St. Lawrence Boulevard, the whole in accordance with Article 348 of the City Charter, as amended by this act.

BILL TO AMEND THE ACT INCORPORATING THE  
MONTREAL LIGHT, HEAT & POWER  
COMPANY.

An Act to amend the Act incorporating the Montreal Light, Heat & Power Co., 1 Ed. VII, chap. 63.

"Whereas the City of Montreal has, by its petition, represented that it is in the interest of the good administration of its affairs that the charter incorporating the M. L. H. & P. Co., be amended;

And whereas it is advisable to accede to its request;

Therefore, His Majesty with the advice and consent of the Legislative Council and the Legislative Assembly of the Province of Quebec enacts as follows:

1.—Notwithstanding any laws to the contrary, the M. L. H. & P. Co., shall not exercise any of the powers conferred upon it by its charter or by those it has acquired or may acquire from other persons, companies, syndicates or corporations, within the limits of the City of Montreal or from any municipalities situated within the territorial limits of the Island of Montreal, without having previously obtained the consent of the Council of the City of Montreal or of said municipalities.

2.—La Cité pourra se servir des poteaux de ladite Compagnie pour les fins de son service municipal, tel que la pose des fils pour son système d'alarme en cas d'incendies, et pour l'éclairage de ses rues, parcs, voies publiques ou bâtiments municipaux.

3.—La Compagnie sera tenue de mettre ses fils sous terre dans des conduits construits par la Cité et lui appartenant et de se soumettre à toutes les prescriptions que l'intérêt de la Cité et son autonomie municipale exigeront.

L'article 365 de la loi 62 Vict., chap. 58, tel que remplacé par 3 Ed. VII, chap. 62, art. 39 et 40, est amendé en y ajoutant le paragraphe suivant:

365b.—Toute taxe spéciale imposée en vertu de l'article 364 de la présente loi est payable pour chaque établissement de commerce, d'affaires ou occupations, lorsqu'ils sont exercés par la même personne, société ou compagnie, dans deux ou plusieurs bâtiments ou places d'affaires distincts et séparés.

2.—The City may use the poles belonging to said Company for the purposes of its municipal service, such as the stringing of wires for its fire alarm system or for the lighting of its streets, parks, thoroughfares or municipal buildings.

3.—The Company shall be held to place its wires under ground in conduits established by the City, and to submit to all prescriptions which the interest of the City and its municipal autonomy may require.

Article 365 of the law 62 Victoria, chapter 58, as replaced by 3 Ed. VII, chapter 62, art. 39 and 40 is amended by adding thereto the following paragraph:

365b.—Any special tax imposed in virtue of article 364 of this Act shall be payable for each establishment of trade, business or occupation when it shall be carried on by the same person, firm or company in two or more distinct and separate buildings or places of business.

## DELIBERATIONS

### CONSEIL MUNICIPAL

#### *Compte rendu de l'assemblée spéciale du 1er mars*

M. l'échevin J.-G. Duquette, maire-suppléant, occupe le fauteuil.

Sont présents: MM. les échevins L.-A. Lapointe, Giroux, Proulx, Yates, Clearihue, Lévy, Dagenais, Lévesque, L'Espérance, Turner, Sadler, Bumbray, Gallery, Robillard, Lavallée, Larivière, Stearns, N. Lapointe, Leclair, Mercier, O'Connell, Couture, Laviolette, Gadbois, Robinson, Ward, J.-B.-A. Martin, Nault, Séguin, Marin, Major, Guay, David, Roy, Mount, Fraser, Carter, Lamoureux, Prud'homme, McKenna.

#### REQUETES, ETC.

1.—De la Fraternité Alpha Beta Gamma demandant à être constituée en corporation.

Renvoyée à la Commission de Police.

2.—De M. J.-O. Durocher, pour ériger une forge.

Renvoyée à la Commission des Incendies et de l'Éclairage.

3.—De la Commission des Ecoles Catholiques, au sujet de l'augmentation projetée de la taxe scolaire.

Déposée sur le bureau.

4.—De la "S. Carsley Co.," protestant la Ville au sujet de l'érection d'une écurie sur la rue Victoria.

Renvoyée au Département en Loi avec prière de donner son avis à ce sujet.

5.—De l'Association des Manufacturiers Canadiens, au sujet du transport des marchandises par la "M. S. Ry Co."

Sur proposition de M. l'échevin LAVALLEE, appuyé par M. l'échevin MERCIER, il est

*Résolu:* Que ladite lettre soit déposée sur le bureau, et que, en attendant, le comité exécutif de l'Association des Manufacturiers Canadiens soit respectueusement prié d'émettre devant ce Conseil ses vues sur la manière "de conserver les droits de la Ville en ce qui concerne le re-

### CITY COUNCIL

#### *Report of special meeting held the 1st of March.*

Ald. J. G. Duquette, acting mayor, in the chair.

Present: Ald. L. A. Lapointe, Giroux, Proulx, Yates, Clearihue, Lévy, Dagenais, Lévesque, L'Espérance, Turner, Sadler, Bumbray, Gallery, Robillard, Lavallée, Larivière, Stearns, N. Lapointe, Leclair, Mercier, O'Connell, Couture, Laviolette, Gadbois, Robinson, Ward, J. B. A. Martin, Nault, Séguin, Marin, Major, Guay, David, Roy, Mount, Fraser, Carter, Lamoureux, Prud'homme, McKenna.

1.—From Alpha Beta Gamma Fraternity, to be incorporated.

Referred to Police Committee.

2.—From J. O. Durocher, to erect a forge.

Referred to Fire and Light Committee.

3.—From Board of Catholic School Commissioners, anent proposed increase of the school tax.

Laid on the table.

4.—From The S. Carsley Co., protesting the City anent the erection of a stable on Victoria street.

Referred to the Law Department for direction in the premises.

5.—From Canadian Manufacturers Association, anent the carrying of freight by the M. S. Ry Co.

On motion of Ald. LAVALLEE, seconded by Ald. MERCIER, it was

*Resolved:* That said letter lay on the table and that, in the meantime, the executive committee of the Canadian Manufacturers Association be respectfully requested to lay before the Council their views on the manner "the rights of the City, as regards revenue, etc., should be maintain-

venu, etc.," si la Ville accorde au "Montreal Street Railway" le privilège de transporter des marchandises, et quelles sont "les conditions satisfaisantes" que cet honorable comité suggère au Conseil.

6.—De la Ligue des Municipalités Américaines, suggérant une date pour la prochaine convention de la Ligue à Montréal.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin LEVESQUE, il est

*Résolu:* Que les dates mentionnées dans ladite communication de la Ligue des Municipalités Américaines, savoir les 25, 26 et 27 août 1909, pour la tenue de la 13<sup>ème</sup> convention annuelle deladite Ligue, à Montréal, soient approuvées, et que la Commission spéciale des Réceptions reçoive instruction de faire en sorte qu'un aussi grand nombre de personnes que possible assistent à cette convention, et, dans le but d'en assurer le succès, de nommer un comité de citoyens qui agira conjointement avec elle, ledit comité de citoyens devant représenter les différents intérêts de la Ville, sans oublier les intérêts ouvriers, afin que les têtes dirigeantes des classes ouvrières puissent s'intéresser à l'oeuvre de la Ligue, tout comme les représentants des autres classes de la société.

Que le Maire et le greffier de la Cité soient autorisés à envoyer une invitation d'assister aux séances de la Ligue à autant de villes que possible dans les Etats-Unis et au Canada, de manière à engager les citoyens de ces villes à visiter Montréal, en grand nombre, durant la convention, et que des copies de cette invitation soient imprimées et mises en circulation partout, et qu'aucun effort ne soit épargné pour faire de la Convention de Montréal la plus importante réunion de la Ligue qui aura été tenue jusqu'ici.

Une copie de l'invitation qui pourra être envoyée est annexée à cette résolution.

7.—Copie d'un rapport d'un Comité du Conseil exécutif, à Québec, au sujet d'une pétition de contribuables demandant la nomination d'une Commission Royale.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin LARIVIERE, il est

*Résolu:* Que ce document soit référé au Département en Loi, avec instructions de s'en rapporter à justice quant aux procédures futures, et de faire ce que de droit dans l'intérêt de la Cité et pour la dignité de ce Conseil.

8.—Copie de la requête présentée par la "Bell Telephone Co." à la Commission des Chemins de Fer, demandant la permission de poser ses fils sous partie de la ruelle des Fortifications.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin WARD, il est

*Résolu:* Que les avocats de la Cité reçoivent instruction de comparaître devant la Commission des Chemins de Fer du Canada et de faire tous les plaidoyers nécessaires afin de défendre la Cité dans l'appel institué par la Cie de Téléphone Bell du Canada pour obtenir de ladite Commission le pouvoir de poser des conduits dans la ruelle des Fortifications et dans le square Victoria, à d'autres conditions que celles imposées par résolution en date du 30 décembre 1908.

9.—Sur proposition de M. l'échevin YATES, appuyé par M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, il est

*Résolu:* Que la Commission des Incendies et de l'Eclairage soit autorisée à se faire donner par la Cie "M. L. & P." son compte d'éclairage jusqu'au 1<sup>er</sup> mars 1909.

10.—Résolution adoptée à une assemblée des municipalités de l'île de Montréal, concernant la demande soumise au Parlement par la "Terminal Ry Co."

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin GIROUX, il est

*Résolu:* Que le Conseil remercie l'Union des Municipalités de ses offres de services, et que le Département en Loi soit prié de faire tout ce qui est nécessaire pour protéger les intérêts de la Ville devant le Comité des Chemins de fer, à Ottawa, lorsque le bill du Terminal sera pris en considération, et que le Comité des Chemins de fer soit prié de remettre la considération de ce bill, afin de permettre à la Ville de se faire représenter et d'envoyer une délégation à Ottawa.

11.—Du greffier de la Ville, soumettant une liste de demandes devant la Législature pour l'obtention de chartes à Montréal.

ed", should the City grant the Montreal Street Railway the privilege to carry freight, and what are the "satisfactory conditions" that this honorable committee would suggest to this Council.

6.—From League of American Municipalities, suggesting a date for the coming convention of the League in Montreal.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. LEVESQUE, it was

*Resolved:* That the dates mentioned in said communication from the League of American Municipalities, viz: the 25th, 26th and 27th August next, for the holding of the 13th Annual Convention of said League, in Montreal, be approved of, and that the Special Committee on Receptions be instructed to endeavor to make said convention as large as possible in point of attendance, and, with a view of making the convention a success, to appoint a citizens Committee, to act jointly with them, said citizens Committee to represent the different interests of the City, not forgetting the labor interests, in order that the leaders of labor, in the City, may become interested in the work of the League, as well as the many other interests.

That the Mayor and the City clerk be authorized to issue an invitation to attend the meeting of the League to as many cities as possible in the United States and Canada, in order that as large a number of people as possible may be induced to visit our City during the convention, and that copies thereof be printed, sufficient in number, to circulate widely among the various interests, and that no effort be lost in order to make the Montreal convention the banner meeting of the League.

Appended hereto is a draft of the circular-invitation which may be issued.

7.—Copy of a report of a Committee of the executive Council, Quebec, anent a petition of ratepayers for the appointment of a Royal commission.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. LARIVIERE, it was

*Resolved:* That said document be referred to the Law Department with instructions to abide by the decision of the Court as to future proceedings, and to take such action as may be necessary in the interests of the City and for the dignity of this Council.

8.—Copy of application by Bell Telephone Co., before the Board of Railway Commissioners, to lay its lines under part of Fortification lane.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. WARD, it was

*Resolved:* That the City attorneys be instructed to appear before the Board of Railway Commissioners of Canada and to make all the necessary pleas in order to defend the City in connection with the appeal instituted by the Bell Telephone Co. of Canada, in order to obtain from said Board power to lay conduits in Fortification lane and Victoria Square, on conditions other than those imposed by the Council by resolution under date of 30th Dec. 1908.

9.—On motion of Ald. YATES, seconded by Ald. L. A. LAPOINTE, it was

*Resolved:* That the Fire and Light Committee be authorized to obtain from the Montreal L. H. & P. Co. their account for street lighting up to the 1st March 1909.

10.—Resolution adopted at a meeting of the municipalities of the Island of Montreal, concerning the application before Parliament of the Terminal Railway Co.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. GIROUX, it was

*Resolved:* That this Council begs to thank the Union of Municipalities for having kindly offered its services, and that the Law Department be instructed to take such action as may be necessary in order to protect the interests of the City before the Railway Committee, at Ottawa, when the bill of the Terminal Ry. Co. is considered, and that the Railway Committee be requested to defer consideration of said bill, in order to allow the City to be represented and to send a delegation to Ottawa.

11.—From the City clerk, submitting list of applications before the Legislature for charters in Montreal.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin LAVALLEE, il est

*Résolu:* Que le Département en Loi se procure, le plus tôt possible, tous les projets de loi qui intéressent la Ville de Montréal, afin qu'il puisse, avec l'aide de la délégation, s'opposer à tout ce qui pourrait affecter les droits et franchises de la Cité.

12.—Soumis et lus les interrogatoires sur faits et articles, dans une cause portant le No. 1618, C. S. M., dans laquelle M. Edouard-D. Roy est demandeur, et la Ville de St-Louis, défenderesse, la Ville de St-Louis, demanderesse en garantie, et la Cité de Montréal, défenderesse en garantie.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin MERCIER, il est

*Résolu:* Que le greffier de la Cité soit autorisé à répondre comme suit aux interrogatoires ci-dessus mentionnés:

Au 1er interrogatoire—Oui.

Au 2ème interrogatoire—Oui, mais seulement en autant que les faits contenus dans l'interrogatoire 2ème sont conformes à la poursuite du demandeur principal.

Au 3ème interrogatoire—Non.

Au 4ème interrogatoire—Non.

Au 5ème interrogatoire—Oui, mais seulement en autant que les faits contenus dans l'interrogatoire 5ème sont conformes au contrat passé devant le notaire Marin, le 24 juin 1892, et dont il est question dans ledit interrogatoire 5ème.

Au 6ème interrogatoire—Oui, mais seulement en autant que les faits contenus dans l'interrogatoire 6ème sont conformes audit contrat du 24 juin 1892.

Au 7ème interrogatoire—Non.

Au 8ème interrogatoire—Oui, mais seulement en autant que les faits contenus dans l'interrogatoire 8ème sont conformes audit contrat du 24 juin 1892.

Au 9ème interrogatoire—Oui.

Au 10ème interrogatoire—Non.

Au 11ème interrogatoire—Non.

Au 12ème interrogatoire—Non.

13.—Soumise et lus les interrogatoires sur faits et articles, dans une cause portant le No 2876, C. S. M., dans laquelle Dame Eugénie Brennan *et vir* est demanderesse, et la Ville de St-Louis, défenderesse, la Ville de St-Louis, demanderesse en garantie, et la Cité de Montréal, défenderesse en garantie.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin MERCIER, il est

*Résolu:* Que le greffier de la Cité soit autorisé à répondre comme suit aux interrogatoires ci-dessus mentionnés.

Au 1er interrogatoire—Oui.

Au 2ème interrogatoire—Oui, mais seulement en autant que les faits contenus dans l'interrogatoire 2ème sont conformes à la poursuite de la demanderesse principale.

Au 3ème interrogatoire—Non.

Au 4ème interrogatoire—Non.

Au 5ème interrogatoire—Oui, mais seulement en autant que les faits contenus dans l'interrogatoire 5ème sont conformes au contrat passé devant le notaire Marin, le 24 juin 1892.

Au 6ème interrogatoire—Oui, mais seulement en autant que les faits contenus dans l'interrogatoire 6ème sont conformes audit contrat du 24 juin 1892, passé devant le notaire Marin.

Au 7ème interrogatoire—Non.

Au 8ème interrogatoire—Oui, mais seulement en autant que les faits contenus dans l'interrogatoire 8ème sont conformes à l'acte passé devant le notaire Marin, le 24 juin 1892.

Au 9ème interrogatoire—Oui.

Au 10ème interrogatoire—Non.

Au 11ème interrogatoire—Non.

Au 12ème interrogatoire—Non.

14.—Du Département en Loi, au sujet de deux lettres de MM. E.-W. Villeneuve et C.-A. Barnard, informant le Conseil que lesdites lettres peuvent être lues devant le Conseil.

Le maire-suppléant informe le Conseil que lesdites lettres ont été par lui transmises au Département en Loi, et

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. LAVALLEE, it was

*Resolved:* That copies of all bills in which the City is interested be obtained by the Law Department, as soon as possible, in order that they may, with the aid of the delegation, object to all provisions in such bills which might affect the rights and franchises of the City.

12.—Submitted and read interrogatories on articulated facts, in a case bearing No. 1618, S. C. M., in which Mr. Edouard D. Roy is plaintiff, and the Town of St. Louis, defendant, the Town of St. Louis, plaintiff in warranty, and the City of Montreal, defendant in warranty.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. MERCIER, it was

*Resolved:* That the City clerk be authorized to reply as follows to the interrogatories above mentioned:

To the 1st interrogatory—Yes.

To the 2nd interrogatory—Yes, but only in so far as the facts contained in the second interrogatory agree with the suit of the plaintiff in the case.

To the 3rd interrogatory—No.

To the 4th interrogatory—No.

To the 5th interrogatory—Yes, but only in so far as the facts contained in the fifth interrogatory agree with the contract passed before Mr. Marin, N.P., on the 24th June 1892, and referred to in the said fifth interrogatory.

To the 6th interrogatory—Yes, but only in so far as the facts contained in the sixth interrogatory agree with said contract of the 24th June 1892.

To the 7th interrogatory—No.

To the 8th interrogatory—Yes, but only in so far as the facts contained in the eighth interrogatory agree with said contract of the 24th June 1892.

To the 9th interrogatory—Yes.

To the 10th interrogatory—No.

To the 11th interrogatory—No.

To the 12th interrogatory—No.

13.—Submitted and read interrogatories on articulated facts, in a case bearing No. 2876, S. C. M., in which Dame Eugénie Brennan *et vir* is plaintiff, and the Town of St. Louis, defendant, the Town of St. Louis, plaintiff in warranty, and the City of Montreal, defendant in warranty.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. MERCIER, it was

*Resolved:* That the City clerk be authorized to reply as follows to the interrogatories above mentioned:

To the 1st interrogatory—Yes.

To the 2nd interrogatory—Yes, but only in so far as the facts contained in the second interrogatory agree with the suit of the plaintiff in the case.

To the 3rd interrogatory—No.

To the 4th interrogatory—No.

To the 5th interrogatory—Yes, but only in so far as the facts contained in the fifth interrogatory agree with the contract passed before Marin, N.P., on the 24th June 1892.

To the 6th interrogatory—Yes, but only in so far as the facts contained in the sixth interrogatory agree with the contract of the 24th June 1892, passed before Marin, N.P.

To the 7th interrogatory—No.

To the 8th interrogatory—Yes, but only in so far as the facts contained in the eighth interrogatory agree with the contract passed before Marin, N.P., on the 24th June 1892.

To the 9th interrogatory—Yes.

To the 10th interrogatory—No.

To the 11th interrogatory—No.

To the 12th interrogatory—No.

14.—From the Law Department, anent two communications from Mr. E. W. Villeneuve and C. A. Barnard, informing Council that said communications may be read in Council.

The acting mayor informed Council that said letters had been transmitted by him to the Law Department, and by that Department remitted to His Worship the Mayor.

que ce Département les a remises à Son Honneur le Maire, MM. Villeneuve et Barnard demandant aussi, par lettres, que lesdites lettres soient lues au Conseil.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin YATES, il est

*Résolu:* De prier Son Honneur de transmettre lesdites lettres au Conseil pour la prochaine assemblée.

15.—Sur proposition de M. l'échevin GUAY, appuyé par M. l'échevin DAVID, il est

*Résolu:* De donner avis à la Compagnie du Grand-Tronc du Canada, d'avoir à placer des barrières pour la protection du public, aux endroits suivants, traversés par sa ligne de chemin de fer, savoir: sur les rues du Couvent, St-Ferdinand, St-Philippe, Ste-Marguerite, St-Alphonse, et à tous les autres endroits où ladite ligne traverse les rues situées dans les limites de la Cité de Montréal.

#### RAPPORTS

16.—De la Commission des Finances, à l'effet de régler des comptes s'élevant à \$1,383.45.

17.—De la Commission des Finances, pour instituer des poursuites contre certaines personnes qui doivent des arriérés *re* entretien des enfants abandonnés.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin ROBINSON, il est

*Résolu:* Que lesdits rapports soient reçus et adoptés.

18.—De la Commission des Finances, souscrivant au rapport de la Commission de la Voirie demandant un crédit de \$10,000 pour l'enlèvement de la neige.

19.—De la Commission des Finances, renvoyant de nouveau à la Commission de la Voirie un rapport demandant l'autorisation d'acheter un terrain dans la partie Nord de la Ville.

20.—De la Commission des Finances, souscrivant jusqu'à concurrence de \$20,000 seulement, au rapport de la Commission de la Voirie demandant la permission d'opérer le virement d'un montant de \$25,000.

21.—De la Commission des Finances, renvoyant de nouveau un rapport de la Commission de la Voirie demandant un crédit de \$106,350 pour travaux permanents.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin GIROUX, il est

*Résolu:* Que lesdits rapports de la Commission des Finances soient reçus et adoptés.

22.—De la Commission des Finances, souscrivant au rapport de la Commission de la Voirie, à l'effet de permettre à la "Canadian Rubber Co." de poser un tuyau dans la rue Notre-Dame.

Question différée à la demande de M. l'échevin Nault.

23.—De la Commission des Finances, souscrivant au rapport de la Commission de Police demandant à ajouter le mot "contingent" à un certain crédit.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin PROULX, il est

*Résolu:* Que lesdits rapports soient reçus et adoptés.

24.—De la Commission des Finances, refusant de souscrire au rapport de la Commission des Incendies et de l'Éclairage, demandant un crédit de \$500 pour acheter de la literie, etc.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin ROBINSON, il est

*Résolu:* Que ledit rapport de la Commission des Finances soit reçu et adopté.

25.—De la Commission des Finances, souscrivant au rapport de la Commission de l'Aqueduc, demandant qu'il soit payé \$11,204.61 à la "John McDougall Caledonian Iron Works Co."

26.—De la Commission des Finances, souscrivant au rapport de la Commission de l'Aqueduc demandant un crédit de \$1,800 pour acheter des fumivores.

27.—De la Commission des Finances, souscrivant au rapport de la Commission de l'Aqueduc, demandant un crédit de \$10,000 pour la pose de nouveaux tuyaux de distribution.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin CLEARIHUE, il est

*Résolu:* Que lesdits rapports soient reçus et adoptés.

28.—De la Commission des Finances, souscrivant jus-

Messrs. Villeneuve and Barnard also asked by letter, that said communications be read.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. YATES, it was

*Resolved:* To request His Worship to send said letters to Council for next meeting.

15.—On motion of Ald. GUAY, seconded by Ald. DAVID, it was

*Resolved:* That notice be given to the G. T. R. Co., of Canada, to place gates for the protection of the public at the following places, crossed by its tracks, viz: on Convent, St. Ferdinand, St. Philippe, St. Margaret, St. Alphonse streets, and at such other places where said tracks cross the streets, situated within the limits of the City of Montreal.

#### REPORTS.

16.—From Finance Committee, to settle claims amounting to \$1,383.45.

17.—From Finance Committee, to institute proceedings against certain persons in arrears *re* care of destitute children.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. ROBINSON, it was

*Resolved:* That said reports be received and adopted.

18.—From Finance Committee, concurring in the report of the Road Committee, for an appropriation of \$10,000 to remove snow.

19.—From Finance Committee, referring back a report of the Road Committee for the purchase of land in the Northern part of the City.

20.—From Finance Committee, concurring, but to the amount of \$20,000 only, in the report of the Road Committee, to vary a sum of \$25,000.

21.—From Finance Committee, referring back a report of the Road Committee, for an appropriation of \$106,350 for permanent works.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. GIROUX, it was

*Resolved:* That said reports of the Finance Committee be received and adopted.

22.—From Finance Committee, concurring in the report of the Road Committee, to allow the Canadian Rubber Co. to lay a pipe in Notre Dame street.

Consideration deferred at the request of Ald. Nault.

23.—From Finance Committee, concurring in the report of the Police Committee to add the word "contingent" to a certain appropriation.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. PROULX, it was

*Resolved:* That said reports be received and adopted.

24.—From Finance Committee, declining to concur in a report of the Fire and Light Committee for an appropriation of \$500 to purchase bedding, etc.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. ROBINSON, it was

*Resolved:* That said report of the Finance Committee be received and adopted.

25.—From Finance Committee, concurring in the report of the Water Committee, to pay a sum of \$11,204.61 to the John McDougall Caledonian Iron Works Co.

26.—From Finance Committee, concurring in the report of the Water Committee for an appropriation of \$1,800 to purchase smoke consumers.

27.—From Finance Committee, concurring in the report of the Water Committee for an appropriation of \$10,000 to lay new service pipes.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. CLEARIHUE, it was

*Resolved:* That said reports be received and adopted.

28.—From Finance Committee, concurring, but to the

qu'à concurrence de \$85 seulement, au rapport de la Commission des Marchés demandant un crédit de \$125, pour réparer le marché St-Antoine.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin LAMOUREUX, il est

*Résolu:* Que ledit rapport de la Commission des Finances soit reçu et adopté.

29.—De la Commission des Finances, refusant de souscrire au rapport de la Commission de l'Incinération demandant un crédit de \$500 pour acheter des chevaux.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin LAVIOLETTE, il est

*Résolu:* Que ledit rapport de la Commission des Finances soit reçu et adopté.

30.—De la Commission des Parcs et Traverses, à l'effet de renouveler le contrat de M. J.-A. Lamarre.

Sur proposition de M. l'échevin LEVESQUE, appuyé par M. l'échevin LAVALLEE, il est

*Résolu:* Que ledit rapport soit reçu et adopté. (M. l'échevin L.-A. LAPOINTE dissident).

31.—De la Commission de Législation, suggérant certains amendements additionnels à la Charte.

Sur proposition de M. l'échevin LAVALLEE, appuyé par M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, il est

*Résolu:* Que le rapport de la Commission de Législation soit reçu quant aux amendements, et soit adopté définitivement quant au reste, savoir, ce qui concerne dans ledit rapport, le greffier de la Ville et le Département en Loi.

32.—De la Commission de l'Incinération, au sujet de certaines prétendues irrégularités relativement à l'érection d'une écurie à la Pointe St-Charles.

Sur proposition de M. l'échevin LAVALLEE, appuyé par M. l'échevin SADLER, il est

*Résolu:* De renvoyer ce rapport à la Commission spéciale re poste de Police No. 13, pour examen et rapport.

#### AVIS DE MOTIONS

33.—De M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, pour l'adoption d'un règlement re certains emprunts.

34.—De M. l'échevin PROULX, pour la nomination d'une Commission re droits de la Cité relativement à la gare de la Place Viger.

#### ORDRE DU JOUR

35.—Etant lu l'ordre du jour pour prendre en considération un rapport de la Commission des Incendies et de l'Eclairage, adjugeant la fourniture des uniformes d'officiers à M. A. Brunelle.

M. l'échevin YATES, appuyé par M. l'échevin MERCIER, propose: Que ledit rapport soit adopté.

M. l'échevin COUTURE, appuyé par M. l'échevin LAMOUREUX, propose en

*Amendement:* Que le rapport de la Commission des Incendies et de l'Eclairage soit amendé de manière à adjuger le contrat à M. Dubreuil, attendu que sa soumission est d'un dollar de moins que le prix mentionné dans la soumission de M. Brunelle, et que les rapports des experts constatent que les matériaux fournis par M. Dubreuil sont supérieurs à ceux de M. Brunelle, et que, ainsi amendé, ledit rapport soit adopté.

M. l'échevin ROBILLARD, appuyé par M. l'échevin DAVID, propose en

*Sous-amendement:* Que ledit rapport soit renvoyé à la Commission des Incendies et de l'Eclairage.

Ledit sous-amendement étant mis aux voix, le Conseil se partage:

*Pour:* L.-A. Lapointe, Lévy, Lévesque, Robillard, Lavallée, Leclaire, Ward, Nault, David—9.

*Contre:* Giroux, Yates, Clearihue, L'Espérance, Turner, Bumbray, Gallery, N. Lapointe, Mercier, O'Connell, Couture, Laviolette, Gadbois, Robinson, J.-B.-A. Martin, Séguin, Marin, Duquette, Roy, Fraser, Carter, Lamoureux, Prud'homme—24.

Ledit sous-amendement est ainsi rejeté.

L'amendement étant mis aux voix, le Conseil se partage:

*Pour:* L.-A. Lapointe, Lévy, Lavallée, Leclaire, Couture, Gadbois, Lamoureux—7.

amount of \$85 only, in the report of the Market Committee for an appropriation of \$125 to repair St. Antoine market.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. LAMOUREUX, it was

*Resolved:* That said report of the Finance Committee be received and adopted.

29.—From Finance Committee, declining to concur in a report of the Incineration Committee, for an appropriation of \$500 to purchase horses.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. LAVIOLETTE, it was

*Resolved:* That said report of the Finance Committee be received and adopted.

30.—From Parks and Ferries Committee, to renew contract of Mr. J. A. Lamarre.

On motion of Ald. LEVESQUE, seconded by Ald. LAVALLEE, it was

*Resolved:* That the report be received and adopted. (Ald. L. A. Lapointe dissenting).

31.—From special Committee on Legislation, offering certain additional amendments to the Charter.

On motion of Ald. LAVALLEE, seconded by Ald. L. A. LAPOINTE, it was

*Resolved:* That said report be received as to the amendments, and finally adopted as to the remaining part thereof to wit: as regards the matters concerning the City clerk and the Law Department.

32.—From Incineration Committee, anent certain alleged irregularities connected with the erection of a stable, at Point St. Charles.

On motion of Ald. LAVALLEE, seconded by Ald. SADLER, it was

*Resolved:* That said report be referred to the special Committee re No. 13 Police station for examination and report.

#### MOTIONS.

33.—By Ald. L. A. Lapointe, for a by-law re certain loans.

34.—By Ald. PROULX, for a Committee re rights of City concerning place Viger station.

#### ORDER OF THE DAY.

35.—The order of the day being read to consider a report from the Fire and Light Committee, to award contract to A. Brunelle for officers' uniforms,

Ald. YATES moved, seconded by Ald. MERCIER, That said report be adopted.

Moved in amendment by Ald. COUTURE, seconded by Ald. LAMOUREUX,

That said report of the Fire and Light Committee be amended so as to award the contract to Mr. U. Dubreuil, inasmuch as the price asked for by him is one dollar less than the price mentioned in Mr. Brunelle's tender and the experts state in their report that the material supplied by Mr. Dubreuil is of better quality than that offered by Mr. Brunelle, and that, so amended, said report be adopted.

Moved in sub-amendment by Ald. ROBILLARD, seconded by Ald. DAVID,

That said report be referred back to the Fire and Light Committee.

Said sub-amendment being put, the Council divided:

*Yeas:* L. A. Lapointe, Lévy, Lévesque, Robillard, Lavallée, Leclaire, Ward, Nault, David—9.

*Nays:* Giroux, Yates, Clearihue, L'Espérance, Turner, Bumbray, Gallery, N. Lapointe, Mercier, O'Connell, Couture, Laviolette, Gadbois, Robinson, J. B. A. Martin, Séguin, Marin, Duquette, Roy, Fraser, Carter, Lamoureux, Prud'homme, McKenna—24.

So it passed in the negative.

The amendment being put, the Council divided:

*Yeas:* L. A. Lapointe, Lévy, Lavallée, Leclaire, Couture, Gadbois, Lamoureux—7.

*Contre:* Giroux, Yates, Clearihue, Lévesque, L'Espérance, Turner, Bumbray, Gallery, Robillard, N. Lapointe, Mercier, O'Connell, Laviolette, Robinson, Ward, J.-B.-A. Martin, Séguin, Marin, Duquette, David, Roy, Fraser, Carter, Prud'homme, McKenna—25.

Ledit amendement est ainsi rejeté.

M. l'échevin L'ESPERANCE, appuyé par M. l'échevin WARD, propose en nouvel amendement::

Que ledit contrat soit adjugé à M. Bastien, sa soumission étant la plus basse.

Ledit amendement étant mis aux voix, le Conseil se partage:

*Pour:* L.-A. Lapointe, Lévy, Lévesque, L'Espérance, Robillard, Lavallée, Leclair, Couture, Gadbois, Ward, Nault, Guay, Lamoureux—13.

*Contre:* Giroux, Yates, Clearihue, Turner, Bumbray, Gallery, N. Lapointe, Mercier, O'Connell, Laviolette, Robinson, J.-B.-A. Martin, Séguin, Marin, Duquette, David, Roy, Fraser, Carter, Prud'homme, McKenna—21.

Ledit amendement est ainsi rejeté.

La motion principale étant alors mise aux voix, le Conseil se partage:

*Pour:* Giroux, Yates, Clearihue, Turner, Bumbray, Gallery, N. Lapointe, Mercier, O'Connell, Laviolette, Gadbois, Robinson, J.-B.-A. Martin, Séguin, Marin, Duquette, David, Roy, Fraser, Carter, Prud'homme, McKenna—22.

*Contre:* L.-A. Lapointe, Lévy, Lévesque, L'Espérance, Robillard, Lavallée, Leclair, Couture, Ward, Guay, Lamoureux—11.

Ladite proposition est ainsi adoptée, et il est

*Résolu:* En conséquence.

36.—Etant lu l'ordre du jour pour prendre en considération un rapport de la Commission de l'Hôtel de Ville, à l'effet de rembourser à M. G. Glibert son dépôt.

Sur proposition de M. l'échevin L'ESPERANCE, appuyé par M. l'échevin MOUNT, il est

*Résolu:* Que ledit rapport soit adopté.

37.—Etant lu l'ordre du jour pour prendre en considération un avis de motion de M. l'échevin Prud'homme, au sujet de la Commission spéciale des passages à niveau.

M. l'échevin PRUD'HOMME, appuyé par M. l'échevin MERCIER,

*Propose:* Que la question des traverses à niveau du G. T. R., dans les limites de la Cité de Montréal, soit renvoyée à la Commission des Chemins de fer du Canada, à Ottawa, et que ladite Commission soit priée de résoudre finalement cette question, et d'abolir, dans l'intérêt de la sûreté publique, telles traverses à niveau, et que des instructions soient données à l'inspecteur de la Ville de fournir tous les renseignements, plans et rapports nécessaires aux avocats de la Ville, qui sont par les présentes autorisés à comparaître devant la Commission des Chemins de Fer, et à prendre toutes les procédures nécessaires à cette fin.

Ladite proposition est renvoyée à la Commission spéciale des Traverses à niveau, avec prière de faire rapport pour la prochaine assemblée.

38.—Etant lu l'ordre du jour pour adopter en 2ème et 3ème lectures, un règlement amendant le règlement No. 370, *re* voitures dans certaines rues, il est

*Ordonné:* De le biffer.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin GIROUX,

Le Conseil s'ajourne à 8 heures p. m. pour continuer l'ordre du jour.

L.-O. DAVID,  
Greffier de la Ville.

RENE BAUSET,  
Sous-greffier de la Ville.

\* \* \*

Compte rendu de l'assemblée spéciale ajournée du 1er mars

M. l'échevin J.-G. Duquette, maire-suppléant, occupe le fauteuil de la présidence.  
Sont présents: MM. les échevins L.-A. Lapointe, Giroux, Proulx, Lévy, Lévesque, L'Espérance, Robillard, Lavallée,

*Nays:* Giroux, Yates, Clearihue, Lévesque, L'Espérance, Turner, Bumbray, Gallery, Robillard, N. Lapointe, Mercier, O'Connell, Laviolette, Robinson, Ward, J. B. A. Martin, Séguin, Marin, Duquette, David, Roy, Fraser, Carter, Prud'homme, McKenna—25.

So it passed in the negative.

Moved in further amendment by Ald. L'ESPERANCE, seconded by Ald. WARD,

That said contract be awarded to Mr. Bastien, his offer being the lowest.

Said amendment being put, the Council divided:

*Yeas:* L. A. Lapointe, Lévy, Lévesque, L'Espérance, Robillard, Lavallée, Leclair, Couture, Gadbois, Ward, Nault, Guay, Lamoureux—13.

*Nays:* Giroux, Yates, Clearihue, Turner, Bumbray, Gallery, N. Lapointe, Mercier, O'Connell, Laviolette, Robinson, J. B. A. Martin, Séguin, Marin, Duquette, David, Roy, Fraser, Carter, Prud'homme, McKenna—21.

So it passed in the negative.

The main motion being put, the Council divided:

*Yeas:* Giroux, Yates, Clearihue, Turner, Bumbray, Gallery, N. Lapointe, Mercier, O'Connell, Laviolette, Gadbois, Robinson, J. B. A. Martin, Séguin, Marin, Duquette, David, Roy, Fraser, Carter, Prud'homme, McKenna—22.

*Nays:* L. A. Lapointe, Lévy, Lévesque, L'Espérance, Robillard, Lavallée, Leclair, Couture, Ward, Guay, Lamoureux—11.

So it was carried and

*Resolved:* Accordingly.

36.—The order of the day being read, to consider a report from the City Hall Committee to return deposit to Mr. G. Glibert.

On motion of Ald. L'ESPERANCE, seconded by Ald. MOUNT, it was

*Resolved:* That said report be adopted.

37.—The order of the day being read, to consider a motion by Ald. Prud'homme, anent the special Committee on Level crossings,

Ald. PRUD'HOMME moved, seconded by Ald. MERCIER,

That the question of the level crossings of the G. T. R. Co., within the limits of the City of Montreal, be referred to the Board of Railway Commissioners of Canada, at Ottawa, and that the said Board be requested to finally settle this important question, and to abolish, in the interest of public security, such level crossings, and that instructions be given to the City surveyor to furnish all necessary information, plans and reports to the City attorneys, who are hereby authorized to appear before the Board of Railway Commissioners and to take all necessary proceedings in this connection.

Said motion was referred to the Special Committee on level crossings, with instructions to report for next meeting.

38.—The order of the day being read for the 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 370, *re* vehicles in certain streets, the same was

*Ordered:* To be struck.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. GIROUX,

The Council adjourned until 8 o'clock p.m. to continue the order of the day.

L. O. DAVID,  
City Clerk.

RENE BAUSET,  
Asst. City Clerk.

\* \* \*

Report of adjourned special meeting held the 1st of March.

Alderman J. G. Duquette, acting-mayor, in the chair.  
Present: Aldermen L. A. Lapointe, Giroux, Proulx, Lévy, Lévesque, L'Espérance, Robillard, Lavallée, Larivière, Stearns, N. Lapointe, Leclair, Mercier, O'Connell, Cou-

Larivière, Stearns, N. Lapointe, Leclaire, Mercier, O'Connell, Couture, Lavolette, Ward, J.-B.-A. Martin, Nault, Séguin, Marin, Major, David, Roy, Mount, Fraser, Carter, Lamoureux, Prud'homme, McKenna.

### ORDRE DU JOUR

1.—Le Conseil reprend l'étude des rapports de la Commission de Législation concernant les amendements projetés à la Charte de la Ville.

L'article 24 étant lu,

M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin LAVALLEE, propose, et il est

*Résolu:* Que ledit article soit remplacé par le suivant: Lorsqu'il est nécessaire qu'un avis public ou spécial quelconque soit donné en vertu de la loi, par les journaux, cet avis doit être publié seulement une fois dans deux journaux anglais et dans deux journaux français quotidiens, publiés dans la Cité, et dans la *Gazette Municipale* pour référence seulement.

L'article 25 étant lu, il est ordonné de le biffer. (M. l'échevin Ward dissident).

L'article 26 étant lu, il est agréé. (M. l'échevin Ward dissident).

M. l'échevin LAVIOLETTE propose, appuyé par M. l'échevin LEVESQUE, et il est

*Résolu:* Que l'article 27 du présent rapport, et l'article 9 du second rapport de la Commission de Législation, en date du 18 février 1909, soient pris en considération en même temps.

Sur ce, M. l'échevin LAVIOLETTE, appuyé par M. l'échevin LEVESQUE,

*Propose:* Que les articles 21 et 27 soient remplacées par l'amendement suivant:

La Cité est autorisée à faire l'acquisition, soit à l'amiable ou par voie d'expropriation des propriétés suivantes:

10. Pour l'élargissement de l'avenue Papineau à la rue Dorchester, des lots du cadastre Nos 231 et 228, et partie des lots Nos 227 et 229 du quartier Ste-Marie, suivant plans préparés à cette fin.

20. L'agrandissement du Parc La Fontaine, sur le côté Est, en expropriant les immeubles situés dans le quartier St-Jean-Baptiste et dans le quartier Ste-Marie, à l'Ouest de l'avenue Papineau, suivant le plan préparé à cet effet.

Le coût total de ces améliorations sera payé par la Cité.

L'objet de l'achat ou de l'acquisition de ces immeubles est d'agrandir le carré Papineau et le Parc La Fontaine, et la Cité est autorisée à faire un emprunt pour une période n'excédant pas quarante ans, avec un fonds d'amortissement et un intérêt n'excédant pas 4 %, afin de défrayer le coût de ces acquisitions, relativement au quartier Duvernay et au quartier Papineau.

M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin LAVALLEE, propose en

*Amendement:* Que lesdits articles 27 et 9 soient remplacés par le suivant:

Art. 27.—Art. 52 de la Loi 3 Edouard VII, chap. 62, tel qu'amendé, est de nouveau amendé en substituant au paragraphe 20, le suivant:

"La Ville est autorisée à agrandir le Parc La Fontaine, du côté Est, en expropriant les immeubles situés dans les quartiers Duvernay et Papineau, à l'Ouest de l'avenue Papineau, suivant un plan préparé à cet effet."

Le tout sujet à l'article 348 de la charte de la Ville, tel qu'amendé par la présente loi.

La Cité est autorisée à élargir l'avenue Papineau jusqu'à la rue Dorchester, en expropriant les lots du cadastre Nos. 231 et 228 et partie du lot No 229, partie du lot No 227 du quartier Ste-Marie.

Le tout sujet à l'article 348 de la Charte de la Ville, tel qu'amendé par la présente loi.

Ledit amendement étant mis aux voix, il est affirmatif, et il est

*Résolu:* En conséquence.

Les articles 28, 29, 30, 31 et 32 étant lus, ils sont agréés.

L'article 33 étant lu, il est agréé. (M. l'échevin Couture dissident).

L'article 34 étant lu, il est amendé en ajoutant le mot "Nord" après le mot "Sud" dans la 4<sup>ème</sup> ligne, et, ainsi amendé, il est agréé.

ture, Lavolette, Ward, J. B. A. Martin, Nault, Séguin, Marin, Major, David, Roy, Mount, Fraser, Carter, Lamoureux, Prud'homme, McKenna.

### ORDER OF THE DAY.

1.—The Council resumed consideration of the reports of the special Committee on Legislation, concerning the proposed amendments to the City charter.

Article 24 being read,

Ald. L. A. LAPOINTE moved, seconded by Ald. LAVALLEE, and it was

*Resolved:* That said article be replaced by the following:

Whenever it is necessary that a public or special notice be given in the newspapers in virtue of the law, such notice shall be published only once in two English and once in two French daily newspapers published in the City, and in the *Municipal Gazette*, but as record only.

Article 25 being read, the same was ordered to be struck. (Ald. Ward dissenting).

Article 26 being read, the same was agreed to. (Aldermen Ward dissenting).

Alderman LAVIOLETTE moved, seconded by Ald. LEVESQUE, and it was

*Resolved:* That article 27 of the present report, and article 9 of the second report of the Legislation Committee, dated 18th February 1909, be considered at the same time.

Alderman LAVIOLETTE then moved, seconded by Ald. LEVESQUE,

That Arts. 11 and 27 be replaced by the following:

The City is authorized to acquire, either by mutual agreement or by expropriation, the following properties:

1. For the widening of Papineau avenue, up to Dorchester St. cadastral lots Nos. 231 and 228 and part of lots Nos. 227 and 229, of St. Mary's ward, as per plans prepared for such purpose.

2.—Enlargement of LaFontaine Park, East side, by expropriating the immoveables situated in St. Jean-Baptiste ward and in St. Mary's ward, West of Papineau Ave., as per plan prepared to that effect.

The total cost of both these improvements shall be paid by the City.

The object of the purchase or acquisition of such immoveables is to enlarge Papineau Square and LaFontaine Park, and the City is authorized to issue a loan for a period not exceeding 40 years, with sinking fund, at a rate of interest not exceeding 4%, for the purpose of defraying the cost of such acquisitions in Duvernay and Papineau wards.

Moved in amendment by Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. LAVALLEE,

That said articles 27 and 9 be replaced by the following:

Art. 27.—Art. 52 of the Act 3 Edward VII, chap. 62, as amended, is further amended by substituting for paragraph 20 the following:

"The City is authorized to enlarge LaFontaine Park, on the East side, by expropriating the immoveables situated in Duvernay and Papineau wards, West of Papineau avenue, according to a plan prepared to that effect."

The whole according to article 348 of the City charter as amended by the present law.

Art. 9.—The City is authorized to widen Papineau ave. up to Dorchester St., by the expropriation of cadastral lots Nos. 231 and 228 and part of lot No. 229, part of lot No. 227, of St. Mary's ward.

The whole according to article 348 of the City charter as amended by the present law.

Said amendment being put, it was carried and

*Resolved:* Accordingly.

Articles 28, 29, 30, 31 and 32 being read, the same were agreed to.

Article 33 being read, the same was agreed to. (Ald. Couture dissenting).

Article 34 being read, the same was amended by adding the word "North" after the word "South" in the 4th line thereof, and so amended, it was agreed to.



L'article 35 étant lu,

Sur proposition de M. l'échevin LAVIOLETTE, appuyé par M. l'échevin L'ESPERANCE, il est

*Résolu:* Que tous les mots après le mot "ouverte" dans la 4ème ligne, soient biffés, et que, ainsi amendé, ledit article soit agréé. (M. l'échevin Ward dissident).

L'article 36 étant lu,

M. l'échevin WARD, appuyé par M. l'échevin FRASER,

*Propose:* Que le district No 1, dans ce règlement devra comprendre les deux côtés des rues McGill, Craig et St-François-Xavier, et que le coût en soit prélevé sur l'évaluation et non sur le front de la propriété.

Le Conseil se partage sur ladite proposition:

*Pour:* Larivière, O'Connell, Ward, J.-B.-A. Martin, Nault, Fraser, Carter, McKenna—8.

*Contre:* L.-A. Lapointe, Proulx, Lévesque, L'Espérance, Robillard, Lavallée, N. Lapointe, Leclaire, Mercier, Couture, Laviolette, Séguin, Marin, Duquette, Major, David, Roy, Mount, Lamoureux, Prud'homme—20.

Ladite proposition est ainsi négative.

Sur ce, M. l'échevin LAVALLEE, appuyé par M. l'échevin CARTER,

*Propose:* Que ledit article soit remplacé par le suivant:

Art. 36.—Le règlement No 384, intitulé "Règlement pour établir un système d'eau à haute pression, dans le District No 1 de la Cité," adopté conditionnellement le 21 octobre 1908, et dont copie certifiée est annexée à la présente loi comme cédule, est par les présentes confirmé et ratifié, et il est décrété que, nonobstant toute disposition de la loi à ce contraire, la taxe imposée par la section 34 du susdit règlement, sera imposée sur les propriétaires d'immeubles, suivant la valeur des terrains et des édifices portés sur le rôle d'évaluation de l'année dernière, et ladite taxe ne sera pas purgée par la vente du shérif ni par la prescription.

Le Conseil se partage sur ladite proposition:

*Pour:* Lavallée, O'Connell, Ward, Nault, Roy, Carter, McKenna—7.

*Contre:* L.-A. Lapointe, Giroux, Proulx, Lévy, Lévesque, L'Espérance, Robillard, Larivière, N. Lapointe, Leclaire, Mercier, Couture, Laviolette, J.-B.-A. Martin, Séguin, Marin, Duquette, Major, David, Mount, Fraser, Lamoureux, Prud'homme—23.

Ladite proposition est ainsi négative.

Ledit article est alors agréé, tel que rédigé, sur la même division renversée des voix.

Sur proposition de M. l'échevin MERCIER, appuyé par M. l'échevin GIROUX, il est alors

*Résolu:* Que soit pris maintenant en considération les articles 7 et 8 du projet, qui ont été suspendus à la dernière séance.

Ledit article 7 étant lu, ordre est donné de le biffer.

L'article 8 étant lu,

A la suggestion de M. l'échevin Mercier, le premier paragraphe est amendé de manière à ce qu'il se lise comme suit:

"Art. 8.—L'article suivant est ajouté après l'article 297 de la loi 62 Victoria, chap. 58.

M. l'échevin MERCIER, appuyé par M. l'échevin SEGUIN,

*Propose:* Que ledit article soit biffé.

M. l'échevin WARD, appuyé par M. l'échevin CARTER,

*Amendement:* Que ledit article soit remplacé par le suivant:

297a.—Il sera créé un Bureau de cinq Commissaires dont le maire sera le président. Deux des commissaires seront élus par le Conseil de Ville, un par le "Board of Trade", et un par la Chambre de Commerce du District de Montréal, pour un terme de pas moins de quatre ans, à tour de rôle.

Chaque commissaire pourra être destitué pour cause suffisante par un vote des deux-tiers de tous les membres du Conseil, et toute vacance causée soit par destitution, résignation, décès ou autrement, sera remplie par les mêmes autorités qui auront nommé l'ancien titulaire et ce, pour le reste du terme d'office du commissaire dont la charge sera devenue vacante.

Les commissaires seront chargés de la dépense des crédits votés, de l'adjudication des contrats et de l'achat des

Article 35 being read,

On motion of Ald. LAVIOLETTE, seconded by Ald. L'ESPERANCE, it was

*Resolved:* That all the words after the word "opened" in the 4th line, be struck, and that, so amended, said article be agreed to. (Ald. Ward dissenting).

Article 36 being read,

Alderman WARD moved, seconded by Ald. FRASER,

That district No. 1, in connection with this by-law shall include both sides of McGill, Craig and St. Frs.-Xavier Sts., and that the cost be levied on the valuation of the property instead of on the frontage.

The Council divided thereon:

*Yeas:* Larivière, O'Connell, Ward, J. B. A. Martin, Nault, Fraser, Carter, McKenna—8.

*Nays:* L. A. Lapointe, Proulx, Lévesque, L'Espérance, Robillard, Lavallée, Lapointe, Leclaire, Mercier, Couture, Laviolette, Séguin, Marin, Duquette, Major, David, Roy, Mount, Lamoureux, Prud'homme—20.

So it passed in the negative.

Alderman LAVALLEE then moved, seconded by Ald. CARTER,

That said article be replaced by the following:

Art. 36.—By-law No. 384 intituled "By-Law to establish a high-pressure water system, in District No. 1 of the City", adopted conditionally on October 21st 1908, of which a certified copy is annexed to this Act as schedule, is hereby confirmed and ratified, and it is enacted that, notwithstanding any provision of the law to the contrary, the tax imposed by section 34 of said by-law, shall be assessed on the proprietors of immovables, according to the value of both the land and buildings inscribed in the valuation roll of last year, and said tax shall not be cleared by sheriff's sale or by prescription.

The Council divided thereon:

*Yeas:* Lavallée, O'Connell, Ward, Nault, Roy, Carter, McKenna—7.

*Nays:* L. A. Lapointe, Giroux, Proulx, Lévy, Lévesque, L'Espérance, Robillard, Larivière, N. Lapointe, Leclaire, Mercier, Couture, Laviolette, J. B. A. Martin, Séguin, Marin, Duquette, Major, David, Mount, Fraser, Lamoureux, Prud'homme—23.

So it passed in the negative.

Said article 36 was then agreed to, as drafted, on the same division reversed.

On motion of Ald. MERCIER, seconded by Ald. GIROUX, it was then

*Resolved:* That articles 7 and 8 which were suspended at the last meeting be now considered.

Said article 7 being read, the same was ordered to be struck.

Article 8 being read,

At the suggestion of Ald. Mercier, the first paragraph was amended so as to read as follows:

"Art. 8.—The following article is added after article 297 of the Act 62 Victoria, chap. 58.

Alderman MERCIER then moved, seconded by Ald. SEGUIN,

That said article be struck.

Moved in amendment by Ald. WARD, seconded by Ald. CARTER,

That said article be replaced by the following:

"297a. A Board of five Commissioners shall be created of which the Mayor shall be chairman, two commissioners to be elected by the City Council, one by the Board of Trade and one by "La Chambre de Commerce du District de Montréal", for a term of not less than four years in rotation.

Any such Commissioner shall be subject to dismissal for sufficient cause by a two-third vote of the entire City Council, and all vacancies whether created by dismissal, resignation, death or otherwise shall be filled by the same authorities making the appointment and for the balance of the term of the Commissioner who created the vacancy.

The duties and powers of the Commissioners shall be the disbursement of money, the awarding of contracts and the purchase of material, and they shall be responsible to the Council for all their official acts and have the right

matériaux, et ils seront responsables au Conseil de tous leurs actes officiels et auront le droit d'assister aux séances du Conseil et d'y prendre la parole et aussi de voter sur toutes questions se rapportant à leur travail.

La rémunération des Commissaires sera fixée par la charte et devra être suffisante pour que l'on puisse s'assurer les services d'hommes de premier ordre; il faudra qu'ils résident à Montréal, qu'ils y possèdent un ou plusieurs immeubles pour une valeur d'au moins cinq mille dollars en sus de toutes charges et hypothèques, et que ce soient des hommes solvables qui pourront fournir un cautionnement d'une compagnie de garantie pour un montant qui sera fixé par la charte.

Et un débat s'engageant,

Ledit amendement étant mis aux voix,

Le Conseil se partage:

*Pour:* O'Connell, Ward, Fraser, Carter, Prud'homme, McKenna—6

*Contre:* L. A. Lapointe, Giroux, Proulx, Lévy, Lévesque, L'Espérance, Robillard, Larivière, N. Lapointe, Leclaire, Mercier, Couture, Laviolette, J. B. A. Martin, Nault, Séguin, Marin, Duquette, Major, David, Roy, Mount, Lamoureux—23.

Ledit amendement est ainsi négativé.

Sur ce, M. l'échevin LEVESQUE, appuyé par M. l'échevin LAMOUREUX,

*Propose:* Que ledit article soit remplacé par le suivant:

"Le Conseil de la Cité pourra aussi par règlement, nommer une commission des travaux municipaux, et lui donner tous les droits et pouvoirs nécessaires pour la préparation des plans et devis, la surveillance et l'exécution de tous les travaux, améliorations et constructions qui sont du ressort des divers services de la Cité.

Cette Commission sera composée de cinq membres, qui seront ou deviendront des fonctionnaires municipaux et auront la charge de quelque département municipal.

Rien en rapport avec les matières plus haut mentionnées, ne sera soumis au Conseil sans leur approbation, et ils auront voix délibérative au Conseil sur ces matières.

Leurs décisions ne pourront être renversées que par le vote de la majorité absolue du Conseil.

Pour assurer leur indépendance et leur stabilité, ils resteront en fonction durant bonne conduite et ne pourront être démis que pour bonne et valable raison, et par le vote de la majorité absolue du Conseil.

Le règlement pourvoyant à la nomination des membres de la Commission ne pourra être amendé ou modifié sans l'assentiment de la majorité absolue du Conseil."

Ledit amendement étant mis aux voix, le Conseil se partage:

*Pour:* L. A. Lapointe, Lévesque, Robillard, N. Lapointe, Leclaire, O'Connell, Mount, Carter, Lamoureux, Prud'homme, McKenna—11.

*Contre:* Giroux, Proulx, Lévy, L'Espérance, Larivière, Mercier, Couture, Laviolette, Ward, J. B. A. Martin, Nault, Séguin, Marin, Duquette, Major, David, Roy, Fraser—18.

Ledit amendement est ainsi négativé.

La proposition principale étant mise aux voix, le Conseil se partage:

*Pour:* Giroux, Proulx, Lévy, L'Espérance, Mercier, Laviolette, J. B. A. Martin, Nault, Séguin, Marin, Duquette, Major, David, Roy—14.

*Contre:* L. A. Lapointe, Lévesque, Robillard, Lavallée, Larivière, N. Lapointe, Leclaire, O'Connell, Couture, Ward, Mount, Fraser, Carter, Lamoureux, Prud'homme, McKenna—16.

Ladite proposition est ainsi négativée.

Sur ce, M. l'échevin L. A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin LAVALLEE,

*Propose:* Que l'article 8, tel que rédigé, soit agréé.

Le Conseil se partage sur ladite proposition:

*Pour:* L. A. Lapointe, Lévesque, Robillard, Lavallée, Larivière, N. Lapointe, Leclaire, O'Connell, Couture, Ward, Mount, Fraser, Carter, Lamoureux, Prud'homme, McKenna—16.

*Contre:* Giroux, Proulx, Lévy, L'Espérance, Mercier, Laviolette, J. B. A. Martin, Nault, Séguin, Marin, Duquette, Major, David, Roy—14.

Ledit amendement est ainsi affirmatif, et il est

to attend meetings of the Council and to speak thereat and have also the right to vote on matters appertaining to their work.

The remuneration of the Commissioners shall be fixed by the Charter and shall be sufficient to secure the service of first class men; their qualifications shall be to reside in the City of Montreal, to own real estate there of assessed value of at least five thousand dollars above all encumbrances and to be responsible men for whom a satisfactory bond for an amount to be fixed by the Charter will be issued by a guarantee company."

And a debate arising,

Said amendment being put,

The Council divided:

*Yeas:* O'Connell, Ward, Fraser, Carter, Prud'homme, McKenna—6.

*Nays:* L. A. Lapointe, Giroux, Proulx, Lévy, Lévesque, L'Espérance, Robillard, Larivière, N. Lapointe, Leclaire, Mercier, Couture, Laviolette, J. B. A. Martin, Nault, Séguin, Marin, Duquette, Major, David, Roy, Mount, Lamoureux—23.

So it passed in the negative.

Alderman LEVESQUE then moved, seconded by Ald. LAMOUREUX,

That said article be replaced by the following:

"The City Council may also, by by-law, appoint a Commission of municipal works and confer upon said Commission all the necessary rights and powers for the preparation of plans and specifications, the supervision, direction and execution of all works, improvements and constructions which are within the province of the different civic departments.

The said Commission shall be composed of five members, who shall be or shall become civic officials and shall be in charge of a municipal department.

Nothing in connection with the matter above mentioned shall be submitted to the Council without their approval, and they shall have deliberative voice in the Council in such matters.

Their decisions shall not be reversed, save by a vote of a majority of the members of the whole Council.

In order to guarantee their independence and stability, they shall remain in office during good behaviour and shall not be dismissed except for good and valid reasons, and by a vote of a majority of the whole Council.

The by-law providing for the appointment of the members of the Commission cannot be amended or modified without the assent of a majority of the members of the whole Council."

Said amendment being put,

The Council divided:

*Yeas:* L. A. Lapointe, Lévesque, Robillard, N. Lapointe, Leclaire, O'Connell, Mount, Carter, Lamoureux, Prud'homme, McKenna—11.

*Nays:* Giroux, Proulx, Lévy, L'Espérance, Larivière, Mercier, Couture, Laviolette, Ward, J. B. A. Martin, Nault, Séguin, Marin, Duquette, Major, David, Roy, Fraser—18.

So it passed in the negative.

The main motion being then put,

The Council divided:

*Yeas:* Giroux, Proulx, Lévy, L'Espérance, Mercier, Laviolette, J. B. A. Martin, Nault, Séguin, Marin, Duquette, Major, David, Roy—14.

*Nays:* L. A. Lapointe, Lévesque, Robillard, Lavallée, Larivière, N. Lapointe, Leclaire, O'Connell, Couture, Ward, Mount, Fraser, Carter, Lamoureux, Prud'homme, McKenna—16.

So it passed in the negative.

Ald. L. A. LAPOINTE then moved, seconded by Ald. LAVALLEE,

That article 8, as drafted, be agreed to.

The Council divided thereon:

*Yeas:* L. A. Lapointe, Lévesque, Robillard, Lavallée, Larivière, N. Lapointe, Leclaire, O'Connell, Couture, Ward, Mount, Fraser, Carter, Lamoureux, Prud'homme, McKenna—16.

*Nays:* Giroux, Proulx, Lévy, L'Espérance, Mercier, La-

*Résolu:* En conséquence.

Les articles 37, 38, 39 et 40 étant lus, ils sont agréés.

L'article 41 étant lu,

M. l'échevin LAVIOLETTE, appuyé par M. l'échevin GIROUX,

*Propose:* Que ledit article soit biffé.

Le Conseil se partage sur cette proposition:

*Pour:* Giroux, Lévy, Lévesque, Couture, Laviolette, J. B.-A. Martin, Nault, Séguin, Duquette, Major, David, Roy—12.

*Contre:* L.-A. Lapointe, Proulx, Robillard, Lavallée, Larivière, N. Lapointe, Leclair, Ward, Mount, Fraser, Carter, Lamoureux, Prud'homme, McKenna—14.

Ladite proposition est ainsi négative.

Ledit article 41 est alors agréé tel que rédigé.

L'article 42 étant lu,

M. l'échevin COUTURE, appuyé par M. l'échevin LAMOUREUX,

*Propose:* Que ledit article soit biffé.

M. l'échevin LAVALLEE, appuyé par M. l'échevin CARTER, propose en

*Amendement:* Que ledit article soit remplacé par le suivant:

Art. 42.—La Cité est autorisée à faire l'acquisition, soit à l'amiable, ou par voie d'expropriation, de la propriété appartenant à la succession Redpath, située entre l'avenue des Pins et le Parc Mont-Royal, contenant une étendue en superficie de 583,800 pieds, soit 10.08 acres, suivant le plan préparé à cette fin. Le tout suivant l'article 248 de la charte de la Ville, tel qu'amendé par la présente loi.

L'objet de cet achat est d'agrandir le Parc Mont-Royal. Ledit amendement étant mis aux voix, il est affirmatif, et il est

*Résolu:* En conséquence.

Les articles 43 et 44 étant lus, ils sont agréés.

Sur proposition de M. l'échevin GIROUX, appuyé par M. l'échevin MERCIER,

Le Conseil s'ajourne à jeudi le 4 du courant, à 3 heures p.m.

L.-O. DAVID,

*Greffier de la Ville.*

JULES CREPEAU,

*Asst. greffier de la Ville.*

## COMMISSION DE LA VOIRIE

*Compte rendu de l'assemblée du 2 mars*

Sont présents: MM. les échevins Giroux, président, Bumbray, Duquette, Major, David, Gallery et Turner.

### DELEGATIONS

1.—M.G. Francq, président général du Conseil des métiers et du travail, se présente devant la Commission, au nom des chevaliers des métiers et du travail, demandant que les travaux permanents du département de la Voirie, soient exécutés à la journée au lieu d'être faits à l'entreprise.

M. le président informe M. Francq que la Commission prendra en sérieuse considération sa demande, et qu'il est convaincu que le Conseil se rendra aux désirs des chevaliers des métiers et du travail.

2.—M. Robert, représentant de l'Union des Mouleurs, se présente devant la Commission, et demande quelle attitude doit prendre la Commission au sujet de l'achat des matériaux et outils requis pour le clos de la division Ouest.

M. le président informe M. Robert que l'inspecteur de la Ville est autorisé à donner la préférence aux fabricants de Montréal.

3.—M. D. Yuile, se présente devant la Commission, et demande que la Ville procède à l'ouverture de l'avenue de la Montagne, entre la rue Sherbrooke et l'avenue des Pins

violette, J. B. A. Martin, Nault, Séguin, Marin, Duquette, Major, David, Roy—14.

So it was carried and

*Resolved:* Accordingly.

Articles 37, 38, 39 and 40 being read, they were agreed to.

Article 41 being read,

Ald. LAVIOLETTE moved, seconded by Alderman GIROUX,

That said article be struck.

The Council divided thereon:

*Yeas:* Giroux, Lévy, Lévesque, Couture, Laviolette, J. B. A. Martin, Nault, Séguin, Duquette, Major, David, Roy—12.

*Nays:* L. A. Lapointe, Proulx, Robillard, Lavallée, Larivière, N. Lapointe, Leclair, Ward, Mount, Fraser, Carter, Lamoureux, Prud'homme, McKenna—14.

So it passed in the negative.

Said article 41 was then agreed to, as drafted.

Article 42 being read,

Ald. COUTURE moved, seconded by Ald. LAMOUREUX,

That said article be struck.

Moved in amendment by Ald. LAVALLEE, seconded by Ald. CARTER,

That said article be replaced by the following:

Art. 42.—The City is authorized to acquire, either by mutual agreement or by expropriation, the property belonging to the Estate J. Redpath, situated between Pine Avenue and Mount Royal Park, having a superficial area of 583,800 feet, or 10.08 acres, as per plan prepared for that purpose. The whole in accordance with article 248 of the City charter, as amended by the present law.

The object of such purchase is to enlarge Mount Royal Park.

Said amendment being put, it was carried and

*Resolved:* Accordingly.

Articles 43 and 44 being read, the same were agreed to.

On motion of Alderman GIROUX, seconded by Ald. MERCIER,

The Council adjourned to Thursday the 4th instant, at 3 o'clock p.m.

L. O. DAVID,

*City Clerk.*

JULES CREPEAU,

*Asst. City Clerk.*

## ROAD COMMITTEE

*Report of meeting held the 2nd of March.*

Present: Ald. Giroux, chairman, Bumbray, Duquette, Major, David, Gallery and Turner.

### DELEGATIONS.

1.—Mr. G. Francq, general president of the Trades and Labor Council, appeared before the Committee, on behalf of the Knights of Trades and Labor, and asked that the permanent works of the Road department be done by day labor instead of by contract.

The chairman informed Mr. Francq that the Committee would seriously consider his demand, and that he was convinced that they would yield to the desire of the Knights of Trades and Labor.

2.—Mr. Robert, on behalf of the Moulders' Union, appeared before the Committee, and asked what will be the Committee's attitude in connection with the purchase of materials and tools for the equipment of the Western division yard.

The chairman informed Mr. Robert that the City surveyor was authorized to give the preference to manufacturers of Montreal.

3.—Mr. D. Yuile appeared before the Committee, and asked the City to proceed with the opening of Mountain avenue between Sherbrooke street and Pine avenue, or

et que soient effacées les lignes homologuées de ladite partie de l'avenue.

M. l'inspecteur de la Ville déclare que la Ville ne peut exproprier ladite avenue, à moins que le coût total de ladite expropriation ne soit payé par les propriétaires intéressés.

M. le président demande à M. Yuile de présenter une requête de la part des propriétaires, demandant l'expropriation de ladite avenue ou l'effacement des lignes homologuées.

4.—M. J.-A. Davis, représentant de la Ross Realty Land Co., se présente devant la Commission au sujet de l'offre de ladite Compagnie, de vendre un terrain pour le nouveau clos de la division Nord.

La question est différée afin de permettre à la Commission de viister demain matin, à 10 heures, les terrains offerts à la Ville pour le nouveau clos en question.

#### REQUETES, ETC.

5.—De M. J.-L. Archambault, sollicitant une position permanente dans le service de la Voirie.

Déposée sur le bureau.

6.—De M. A. Bailey, sollicitant une position comme ingénieur civil dans le service de la Voirie.

Déposée sur le bureau.

7.—De M. F.-X. Paradis, sollicitant une position comme comptable à la carrière d'Outremont.

Déposée sur le bureau.

8.—De la Compagnie du Pacifique Canadien, demandant la fermeture des rues Denegana et Bisson.

Sur proposition de M. l'échevin Gallery, il est

*Résolu*: Que la Commission confère avec M. D. McNicoll vice-président de la Compagnie, vendredi prochain, à 10 heures a.m., à ce sujet.

9.—De M. W.-E. Mount, procureur de Madame Veuve J.-W. Mount, demandant la permission de maintenir un auvent construit à l'angle des rues Poupart et LaFontaine.

*Résolu*: D'accorder ladite permission, et qu'un bail soit préparé en conséquence.

10.—De la Commission des Finances posant certaines questions au sujet du rapport de la Commission de la Voirie demandant le remboursement de la somme de \$106,350 pour le parachèvement des travaux de pavages permanents pour l'année 1908.

Renvoyée à l'inspecteur de la Ville pour rapport.

11.—De la Commission des Finances relativement à la permission demandée par la "Montreal Light, Heat & Power Co." d'ériger un transbordeur sur la rue Bercy.

Question différée.

12.—De la Commission des Finances relativement à la construction d'un tunnel sur la rue Iberville, par la Compagnie du Pacifique Canadien.

Déposée aux archives.

13.—De la Commission des Chemins de fer du Canada, à Ottawa, donnant avis de convocation de l'assemblée de ladite Commission, où sera considérée la requête de la Compagnie du Pacifique Canadien pour obtenir la permission de faire circuler ses chars à travers la rue Bercy, le jour et la nuit.

*Résolu*: De présenter au Conseil un rapport recommandant que les avocats de la Cité reçoivent instructions de comparaître devant la Commission des chemins de fer du Canada, à Ottawa, mardi prochain le 9 courant, et d'amener avec eux les officiers de la Ville qu'ils jugeront à propos, afin de protéger les intérêts de la Cité en la matière.

14.—De la Commission des chemins de fer du Canada, à Ottawa, donnant avis de la convocation de l'assemblée de ladite Commission, où sera considérée la requête de la Compagnie du Pacifique Canadien, demandant à la Commission d'ordonner à la Cité de Montréal de mettre en bon état, le pont connu sous le No 1.65, étant un viaduc au-dessus de la rue Ste-Catherine.

*Résolu*: De présenter au Conseil un rapport recommandant que les avocats de la Cité reçoivent instruction de comparaître devant la Commission des chemins de fer du Canada, à Ottawa, mardi prochain le 9 courant, et d'amener avec eux les officiers de la Ville qu'ils jugeront à propos, afin de protéger les intérêts de la Cité sur cette question.

that the homologated lines of said part of the avenue be erased.

The City Surveyor stated that the City could not expropriate said avenue, unless the entire cost of said expropriation is paid by the interested proprietors.

The chairman asked Mr. Yuile to draft a petition from the proprietors, asking for the expropriation of said avenue or that the homologated lines be erased.

4.—Mr. J. A. Davis, representing the Ross Realty Land Co., appeared before the Committee anent the said Company's offer to sell a piece of land for the new Northern division yard.

Consideration deferred in order to allow the Committee to visit, to-morrow morning, at 10 o'clock, the lots of land offered to the City for the new yard in question.

#### PETITIONS, ETC.

5.—From Mr. J. L. Archambault, applying for a permanent position in the Road department.

Laid on the table.

6.—From Mr. A. Bailey applying for a position as civil engineer in the Road department.

Laid on the table.

7.—From Mr. F. X. Paradis applying for a position as accountant, at the Outremont quarry.

Laid on the table.

8.—From the Canadian Pacific Railway Co., asking permission to close Donegana and Bisson streets.

On motion of Ald. Gallery, it was

*Resolved*: That the Committee meet Mr. D. McNicoll, vice-president of the Company, Friday next, at 10 o'clock a.m., in this connection.

9.—From Mr. W. E. Mount, attorney for Mrs. J. W. Mount, widow, asking permission to maintain an awning corner of Poupart and La Fontaine streets.

*Resolved*: That the said permission be granted, and that a lease be prepared accordingly.

10.—From the Finance Committee, putting certain questions anent the Road Committee's report, asking for the refund of the sum of \$106,350 for the completion of permanent paving works, for this year.

Referred to the City surveyor for a report.

11.—From Finance Committee, anent the permission sought for by the Montreal Light, Heat & Power Co., to erect a conveyor on Bercy street.

Consideration deferred.

12.—From Finance Committee, anent the building of a tunnel on Iberville street, by the Canadian Pacific Railway.

Filed of record.

13.—From the Board of Railway Commissioners of Canada, Ottawa, giving a notice of sitting of said Board in connection with the petition made by the Canadian Pacific Railway for permission to run their cars across Bercy street, night and day.

*Resolved*: That a report be made to Council recommending that the City attorneys be instructed to appear before the Board of Railway Commissioners of Canada, Ottawa, on Tuesday next, the 9th instant, and to take along with them the City officials they may require in order to protect the City's interests in this matter.

14.—From the Board of Railway Commissioners of Canada, Ottawa, notifying the Committee of a sitting of said Board, concerning the petition from the Canadian Pacific Railway, asking said Board to order the City of Montreal to repair the bridge known as bridge 1.65, being a subway over Ste. Catherine street.

*Resolved*: That a report be made to Council recommending that the City attorneys be instructed to appear before the said Board of Railway Commissioners, at Ottawa, on Tuesday next, the 9th instant, and to take along with them the City officers they may require in order to protect the City's interests in this connection.

## RAPPORTS

15.—De l'inspecteur de la Ville, relativement à la requête des propriétaires de la rue Dumont et de l'avenue DeLorimier, demandant l'ouverture de la rue Everetta, à partir des lots portant les numéros du cadastre 1204 et 1205 du quartier Ste-Marie jusqu'à la rue Dorion, dans lequel dit rapport, l'inspecteur de la Ville suggère d'homologuer ladite rue Everetta, sur une largeur de 60 pieds, à partir de la rue Dorion jusqu'à l'avenue DeLorimier, suivant le plan soumis.

*Résolu:* De présenter au Conseil un rapport recommandant d'établir pour le moment les lignes homologuées de la rue Everetta, sur une largeur de 60 pieds suivant le plan soumis, à partir de la rue Dorion jusqu'à l'avenue DeLorimier, quartier Ste-Marie; et, de plus, recommandant que le département en Loi reçoive instruction de prendre les procédures légales nécessaires à cet effet.

16.—De l'inspecteur de la Ville, avisant la Commission de ne pas accepter les ruelles offertes par M. P. Simard dans le quartier St-Denis, ni de les enregistrer comme propriété de la Ville.

*Résolu:* Que la demande de M. Simard soit refusée. (M. l'échevin Duquette dissident).

17.—De l'inspecteur de la Ville, refusant de recommander le paiement de la réclamation de la Laurentian Granit Co. Ltd., au montant de \$1,348.78 pour la fourniture de 3,455 blocs de granit en 1908.

Sur proposition de M. l'échevin Bumbray, il est

*Résolu:* Que ladite réclamation soit rejetée, conformément au rapport de l'inspecteur de la Ville.

18.—De l'inspecteur de la Ville déclarant que la "Montreal Terminal Railway Co." n'est pas tenue d'enlever la neige sur la partie de sa voie dans la rue Davidson comprise entre la rue Stadacona et la rue Ste-Catherine, attendu que ladite Compagnie a obtenu le droit de circuler sur cette partie de ladite rue Davidson avant qu'elle ait été cédée à la Ville par M. M. Nolan Delisle.

Déposée aux archives.

Ajournement.

RAOUL BOLTE,  
Secrétaire.

## COMMISSION DES MARCHES

Compte rendu de l'assemblée du 3 mars

*Sont présents:* MM. les échevins Lévy, président, Lamoureux, Prud'homme, N. Lapointe, Couture, Sadler.

1.—Soumis et lu un acte de société notarié, accompagné d'un certificat d'enregistrement, passé entre M. Léon Beauchamp, boucher et locataire des étaux Nos 35, 36 et A, du marché Saint-Laurent, et "The Laing Packing and Provision Co. Ltd." représentée par M. Henry MacEwan, le gérant, pour faire ensemble le commerce de boucher dans lesdits étaux, sous les noms et raison sociale de "The Laing Packing and Provision Co. Ltd."

Est également soumise et lue une lettre de M. J.-R. Mainville, notaire, à l'appui de cet acte de société.

Sur proposition de M. l'échevin N. Lapointe, il est

*Résolu:* D'autoriser cette société, à condition cependant, qu'une augmentation de loyer de \$1.00 par semaine soit imposée à compter du premier mai prochain, et que le surintendant soit autorisé à faire signer le bail en conséquence.

2.—Soumise et lue une lettre de M. G. Singer, locataire des étaux de boucher Nos 19 et 20 du marché Saint-Antoine, demandant, pour cause de maladie l'autorisation de prendre un M. J. Besner, comme associé.

Sur proposition de M. l'échevin N. Lapointe, il est

*Résolu:* D'accorder à M. Singer, l'autorisation demandée, à condition cependant, qu'une augmentation de loyer de 50 cents par semaine soit imposée à compter du premier mai prochain; et qu'un acte de société notarié et enregistré, accompagné d'un certificat de tel enregistrement soient produits devant la Commission à sa prochaine assemblée.

3.—Conformément à une résolution adoptée à la der-

## REPORTS.

15.—From the City surveyor, anent the petition from proprietors of Dumont street and DeLorimier avenue, asking that Everetta street be opened, from lots bearing cadastral numbers 1204 and 1205, St. Mary's ward, to Dorion street, in which report, the City surveyor suggested that the said Everetta street be homologated over a width of 60 feet, from Dorion street to DeLorimier avenue, according to plan submitted.

*Resolved:* That a report be made to Council recommending that, for the present, the homologated lines of Everetta street be established over a width of 60 feet, according to the plan submitted, from Dorion street to DeLorimier avenue, St. Mary's ward; and, furthermore, recommending that the Law Department be instructed to take the necessary legal proceedings in this connection.

16.—From the City surveyor, advising the Committee not to accept the lanes offered by Mr. P. Simard, in St. Denis ward, nor to register same as the City's property.

*Resolved:* That Mr. P. Simard's request be not acceded to. (Ald. Duquette dissenting).

17.—From the City surveyor, declining to recommend the payment of the Laurentian Granite Co. Ltd's claim, amounting to \$1,348.78 for the supply of 3,455 granit blocks in 1908.

On motion of Ald. Bumbray, it was

*Resolved:* That the said claim be rejected, according to the City surveyor's report.

18.—From the City surveyor stating that the Montreal Terminal Ry Co., is not bound to remove snow from that part of its track in Davidson street, from Stadacona to Ste. Catherine St., inasmuch as the said Company has obtained right of way on that part of said Davidson street before the same was ceded to the City by Mr. M. Nolan Delisle.

Filed of record.

Adjourned.

RAOUL BOLTE,  
Secretary.

## MARKET COMMITTEE

Report of meeting held the 3rd of March.

Present: Ald. Lévy, chairman, Lamoureux, Prud'homme, N. Lapointe, Couture, Sadler.

1.—Submitted and read a notarial deed of partnership duly registered, passed between Mr. Léon Beauchamp, butcher and tenant of stalls Nos. 35, 36 and A, St. Lawrence market, and The Laing Packing & Provision Co. Ltd., represented by Mr. Henry MacEwan, manager, to trade as butchers, in said stalls, under the name and style of The Laing Packing and Provision Co. Ltd.

Was also submitted and read a letter from Mr. J. R. Mainville, notary, in support of said deed of partnership.

On motion of Ald. N. Lapointe, it was

*Resolved:* That the said partnership be authorized, conditionally however, that an increase of \$1.00 per week shall be charged, from the first of May next, and that the superintendent be authorized to have the lease signed accordingly.

2.—Submitted and read a letter from Mr. G. Singer, tenant of butcher stalls Nos. 19 and 20 in St. Antoine market, asking, on account of illness, that he be allowed to take Mr. J. Besner as partner.

On motion of Ald. N. Lapointe, it was

*Resolved:* That Mr. Singer be granted the authorization sought for, conditionally, however, that his rental shall be increased by 50 cents per week, from the first of May next, and that a notarial deed of partnership, duly registered, with a certificate of registration, be filed before the Committee at its next meeting.

3.—In pursuance of a resolution adopted at the last

nière assemblée, sont soumises et lues deux lettres, dont une de M. Isaac Weinrauch, demandant à louer les étaux de boucher Nos 16 et 17 du marché Saint-Jean-Baptiste, antérieurement occupés par M. W. J. Johnston, et une autre de la part dudit M. W. J. Johnston, se rendant personnellement responsable du loyer des étaux en question loués audit Weinrauch.

*Résolu:* Que ces deux lettres soient reçues et acceptées, et que le surintendant soit autorisé à faire signer le bail en conséquence.

4.—Soumise et lue une requête présentée par M. S. Bélanger, locataire du marché Bonsecours et signée par un bon nombre de locataires dudit marché, demandant qu'il soit permis audit M. Bélanger, de vendre des rafraîchissements dans son étal, le dimanche, durant la saison de navigation.

*Résolu:* Que cette Commission regrette de ne pouvoir accéder à cette requête. (M. l'échevin Lamoureux dissident).

5.—Soumis et lu un extrait des minutes d'une assemblée du Conseil en date du 1er mars, adoptant un rapport de cette Commission, mais jusqu'à concurrence de \$85 seulement, sur un montant de \$125 demandé pour réparer les dommages causés par le feu dans un étal du marché St-Antoine.

Question référée à M. l'échevin N. Lapointe.

6.—M. le président soumet un état démontrant le produit de la vente, par encan public, faite le 26 février dernier, des bâtisses, matériaux, etc., situés sur l'ancien marché à bestiaux de l'Est, s'élevant au montant de \$6,799.

Déposé aux archives.

*Ajournement.*

A. LEBLANC,  
Secrétaire.

## COMMISSION DE POLICE

*Compte rendu de l'assemblée du 3 mars*

Sont présents: MM. les échevins Proulx, président, Roy, Gadbois, Marin, Carter et Stearns.

1.—Soumise et lue une lettre de MM. Nugent & Houbin, demandant à cette Commission de reconsidérer sa résolution adjugeant la fourniture de pardessus d'officiers à M. R. Charlebois à raison de \$45 l'un, et demandant aussi de leur accorder ledit contrat à \$38.65 le pardessus, leur soumission étant dans les limites du montant affecté à cette fin par le Conseil.

Sur proposition de M. l'échevin Gadbois, il est

*Résolu:* Que le surintendant de Police soit prié de préparer un rapport pour la prochaine assemblée afin que l'on sache si l'échantillon soumis par MM. Nugent & Houbin est suivant l'échantillon modèle.

2.—M. l'échevin Carter soumet la résolution suivante:

Attendu que Son Honneur le Recorder Dupuis a, en pleine audience, déclaré qu'il avait établi certaines règles—qu'il avait conseillé au chef de Police d'adopter,—relativement aux maisons de désordre, règles qui ne sont pas sanctionnées par la loi et qui substituent un système de tolérance et de réglementation de ces maisons à la prohibition édictée par les lois de ce pays, et attendu que le chef de Police a admis la vérité des déclarations faites par le Recorder Dupuis à ce sujet;

Qu'il soit *Résolu:*

Que cette Commission proteste contre l'étrange attitude que le recorder Dupuis a prise en engageant le chef de Police à manquer à ses devoirs tels que prescrits par la loi et à adopter un système de réglementation et de tolérance du vice, contrairement à la loi; que la Commission regrette que le chef de Police ne l'ait pas immédiatement saisie des propositions qui lui ont été ainsi faites, et qu'il a agréées sans la consulter, et elle lui donne par les présentes instruction de se conformer strictement à la loi, à l'avenir, et de refuser absolument de suivre les suggestions qui lui seront faites et les conseils qui lui seront donnés par qui que ce soit, tendant à le faire dévier de ses devoirs, tels que prescrits par la loi.

meeting, two letters were submitted and read, one from Mr. Isaac Weinrauch, asking that stalls Nos. 16 and 17 of St. Jean-Baptiste market, previously occupied by Mr. W. J. Johnston, be rented to him, and the other from the said Mr. W. J. Johnston, holding himself personally responsible for the rent of the stalls in question rented to the said Mr. Weinrauch.

*Resolved:* That both letters be received and accepted, and that the superintendent be authorized to have the lease signed accordingly.

4.—Submitted and read a petition submitted by Mr. S. Bélanger, tenant in Bonsecours market, and signed by several tenants of said market, asking that the said Mr. Bélanger be allowed to sell refreshments in his stall, on Sunday, during the navigation season.

*Resolved:* That this Committee regret that they cannot entertain said petition. (Ald. Lamoureux dissenting).

5.—Submitted and read an extract from the minutes of a meeting of Council dated the 1st of March, concurring but to the amount of \$85 only, in a report from this Committee, for an appropriation of \$125, to repair damages caused by fire in a stall of St. Antoine market.

Referred to Ald. N. Lapointe.

6.—The chairman submitted a statement showing the proceeds of the sale, by public auction, held on the 26th of February last, of buildings, materials, etc., situated on the old Eastern cattle market, amounting to \$6,799.

Filed of record.

*Adjourned.*

A. LEBLANC,  
Secretary.

## POLICE COMMITTEE

*Report of meeting held the 3rd of March.*

Present: Ald. Proulx, chairman, Roy, Gadbois, Marin, Carter and Stearns.

1.—Soumise et lue une lettre de MM. Nugent & Houbin, Hoobin asking that this Committee reconsider its resolution awarding the contract for officers' overcoats to Mr. R. Charlebois, at \$45 per coat, and asking that they be awarded the same at \$38.65 per coat, their tender being within the amount voted for same by the City Council.

On motion of Ald. Gadbois, it was

*Resolved:* That a report be made at the next meeting by the superintendent of Police, stating whether the sample submitted by Messrs. Nugent & Hoobin is according to the standard sample.

2.—Ald. Carter then submitted the following resolution:

Whereas His Honor the Recorder Dupuis, in his place from the bench, has declared that he had drawn up and advised the chief of Police to adopt and carry out certain rules with regard to disorderly houses which are not sanctioned by law and which substituted a system of toleration and regulation of disorderly houses for the prohibition enacted by the laws of this country, and whereas the chief of Police had admitted the truth of the statements of Mr. Recorder Dupuis in this regard;

Be it *Resolved:*

That this Committee protest against the conduct of Mr. Recorder Dupuis in his interfering with the Chief of Police in the performance of his duty as prescribed by law, and in advising and inducing the chief to adopt and carry out a system of regulation and toleration of social disorder contrary to law; that this Committee regret that in this matter the chief of Police did not at once inform this Committee of the proposition then made to him and which he improperly consented to adopt, and now instruct him for the future to the strictest compliance with the law and to decline absolutely all suggestions or advice, no matter from what quarter such may come, to depart from his duty as prescribed by law.

Et un débat s'engageant,

MM. les échevins Roy et Proulx proposent en amendement, et il est

*Résolu:* Qu'avant de prendre une décision, des copies de ladite résolution, rédigées en langue française, soient fournies à chacun des membres de cette Commission, pour la prochaine assemblée.

Que, en attendant, l'on demande l'opinion des avocats de la Ville sur la question de savoir si cette Commission a le droit de protester contre les déclarations faites par des juges ou par des recorders; de plus, si le recorder a le droit de donner des ordres au surintendant de Police sur la manière d'exécuter les prescriptions de la loi. (M. l'échevin Carter dissident).

M. l'échevin Carter soumet aussi la résolution suivante:

*Résolu:* Que le chef de Police reçoive instruction de porter à la connaissance des propriétaires de toutes les maisons qui, d'après les faits établis devant les tribunaux, ont été occupées pour des fins de désordre, les condamnations portées contre les personnes habitant ces maisons et de les avertir d'agir en conséquence, sans pour cela se dispenser de poursuivre (comme il est de son devoir de le faire) les propriétaires qui, à son avis, savaient ce qui se passait dans les maisons louées par eux.

Et un débat s'engageant, il est

*Résolu:* De renvoyer cette question au Département en Loi afin de s'assurer si la Commission a le droit d'en agir ainsi. (M. l'échevin Carter dissident).

3.—*Résolu:* De présenter au Conseil un rapport en faveur de l'incorporation du Club Notre-Dame-des-Neiges.

4.—*Résolu:* De présenter au Conseil un rapport à l'effet d'opérer le virement d'un montant de \$169 à prendre sur l'item "Uniformes" (pardessus) et d'appliquer ce montant à l'achat d'étuis de revolvers, de casquettes d'été pour constables et de ceintures.

5.—L'enquête au sujet des accusations de mauvais traitements portées par les étudiants de l'université McGill contre certains membres du corps de Police, est alors reprise.

Soumise et lue une lettre de M. Surveyer, avocat des étudiants, donnant la raison de son absence.

Les témoins suivants sont entendus: M. Gordon Strathy, fils, et le sergent de police Gorman.

L'enquête est alors déclarée close.

Ajournement.

JOHN-J. BARRY,  
Secrétaire.

## CONSEIL MUNICIPAL

Compte rendu de l'assemblée spéciale ajournée du 4 mars

M. l'échevin J.-G. Duquette, maire-suppléant, occupe le fauteuil de la présidence.

Sont présents: MM. les échevins L.-A. Lapointe, Giroux, Proulx, Yates, Clearihue, Lévy, Dagenais, Lévesque, L'Espérance, Turner, Robillard, Lavallée, Larivière, Stearns, N. Lapointe, Leclaire, O'Connell, Couture, Laviolette, Gadbois, Robinson, J.-B.-A. Martin, Nault, Marin, Duquette, Major, Guay, David, Roy, Mount, Fraser, Lamoureux, Prud'homme, McKenna.

Du consentement unanime du Conseil, les requêtes suivantes sont soumises:

1.—Des gouverneurs des hôpitaux, attirant l'attention du Conseil sur le grand nombre de cas de fièvre typhoïde qui existent.

Renvoyée à la Commission d'Hygiène et de Statistiques.

2.—De contribuables du quartier Saint-Henri, protestant contre l'érection d'une certaine manufacture.

3.—De la "Canadian Boarding Stable", demandant l'autorisation de construire une forge, et de M. Louis Sanscartier pour l'érection d'une chaudière à vapeur.

Renvoyées à la Commission des Incendies et de l'Éclairage.

4.—Des agents d'immeubles protestant contre les amen-

And a debate arising,

Ald. Roy and Proulx moved in amendment, and it was

*Resolved:* That before acting upon the same, copies in French of said resolution be furnished to each Alderman of this Committee for the next meeting;

That, in the meantime, the City attorneys be asked to state whether, in their opinion, this Committee can protest against utterances made by judges or recorders; moreover, whether the Recorder has the right to give orders to the superintendent of Police; and whether it is contrary to law for the Recorder to advise the superintendent of Police as to the manner in which he should enforce the law. (Ald. Carter dissenting).

Ald. Carter also submitted the following resolution:

That the chief of Police be instructed to notify the proprietors of all houses which have been judicially established to have been used as disorderly houses of the fact of such conviction and to govern themselves accordingly, and without waiving his duty, to prosecute when satisfied there has been guilty knowledge on the part of such proprietors.

And a debate arising, it was

*Resolved:* That the same be referred to the Law Department to ascertain whether this Committee has the right to do so. (Ald. Carter dissenting).

3.—*Resolved:* To report to the City Council in favor of incorporating "Le Club Notre-Dame-des-Neiges."

4.—*Resolved:* To report to Council asking permission to vary \$169 from the appropriation: "Uniforms" (item overcoats) and apply the same to the purchase of revolver holsters, constables' summer caps, and belts.

5.—The investigation into the charges of ill treatment laid by the McGill University students against certain members of the Police force was then resumed.

Submitted and read a letter from Mr. Surveyer, advocate, giving the cause of his inability to attend on behalf of the students.

The following witnesses were heard: Mr. Gordon Strathy, jr., and police sergeant Gorman.

The investigation was then declared closed.

Adjourned.

JOHN J. BARRY,  
Secretary.

## CITY COUNCIL

Report of adjourned special meeting held the 4th of March.

Alderman J. G. Duquette, acting mayor, in the chair.

Present: Aldermen L. A. Lapointe, Giroux, Proulx, Yates, Clearihue, Lévy, Dagenais, Lévesque, L'Espérance, Turner, Robillard, Lavallée, Larivière, Stearns, N. Lapointe, Leclaire, O'Connell, Couture, Laviolette, Gadbois, Robinson, J. B. A. Martin, Nault, Marin, Major, Guay, David, Roy, Mount, Fraser, Lamoureux, Prud'homme, McKenna.

With the unanimous consent of the Council, the following petitions were submitted:

1.—From governors of hospitals, drawing attention of Council to prevalence of typhoid fever.

Rferred to Hygiene and Statistics Committee.

2.—From ratepayers in St. Henry ward, protesting against the erection of a certain manufacture.

3.—From Canadian Boarding stable for leave to erect a blacksmith shop, and Louis Sanscartier to erect a boiler. Rferred to Fire and Light Committee.

4.—From Read Estate agents protesting against the pro-

dements projetés à la charte de la Ville à l'effet d'augmenter la licence sur les agents d'immeubles.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin COUTURE, il est

*Résolu:* Que la délégation nommée en rapport avec les amendements projetés à la charte de la Ville, soit autorisée à retirer ledit amendement.

#### ORDRE DU JOUR

5.—Etant lu l'ordre du jour pour prendre en considération les rapports de la Commission de Législation, soumettant des amendements à la charte.

L'article 1 étant lu, il est agréé.

L'article 2 étant lu,

M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin LARIVIERE,

*Propose:* Que les mots "ou autres" soient ajoutés après le mot "bordure" dans la 4ème ligne, et que tous les mots après le mot "rue" dans la 4ème ligne, soient effacés et remplacés par les suivants: "Le tout conformément à l'article 348 de la charte de la Ville, tel qu'amendé par la présente loi", et que, ainsi amendé, ledit article soit agréé.

M. l'échevin ROBINSON, appuyé par M. l'échevin LAVIOLETTE, propose en

*Amendement:* Que ledit article soit biffé.

Le Conseil se partage sur ledit amendement:

*Pour:* Yates, Clearihue, Dagenais, Stearns, N. Lapointe, O'Connell, Laviolette, Robinson, Nault, Marin, Duquette, Guay, Roy, Fraser, McKenna—15.

*Contre:* L.-A. Lapointe, Giroux, Proulx, Lévesque, L'Espérance, Robillard, Lavallée, Larivière, Leclair, Couture, Gadbois, J.-B.-A. Martin, Major, David, Mount, Lamoureux, Prud'homme—17.

Ledit amendement est ainsi négatif.

La proposition principale étant mise aux voix, le Conseil se partage:

*Pour:* L.-A. Lapointe, Giroux, Proulx, Dagenais, Lévesque, L'Espérance, Robillard, Lavallée, Larivière, Leclair, Couture, Gadbois, J.-B.-A. Martin, Major, David, Mount, Lamoureux, Prud'homme—18.

*Contre:* Yates, Clearihue, Turner, Stearns, N. Lapointe, O'Connell, Laviolette, Robinson, Nault, Marin, Duquette, Guay, Roy, Fraser, McKenna—15.

Ladite proposition est ainsi affirmative, et il est

*Résolu:* En conséquence.

Les articles 3 et 4 étant lus, ils sont agréés.

L'article 5 étant lu, il est ordonné de le biffer.

L'article 6 étant lu, il est agréé.

Sur proposition de M. l'échevin COUTURE, appuyé par M. l'échevin NAULT, il est

*Résolu:* Que l'article suivant soit ajouté après l'article 6.

"La sous-section 5 de l'article 52 de la loi 3 Edouard VII, chap. 62, est amendé en remplaçant le second paragraphe de la dite sous-section par le suivant:

"Le tout conformément à l'article 348 de la charte de la Ville, tel qu'amendé par la présente loi. (M. l'échevin Clearihue dissident).

L'article 7 étant lu, il est amendé en en retranchant les chiffres et les mots "1/2 par la Cité et 1/2" dans la 6ème ligne, et, ainsi amendé, il est agréé.

Les articles 8 et 9 étant lus, ils sont agréés.

L'article 10 est biffé, le Conseil en ayant disposé à une assemblée antérieure.

L'article 11 étant lu,

Il est amendé en en retranchant tous les mots après les mots "avenue Laurier" et en les remplaçant par les suivants: "dans les conduits construits par la Cité et lui appartenant", et, ainsi amendé, il est agréé (M. l'échevin Guay dissident).

Les articles 12, 13, 14, 15 et 16 étant lus, ils sont agréés.

L'article 17 étant lu, il est amendé en ajoutant après le mot "souterrain" dans le dernier paragraphe, les mots suivants: "dans les conduits établis par la Cité et lui appartenant", et, ainsi amendé, il est agréé (M. l'échevin Guay dissident).

Le rapport de la Commission spéciale de Législation, en date du 1er mars 1909, est alors soumis et lu.

posed amendments to the City Charter to increase the license on real estate agents.

On motion of Alderman L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. COUTURE, it was

*Resolved:* That the delegation appointed in connection with the proposed amendments to the City charter, be authorized to withdraw said amendment.

#### ORDER OF THE DAY.

5.—The order of the day being read to consider reports of Legislation Committee, submitting amendments to the City charter.

Article 1 being read the same was agreed to.

Article 2 being read,

Alderman L. A. LAPOINTE moved, seconded by Alderman LARIVIERE,

That the words "or other land", be added after the word "bordering" in the 4th line, and that all the words after the word "street" in the 4th line be struck and replaced by the following "The whole in accordance with article 348 of the City charter, as amended by the present law".

And that, so amended, said article be agreed to.

Moved in amendment by Ald. ROBINSON, seconded by Alderman LAVIOLETTE,

That said article be struck.

The Council divided thereon:

*Yeas:* Yates, Clearihue, Dagenais, Stearns, N. Lapointe, O'Connell, Laviolette, Robinson, Nault, Marin, Duquette, Guay, Roy, Fraser, McKenna—15.

*Nays:* L. A. Lapointe, Giroux, Proulx, Lévesque, L'Espérance, Robillard, Lavallée, Larivière, Leclair, Couture, Gadbois, J. B. A. Martin, Major, David, Mount, Lamoureux, Prud'homme—17.

So it passed in the negative.

The main motion being put,

The Council divided:

*Yeas:* L. A. Lapointe, Giroux, Proulx, Dagenais, Lévesque, L'Espérance, Robillard, Lavallée, Larivière, Leclair, Couture, Gadbois, J. B. A. Martin, Major, David, Mount, Lamoureux, Prud'homme—18.

*Nays:* Yates, Clearihue, Turner, Stearns, N. Lapointe, O'Connell, Laviolette, Robinson, Nault, Marin, Duquette, Guay, Roy, Fraser, McKenna—15.

So it was carried and

*Resolved:* Accordingly.

Articles 3 and 4 being read, the same were agreed to.

Article 5 being read, the same was ordered to be struck.

Article 6 being read, the same was agreed to.

On motion of Alderman COUTURE, seconded by Alderman NAULT, it was

*Resolved:* That the following article be added after article 6.

"Sub-section 5 of article 52 of the Law 3 Edward VII, chap. 62, is amended by replacing the second paragraph of said sub-section by the following:

"The whole in accordance with article 348 of the City charter, as amended by the present law. (Ald. Clearihue dissenting).

Article 7 being read, the same was amended by striking therefrom the figures and words "1/2 by the City and 1/2" in the 6th line, and, so amended, the same was agreed to.

Articles 8 and 9 being read, the same were agreed to.

Article 10 was struck, the same having been disposed of at a previous meeting of the Council.

Article 11 being read,

The same was amended by striking all the words after the words "Laurier Avenue" and replacing them by the following: "The whole in accordance with article 348 of the City charter, as amended by the present law."

Articles 12, 13, 14, 15 and 16 being read, the same were agreed to.

Article 17 being read, the same was amended by adding after the word "underground" in the last paragraph, the following words: "in conduits established and owned by the City" and, so amended, the same was agreed to. (Ald. Guay dissenting).

The report of the special Committee on Legislation,



L'article 1 étant lu, il est agréé.

Les articles 2 et 3 étant lus, ils sont agréés.

L'article 4 étant lu, il est amendé en substituant le mot "Cadioux" au mot "St-Dominique" et en retranchant tous les mots après le mot "St-Laurent" dans la 7ème ligne, et en les remplaçant par les suivants: "Le tout conformément à l'article 348 de la charte de la Ville, tel qu'amendé par la présente loi."

Et, ainsi amendé, il est agréé.

Il est

*Résolu:* Que l'article suivant soit ajouté aux amendements projetés à la charte de la Ville.

L'article 300, paragraphe 92, est amendé en retranchant la dernière partie dudit paragraphe et en le remplaçant par ce qui suit:

"Toute personne tenue par la loi et les règlements du Conseil à l'entretien des trottoirs ou des toits, sera responsable envers la Cité des dommages résultant du mauvais état d'entretien de ces trottoirs ou toits, ainsi que de toute contravention à cet égard, et pourra être appelée en garantie par la Cité dans toute poursuite intentée contre elle pour réclamer ces dommages et tenue de l'indemniser de toute condamnation sur telle poursuite.

Les actions en garantie prises en vertu du paragraphe ci-dessus, seront régies par les règles de procédure gouvernant la garantie simple de droit commun.

Sur proposition de M. l'échevin GIROUX, appuyé par M. l'échevin LEVESQUE, il est

*Résolu:* Que le nom de M. l'échevin Gadbois soit ajouté à la délégation *re* Amendements à la charte de la Ville.

Sur proposition de M. l'échevin LAVALLEE, appuyé par M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, il est

*Résolu:* Que les rapports de la Commission spéciale de Législation, tels qu'amendés par le Conseil, soient maintenant adoptés. (M. l'échevin Clearihue dissident).

Sur ce, M. l'échevin LAVIOLETTE, appuyé par M. l'échevin J.-B.-A. Martin,

*Propose:* De prendre de nouveau en considération le vote pris sur l'adoption de l'article 41.

M. l'échevin L.-A. Lapointe soulève un point d'ordre, alléguant que ledit article ayant été adopté unanimement à la même assemblée, il ne peut être de nouveau pris en considération.

Son Honneur le Maire-suppléant décide que ledit point d'ordre est fondé.

Sur proposition de M. l'échevin PRUD'HOMME, appuyé par M. l'échevin McKENNA, il est

*Résolu:* Que la délégation nommée en rapport avec les amendements à la charte de la Ville, soit priée de s'opposer à toute clause du bill soumis à la Législature de Québec par la succession Brunet, qui pourrait affecter les intérêts de la Ville.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin COUTURE,

Le Conseil s'ajourne.

RENE BAUSET,

*Asst. greffier de la Ville.*

JULES CREPEAU,

*Asst. greffier de la Ville.*

## COMMISSION D'HYGIENE ET DE STATISTIQUES

*Compte rendu de l'assemblée du 5 mars*

Sont présents: MM. les échevins Dagenais, président, Marin, N. Lapointe, O'Connell, L'Espérance, Carter et Mount.

1.—Vu les rapports de l'ingénieur sanitaire maintenant devant la Commission, il est

*Résolu:* De présenter au Conseil des rapports recommandant que, dans l'intérêt de la santé publique, des égouts soient construits dans les rues suivantes, conformément aux dispositions de l'art. 544 de 64 Vict., chap. 58:

Dans la rue St-Hubert, depuis la rue Laurier jusqu'à un point à 150 pieds vers le Nord;

dated the 1st of March 1909, was then brought up and read.

Article 1 being read, the same were agreed to.

Articles 2 and 3 being read, the same were agreed to.

Article 4, being read, the same was amended by substituting the word "Cadioux" for the word "St. Dominique" and by striking all the words after the word, "St. Laurent" in the 7th line and replacing them by the following: "The whole in accordance with article 348 of the City charter, as amended by the present law."

And so amended, the same was agreed to.

It was,

*Resolved:* That the following article be added in the proposed amendments to the City charter.

Art. 300, par. 92, is amended by striking out the last part of said paragraph and substituting the following thereof:

Every person bound by law or by the by-laws of the Council to keep any sidewalks or roofs in good order shall be responsible to the City for the damages resulting from the bad state of said sidewalks or roofs as well as for any infraction of the law or by-laws in this connection, and may be called in warranty by the City in any suit instituted against the latter for the recovery of such damages and shall be held to indemnify the said City for any condemnation on such suit.

The actions in warranty taken in virtue of the above paragraph shall be governed by the rules of procedure concerning simple warranty under the common law.

On motion of Ald. GIROUX, seconded by Ald. LEVESQUE, it was

*Resolved:* That the name of Ald. Gadbois be added to the delegation *re* Amendments to the City charter.

On motion of Ald. LAVALLEE, seconded by Ald. L. A. LAPOINTE, it was

*Resolved:* That the reports of the special Committee of Legislation, as amended by Council, be now adopted. (Ald. Clearihue dissenting).

Ald. LAVIOLETTE then moved, seconded by Ald. J. B. A. MARTIN,

That the vote taken on the adoption of article 41, be reconsidered.

Alderman L. A. Lapointe raised a point of order, contending that said article having been adopted unanimously at the same meeting, it could not be reconsidered.

His Worship the Acting Mayor ruled that said point of order was well taken.

On motion of Ald. PRUD'HOMME, seconded by Ald. McKENNA, it was

*Resolved:* That the delegation appointed in connection with the amendments to the City charter, be instructed to oppose any clause in the Bill submitted to the Quebec Legislature by the Estate Brunet, which might affect the interest of the City.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. COUTURE,

The Council ajourned.

RENE BAUSET,

*Asst. City Clerk.*

JULES CREPEAU,

*Asst. City Clerk.*

## HYGIENE AND STATISTICS COMMITTEE

*Report of meeting held the 5th of March.*

Present: Aldermen Dagenais, chairman, Marin, N. Lapointe, O'Connell, L'Espérance, Carter and Mount.

1.—In view of the reports of the Sanitary Engineer now before the meeting,

*Resolved:* That reports be made to Council recommending that in the interest of public health, public sewers be laid in the following streets, in accordance with the provisions of Art. 544 of 64 Vict., chap. 58:

In St. Hubert street, from Laurier street to a distance of 150 feet Northwards;

Dans la rue Papineau, à partir de l'égout actuel jusqu'aux limites de la Ville (vers le Nord).

2.—M. l'échevin David se présente devant la Commission et insiste pour qu'un bain public soit construit sur l'avenue Atwater, entre le Canal et la rue Notre-Dame, quartier Ste-Cunégonde.

Après discussion, sur proposition de M. l'échevin N. Lapointe, il est

*Résolu*: De présenter au Conseil un rapport demandant un crédit de \$35,000 pour construire dans ladite localité, un bain public, qui devra être ouvert en hiver comme l'été.

3.—M. Aubé, représentant la "Ideal Smoke Consumer Co. Ltd." se présente devant la Commission et soumet une lettre par laquelle il offre un fumivore pour le bain Lévesque, dont le coût serait de \$300.

Soumise une lettre de MM. Jalbert & Audet, avocats, se plaignant, au nom de M. Adélar Jarry, des inconvénients que présente la fumée provenant du bain Lévesque.

Soumise aussi une lettre de MM. A. et E. Sauvageau contenant une plainte de même nature.

Après discussion, il est

*Résolu*: Que l'offre de la "Ideal Smoke Consumer Co. Ltd." re fumivore, soit déposée sur le bureau.

Sur proposition de M. l'échevin L'Espérance, il est

*Résolu*: De demander aux maisons suivantes des soumissions pour la fourniture d'une grille pour la fournaise dudit bain afin d'assurer la combustion entière du combustible:

"The Robt. Engineering Co.," et La Compagnie de Grilles Brevetées.

Sur proposition de M. l'échevin O'Connell, il est

*Résolu*: Qu'une soumission pour ladite grille soit aussi demandée à M. James Lee.

4.—Soumis un extrait des minutes d'une assemblée du Conseil, tenue le 22 février 1909, auquel est annexée une opinion des avocats de la ville re admission des patients aux hôpitaux Alexandra et St-Paul.

Après discussion, il est

*Résolu*: De présenter au Conseil un rapport déclarant que la Commission ne croit pas devoir prendre la responsabilité d'adopter les vues de la Commission des Finances relativement à l'admission de patients auxdits hôpitaux; déclarant, de plus, que le service des Maladies Contagieuses prend toutes les mesures nécessaires pour protéger les intérêts financiers de la Ville; et priant le Conseil de permettre aux autorités des hôpitaux St-Paul et Alexandra de recevoir les patients comme d'habitude, et cela, dans l'intérêt de la santé publique.

5.—*Résolu*: De présenter au Conseil un rapport demandant la permission de payer à même les crédits de cette année le montant de \$12 dû à la Cie du cimetière Mont-Royal, depuis le 30 avril 1908, pour l'achat d'un terrain pour y enterrer les cadavres des personnes pauvres et inconnues et pour les frais d'inhumation d'un nommé J. Henry McKinnon.

6.—*Résolu*: Attendu que le président et le Médecin Officier de Santé se plaignent que les autorités des hôpitaux Alexandra et St-Paul refusent de faire sortir l'ambulance la nuit, pour le transport auxdits hôpitaux des personnes atteintes de maladies contagieuses; que le secrétaire soit prié d'écrire aux directeurs de ces institutions et de leur demander d'indiquer à cette Commission les raisons pour lesquelles elles refusent de ce faire.

7.—*Résolu*: Vu les représentations de l'ingénieur sanitaire de présenter au Conseil un rapport disant, que pour se conformer à une demande de cette Commission, le Conseil a ordonné à l'inspecteur des Edifices d'envoyer au service d'Hygiène tous les plans et devis pour la construction des nouveaux édifices, afin de mettre l'ingénieur sanitaire en mesure de constater si les dispositions des règlements d'hygiène sont dûment observées à ce sujet; que ledit inspecteur des Edifices ne s'est pas conformé à cet ordre; et, qu'en conséquence, cette Commission prie le Conseil de réitérer les instructions déjà données à ce fonctionnaire.

8.—*Résolu*: De présenter au Conseil un rapport demandant la permission d'opérer le virement d'un montant de \$90 à prendre sur le crédit affecté à l'entretien du bain Gallery, et d'appliquer ce montant à l'achat des choses nécessaires pour le bain Lévesque, et d'autoriser l'ingénieur sanitaire à dépenser ce montant à cette fin.

In Papineau street, from the existing sewer to the City limits (Northwards).

2.—Ald. David appeared before the meeting to urge the building of a public bath on Atwater avenue, between the Canal and Notre-Dame street, in Ste. Cunégonde ward.

After discussion, on motion of Ald. N. Lapointe, it was  
*Resolved*: That a report be made to Council asking for an appropriation of \$35,000 for the building of a public bath in the said locality, to be kept open in winter as well as in summer.

3.—Mr. Aubé, representing the "Ideal Smoke Consumer Co. Ltd.," appeared before the meeting and submitted a letter offering for the Lévesque bath, a consumer, the cost of which would be \$300.

Submitted a letter from Messrs. Jalbert & Audet, advocates, complaining, on the part of Mr. Adélar Jarry, of a smoke nuisance from the Lévesque bath.

Also submitted letter from Messrs. A and E. Sauvageau, containing a similar complaint.

After discussion, it was

*Resolved*: That the offer re a smoke consumer from the "Ideal Smoke Consumer Co. Ltd.", be laid on the table.

On motion of Ala. L'Espérance, it was

*Resolved*: That tenders be asked from the following firms for a grate for the furnace of the said bath to ensure the complete combustion of the fuel: The Robb Engineering Co. and "La Compagnie des Grilles Brevetées."

On motion of Ald. O'Connell, it was

*Resolved*: That a tender for the said grate be asked also from Mr. James Lee.

4.—Submitted extract from the minutes of a meeting of the Council, held the 22nd of Feb. 1909 with annexed copy of opinion from the City attorneys re admission of patients into the Alexandra and St. Paul hospitals.

After discussion it was

*Resolved*: That a report be made to Council stating that the Committee feel that they cannot take the responsibility of adopting the views of the Finance Committee respecting the admission of patients into the said hospitals; that they declare further, that the Contagious Disease department take every necessary measure to protect the financial interests of the City; and that they would pray the Council to allow the St. Paul and Alexandra hospitals to receive patients as usual in the interest of public health.

5.—*Resolved*: That a report be made to Council asking permission to pay out of this years' appropriations the sum of \$12 due to the Mount-Royal Cemetery Co. and incurred 30th of April 1908 for purchase of land for the interment of the bodies of poor and unknown persons and for burial fees for one J. Henry McKinnon.

6.—*Resolved*: That whereas the chairman and the Medical Health Officer complain that the Alexandra and St. Paul hospitals refuse to order out the ambulance at night, for the removal of cases of contagious diseases to the said hospitals, the secretary be instructed to write to the authorities of the same and request that an immediate explanation be furnished this Committee of the reasons for such refusal.

7.—*Resolved*: That in view of the representations of the Sanitary Engineer, a report be made to Council stating that in compliance with a request from this Committee, the Council directed that the Building Inspector should send to the Health department all the plans and specifications for the construction of new buildings, in order that the Sanitary Engineer might be enabled to see that the requirements of the health by-laws were duly observed in connection therewith; that the said Building Inspector has not complied with the order; and that therefore this Committee would request the Council to reiterate the instructions already given to him.

8.—*Resolved*: That a report be made to Council asking permission to vary the sum of \$90 from the appropriation for the maintenance of the Gallery Bath and apply the same to the requirements of the Lévesque Bath, and that the Sanitary Engineer be authorized to expend the same for the said purposes.

9.—*Résolu*: De renvoyer à l'ingénieur sanitaire, le compte de MM. Asselin & Perron pour honoraires en rapport avec la construction du bain Lévesque, avec prière de faire rapport.

10.—Soumise une lettre (renvoyée par le Conseil) reçue des gouverneurs des hôpitaux "Montreal General", Notre-Dame et "Royal Victoria", demandant que des mesures soient prises pour protéger la Ville contre la fièvre typhoïde.

*Résolu*: D'informer lesdits gouverneurs que cette Commission a chargé le docteur H. Saint-Georges, le bactériologiste de la Ville, de faire une série d'analyses de l'eau fournie aux citoyens; et que la question des moyens à prendre pour assurer un approvisionnement d'eau pure à la Ville est actuellement à l'étude.

11.—*Résolu*: Que M. L. Delongchamps soit prié de faire un inventaire des articles qui se trouvent à l'hôpital des variolés, rue Moreau.

12.—*Résolu*: D'autoriser M. Doré à prendre à l'hôpital des variolés les chaises et les crachoirs requis pour le bain Lévesque.

*Ajournement.*

I. J. FLYNN,  
*Secrétaire.*

## COMMISSION DES INCENDIES ET DE L'ECLAIRAGE

*Compte rendu de l'assemblée du 6 mars*

Sont présents: MM. les échevins Yates, président, Séguin, McKenna, Robillard et Nault.

1.—Est de nouveau soumise la requête de M. J.-W. Gingras, demandant la permission d'occuper le lot No 50 du cadastre, subdivision Nos 131 et 132, No 1877 de la rue Ontario, quartier Hochelaga, pour l'emmagasinage et la vente de bois de chauffage, charbon, foin et grains. Est aussi soumise une contre-requête protestant contre l'érection de cette cour à bois et à charbon, ainsi qu'une requête en faveur de la demande, déclarant que le requérant érigera sur ces lots six logements de première classe d'une valeur de \$20,000.

Après mûre délibération, et attendu que le requérant s'est conformé au règlement No 340, suivant le rapport de l'inspecteur des Edifices, il est

*Résolu*: Que la permission demandée soit accordée et de présenter au Conseil un rapport en conséquence.

2.—Soumises les requêtes suivantes:

(a) De M. J.-O. Desrochers, demandant la permission d'établir une forge, sur le lot No 96 du cadastre, subdivisions Nos 1, 2, 3 et 9, No 1547-53 de la rue Ste-Catherine, quartier Hochelaga.

Sur rapport favorable de l'inspecteur des Edifices, suivant le règlement No 340, et aucune objection n'étant soulevée, il est

*Résolu*: Que la permission demandée soit accordée, et de présenter au Conseil un rapport en conséquence.

(b) De MM. Edwards & Palmers, demandant la permission de construire un garage pour automobiles sur le lot No 773 du cadastre, No 119 rue Craig Ouest, quartier St-Laurent.

Sur rapport favorable de l'inspecteur des Edifices, suivant le règlement No 340, et

Après délibération, il est

*Résolu*: De référer de nouveau cette requête à l'inspecteur des Edifices pour plus ample informé.

(c) De M. Louis Sanscartier, demandant la permission d'installer une chaudière à vapeur, de la force de 15 chevaux-vapeur sur le lot No 1703 du cadastre, subdivisions Nos 164 et 165, No 2626 de la rue Notre-Dame-Ouest, quartier St-Henri.

Renvoyée à l'inspecteur des Edifices avec prière de faire rapport.

(d) De la "Canadian Boarding Stable" demandant la permission d'installer une forge sur le lot No 765 du cadastre, No 55 de la rue Ontario Est, quartier St-Louis.

9.—*Resolved*: To refer the account of Messrs. Asselin & Perron for fees in connection with the construction of the Lévesque Bath, to the Sanitary Engineer for a report.

10.—Submitted a letter, referred from Council, from the Governors of the Montreal General, the Notre-Dame and the Royal Victoria hospitals, asking that measures be taken to protect the City against typhoid fever.

*Resolved*: That the said Governors be informed that this Committee has the City bacteriologist, Dr. H. St. Georges, engaged in making a series of analysis of the City water supply; and that the question of the measures necessary to secure pure water for the City is now being studied by them.

11.—*Resolved*: That Mr. L. Deslongchamps be instructed to take an inventory of the goods in the Small-pox hospital, Moreau street.

12.—*Resolved*: That Mr. Doré be authorized to take from the Small-pox hospital, the chairs and cuspidors required for the Lévesque bath.

*Adjourned.*

I. J. FLYNN,  
*Secretary.*

## FIRE AND LIGHT COMMITTEE

*Report of meeting held the 6th of March.*

Present: Ald. Yates, chairman, Séguin, McKenna, Robillard and Nault.

1.—Was again submitted Mr. J. W. Gingras' petition, asking permission to occupy lot cadastral No. 50, subdivisions No. 131 and 132, No. 1877 Ontario street, Hochelaga ward, for the storage and sale of cord wood, coal, hay, and grain. Were also submitted a counter petition protesting against the erection of such wood and coal yard, as well as a petition in favor of the request, stating that the applicant will erect on said lots six first class lodgings valued at \$20,000.

After due deliberation, and the petitioner having complied with By-law No. 340, according to the Building inspector's report, it was

*Resolved*: That the permission sought for be granted, and a report made to Council accordingly.

2.—Submitted the following petitions:

(a) From Mr. J. O. Desrochers asking permission to establish a forge, on lot cadastral No. 96, subdivisions Nos. 1, 2, 3 and 9, No. 1547-53, Ste. Catherine street, Hochelaga ward.

The Building inspector reporting favorably thereon, according to by-law No. 340, and there being no opposition, it was

*Resolved*: That the permission sought for be granted and a report made to Council accordingly.

(b) From Messrs. Edwards & Palmers, asking permission to erect an automobile garage, on lot cadastral No. 773, No. 119 Craig street West, St. Lawrence ward.

The Building inspector reporting favorably thereon, according to by-law No. 340,

After deliberation, it was

*Resolved*: That said petition be referred back to the Building inspector for further information.

(c) From Mr. Louis Sanscartier, asking permission to erect a steam boiler of 15 horse-power, on lot cadastral No. 1703, subdivisions Nos. 164 and 165, No. 2626 Notre-Dame street West, St. Henry ward.

Referred to Building inspector with instructions to report thereon.

(d) From the Canadian Boarding Stable, asking permission to erect a blacksmith forge, on lot cadastral No. 765, No. 55 Ontario street East, St. Louis ward.

Renvoyée à l'inspecteur des Edifices avec prière de faire rapport.

3.—Soumise et lue une lettre du contrôleur de la Cité attirant l'attention de la Commission sur le fait que le crédit pour l'achat des fournitures diverses pour le service des Incendies, a été voté à condition que des prix soient demandés par soumissions publiques, et déclarant qu'il refuserait de signer aucun mandat imputable sur le crédit pour "fournitures", à moins que le Conseil ne l'autorise à le faire.

Après mûre délibération, il est

*Résolu*: De présenter au Conseil un rapport recommandant que les mots "prix par soumissions publiques" soient rayés de l'item "Fournitures," dans le budget.

4.—Soumis et lus les rapports suivants du chef du service des Incendies:

(a) Recommandant que des soumissions pour l'achat de foin, paille, grains, etc., soient demandées par la voie des journaux, pour trois mois à partir du 1er avril prochain, ces soumissions devant être reçues jusqu'à jeudi le 18 du courant.

*Résolu*: De souscrire au rapport du chef, et que le secrétaire soit prié d'agir en conséquence,

(b) Recommandant qu'on l'autorise à vendre des vieilles bottes en caoutchouc, qui ne sont d'aucune utilité pour le département.

*Résolu*: De souscrire au rapport du chef et de présenter au Conseil un rapport en conséquence.

(c) Au sujet de la lettre de MM. Anderson & Larin, inventeurs d'un nouveau modèle de bornes-fontaines, le chef faisant rapport qu'après avoir vu ces messieurs et discuté avec eux les mérites de cette invention, il en est venu à la conclusion que ce nouveau modèle ne pourrait être d'aucun avantage pour le service, et il ne peut le recommander.

*Résolu*: Que ce rapport soit reçu et déposé aux archives, et que MM. Anderson & Larin soient informés de la conclusion à laquelle le chef en est arrivé.

5.—Sur proposition de M. l'échevin Yates, il est

*Résolu*: Que le capitaine Wm. Murphy, nouvellement nommé sous-chef en remplacement du sous-chef Jackson, démissionnaire, reçoive un salaire annuel de \$1,500. Cette nomination devant prendre effet le 1er mai prochain.

Il est aussi

*Résolu*: Que la nomination du contremaître James Reddy à la position de capitaine, ainsi que la nomination du pompier James Messett, prennent effet au 1er mai prochain.

6.—Soumis un compte de \$6 de la Compagnie "Gazette Printing Limited," pour un an d'abonnement au journal la "Gazette", du 21 janvier 1909 au 21 janvier 1910. (Service de l'inspection des Chaudières).

*Résolu*: D'approuver ce compte, et que le contrôleur de la Cité soit prié de le payer sur le contingent de la Commission.

7.—Soumis et lus un rapport du surintendant du service de l'Eclairage au sujet d'une lettre de l'inspecteur de la Cité, demandant qu'on lui permette de faire les raccordements pour l'éclairage électrique à la résidence du surintendant et à l'atelier du service de la Voirie, situé sur la rue du Grand-Tronc, et recommandant qu'on l'autorise à signer un contrat pour ledit éclairage.

*Résolu*: De souscrire à ce rapport et que le surintendant de l'Eclairage soit autorisé à signer un contrat pour ce service pour un an.

8.—M. le président informe la Commission que suivant l'autorisation du Conseil, en date du 1er mars courant, il a écrit une lettre à la Compagnie "Montreal Light, Heat & Power" lui demandant son compte pour l'éclairage des rues jusqu'au 1er mars courant.

*Résolu*: D'approuver et de ratifier ce qu'a fait le président à ce sujet.

9.—Le surintendant du service de l'Eclairage se présente devant la Commission et demande que la somme de \$5 soit accordée pour l'achat de billets de tramway, pour l'usage des employés du département.

*Résolu*: D'accéder à la demande du surintendant, et que le contrôleur de la Cité soit prié d'imputer ce montant sur le "Contingent".

Ajournement.

Z.-S. MELOCHE,  
Secrétaire.

Referred to the Building inspector for a report.

3.—Submitted and read a letter from the City comptroller, drawing the Committee's attention to the fact that the appropriation which was voted for the purchase of supplies for the Fire department, had been voted on condition that prices would be called for by public tenders, and stating that he would refuse to sign any warrant chargeable against the item of appropriation "Supplies" unless authorized by the Council.

After due deliberation, it was

*Resolved*: That a report be made to Council, recommending that the words "Prices by public tenders" be struck from the item "Supplies" in the appropriation list.

4.—Submitted and read the following reports from the chief of the Fire department:

(a) Recommending that tenders be called for, for the purchase of hay, straw, grain, etc., for 3 months from the 1st of April next, said tenders to be received up to noon, Thursday, the 18th instant.

*Resolved*: To concur in the chief's report, and that the secretary be instructed to act accordingly.

(b) Asking that he be authorized to sell old and useless rubber boots, which are of no use to the department.

*Resolved*: To concur in the chief's report, and that a report be made to Council accordingly.

(c) *Re* letter from Messrs. Anderson & Larin, patentee, of a new model of hydrants, the chief reporting that after having seen these gentlemen and discussed the merits of the said invention, he came to the conclusion that the said new model of hydrants would not be of any advantage for the department, and that he could not recommend it.

*Resolved*: That said report be received and filed accordingly, and that Messrs. Anderson & Larin be informed accordingly.

5.—On motion of Ald. Yates, it was

*Resolved*: That captain Wm. Murphy, newly appointed sub-chief, in place of sub-chief Jackson, resigned, be paid a salary of \$1,500 a year. The appointment to take effect on the 1st of May next.

It was also

*Resolved*: That the appointment of foreman James Reddy, to the position of captain, as well as the appointment of fireman James Messett to the position of foreman take effect the first of May next.

6.—Submitted an account of \$6 from The Gazette Printing Co. Limited, for one year subscription to the Montreal Gazette, from the 21st January 1909, to the 21st January 1910, for the Boiler inspection department.

*Resolved*: To approve said account, and that the City comptroller be authorized to pay the same out of the Committee's contingent.

7.—Submitted and read a report from the superintendent of the Light department of a letter from the City surveyor, asking that lighting connections be made at the residence of the superintendent and at the shops of the Road department, Grand Trunk street, and recommending that he be authorized to sign a contract for the said lighting.

*Resolved*: To concur in said report and that the superintendent of the Light department be authorized to sign a contract for one year for the lighting service.

8.—The chairman informed the Committee that, in accordance with the authorization of the Council, dated the 1st of March instant, he wrote a letter to the Montreal Light, Heat & Power Co., asking their account for street lighting up to the 1st of March instant.

*Resolved*: To approve and ratify the chairman's action in this connection.

9.—The superintendent of the Light Committee appeared before the Committee and asked that the sum of \$5 be granted for the purchase of car tickets for the use of the department.

*Resolved*: To concur in the request of the superintendent, and that the City comptroller be authorized to charge said amount against the item "Contingent."

Adjourned.

Z. S. MELOCHE,  
Secretary.

## CONSEIL MUNICIPAL

Compte rendu de l'assemblée mensuelle du 8 mars

M. l'échevin Duquette, maire-suppléant, occupe le fauteuil de la présidence.

Sont présents: MM. les échevins L.-A. Lapointe, Giroux, Proulx, Yates, Clearihue, Lévy, M. Martin, Dagenais, Lévesque, L'Espérance, Turner, Sadler, Bumbray, Gallery, Robillard, Lavallée, Larivière, Stearns, N. Lapointe, Leclaire, Mercier, O'Connell, Couture, Laviolette, Gadbois, Robinson, Ward, J. B. A. Martin, Nault, Séguin, Marin, Major, Guay, David, Roy, Mount, Fraser, Carter, Lamoureux, Prud'homme, McKenna.

## REQUETES, ETC.

- 1.—De l'hôpital Alexandra, au sujet de la résolution adoptée par le Conseil relativement à l'admission des patients.
- 2.—De l' "Institut Technique de Montréal" demandant une subvention de \$5,000.  
Renvoyée à la Commission des Finances.
- 3.—De la Compagnie du Grand-Tronc *re* protection des chemins traversés par sa voie.  
Renvoyée à la Commission de la Voirie.
- 4.—De la "Empire Oil Co.", demandant la permission de vendre de l'huile, etc.
- 5.—De la Chambre de Commerce, au sujet de l'inspection des installations électriques.  
Renvoyées à la Commission des Incendies et de l'Éclairage.
- 6.—Le l'Union des Peintres, relativement à certains travaux qui se font à l'hôtel de ville.  
Renvoyée à la Commission de l'Hôtel de Ville.
- 7.—De M. Henry Joseph, suggérant à la Ville d'acheter une certaine propriété qui touche au Parc Mont-Royal.  
Renvoyée à la Commission spéciale de Législation et à la Commission des Finances.
- 8.—De la ville d'Outremont, au sujet de l'annexion de la carrière à la Cité de Montréal.  
Renvoyée au Département en Loi et à la délégation à Québec.
- 9.—De la Commission des Chemins de Fer, au sujet du pont de la rue Ste-Catherine.  
Renvoyée au Département en Loi.
- 10.—De Son Honneur le Maire, au sujet de deux lettres de MM. E.-W. Villeneuve et C.-A. Barnard.
- 11.—De MM. E.-W. Villeneuve et C.-A. Barnard, au sujet d'un certain affidavit de M. Geo. Potts.
- 12.—De M. S.-B. Ward, au sujet de l'arrestation de M. Geo. Potts.
- 13.—De M. J.-A. Jeannotte, au sujet d'une certaine accusation portée contre M. l'échevin L'Espérance.  
Déposées sur le bureau.
- 14.—M. l'échevin Dagenais répond à certaines questions posées au président de la Commission d'Hygiène et de Statistiques, à la dernière assemblée du Conseil.  
Déposée aux archives.
- 15.—De M. H. Gervais, M.P., au sujet du bill de la Compagnie "Terminal Ry."  
Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin GIROUX, il est  
*Résolu:* Qu'une délégation composée de MM. les échevins L.-A. Lapointe, Lavallée, Giroux, M. Martin, Ward, Larivière, Marin, Laviolette et Prud'homme, les avocats de la Cité, l'avocat consultant et le greffier de la Ville, soit nommée pour se rendre à Ottawa devant les autorités fédérales et empêcher que le bill de la Compagnie du Chemin de Fer Terminal affecte de quelque manière que ce soit, l'autonomie de la Ville de Montréal, et pour obtenir que l'extension ne soit accordée que sujette aux droits et franchises de la Cité.
- 16.—Sur proposition de M. l'échevin LAVALLEE, appuyé par M. l'échevin MERCIER, il est  
*Résolu:* Que M. l'échevin Mount fasse partie de la délégation nommée au sujet des amendements à la Charte.

## CITY COUNCIL

Report of monthly meeting held the 8th of March.

Ald. J. G. Duquette, acting mayor, in the chair.

Present: Ald. L. A. Lapointe, Giroux, Proulx, Yates, Clearihue, Lévy, M. Martin, Dagenais, Lévesque, L'Espérance, Turner, Sadler, Bumbray, Gallery, Robillard, Lavallée, Larivière, Stearns, N. Lapointe, Leclaire, Mercier, O'Connell, Couture, Laviolette, Gadbois, Robinson, Ward, J. B. A. Martin, Nault, Séguin, Marin, Major, Guay, David, Roy, Mount, Fraser, Carter, Lamoureux, Prud'homme and McKenna.

## PETITIONS, ETC.

- 1.—From Alexandra Hospital, anent resolution of Council concerning the admission of patients.
- 2.—From Montreal Technical Institute, for a grant of \$5,000.  
Referred to Finance Committee.
- 3.—From Grand Trunk Railway Co., *re* protection of highways crossed by their tracks.  
Referred to Road Committee.
- 4.—From Empire Oil Co., to store and sell oil, etc.
- 5.—From "Chambre de Commerce", concerning the inspection of Electric installations.  
Referred to Fire and Light Committee.
- 6.—From Painters' Union, in connection with certain works in the City Hall.  
Referred to City Hall Committee.
- 7.—From Henry Joseph, suggesting that the City purchase a certain property adjoining Mount Royal Park.  
Referred to Special on Legislation and Finance Committees.
- 8.—From the Town of Outremont, concerning the annexation of the quarry to the City.  
Referred to Law Department and delegation to Quebec.
- 9.—From Board of Railway Commissioners, anent Ste. Catherine street bridge.  
Referred to Law Department.
- 10.—From His Worship the Mayor, anent two letters from Messrs. E. W. Villeneuve and C. A. Barnard.
- 11.—From E. W. Villeneuve and C. A. Barnard, anent a certain affidavit from Mr. Geo. Potts.
- 12.—From S. B. Ward, anent the arrest of Mr. Geo. Potts.
- 13.—From J. A. Jeannotte, concerning a certain accusation against alderman L'Espérance.  
Laid on the table.
- 14.—Ald. Dagenais replied to certain questions put to the chairman of the Hygiene and Statistics Committee at the last meeting of the Council.  
Filed of record.
- 15.—From H. Gervais, M. P., anent the Bill of the Terminal Railway Co.  
On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. GIROUX, it was  
*Resolved:* That a delegation, composed of Ald. L. A. Lapointe, Lavallée, Giroux, M. Martin, Ward, Larivière, Marin, Laviolette and Prud'homme, the City Attorneys, the Consulting Attorney and the City Clerk, be appointed to proceed to Ottawa and to request the Federal Authorities to see that the autonomy of the City of Montreal is not in any way affected by the Bill of the Terminal Railway Co., and that the extension applied for be only granted subject to the rights and franchises of the City.
- 16.—On motion of Ald. LAVALLEE, seconded by Ald. MERCIER, it was  
*Resolved:* That Ald. Mount form part of the delegation to Quebec anent the amendments to the Charter.

17.—Sur proposition de M. l'échevin MERCIER, appuyé par M. l'échevin SADLER, il est

*Résolu:* Qu'instructions soient données au greffier de la Ville de mettre dans le projet d'amendement à la Charte, actuellement devant la Législature, ce qui suit:

"La sous-section 54 de l'article 300 de la loi 62 Vict., chap. 58, est retranchée et remplacée par la suivante:

54. Pour réglementer ou prohiber l'établissement, la construction et l'exploitation des brasseries, étales, écuries de louage ou privées, forges et fonderies, dans les limites de la Cité;"

18.—Le maire-suppléant informe le Conseil qu'il a reçu une délégation de socialistes qui se plaignent qu'il y a, à Montréal, un grand nombre de sans travail qui demandent de l'ouvrage.

Sur proposition de M. l'échevin DAGENAIS, appuyé par M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, il est

*Résolu:* Qu'une Commission composée des présidents des Commissions permanentes et du maire-suppléant, soit nommée par ce Conseil, aux fins d'entendre les plaintes des requérants et préparer un rapport à ce Conseil avec les recommandations que ladite Commission jugera à propos de faire.

19.—M. l'échevin Ward demande au contrôleur de la Ville de fournir certains renseignements pour la prochaine assemblée du Conseil.

#### AVIS DE MOTIONS

20.—De M. l'échevin Giroux, à l'effet d'amender une certaine résolution du Conseil, concernant la rue Bercy.

21.—De M. l'échevin Larivière, à l'effet d'abolir la qualification foncière.

#### RAPPORTS

22.—De la Commission des Finances, à l'effet de payer certains comptes *re* expropriation de la rue Saint-Antoine.

23.—De la Commission des Finances, à l'effet de payer certains comptes s'élevant à \$407.85.

24.—De la Commission des Finances, pour payer un montant de \$2,203.88 au fonds de pension de la Police.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin J.-B.-A. MARTIN, il est

*Résolu:* Que lesdits rapports soient reçus et adoptés.

25.—De la Commission des Finances, pour acheter certain terrain loué de M. C. Messier.

Question différée à la demande de M. l'échevin Séguin.

26.—De la Commission des Finances, souscrivant au rapport de la Commission de la Voirie qui demande la permission d'opérer un virement de \$2,443.93 *re* trottoirs permanents.

27.—De la Commission des Finances, souscrivant au rapport de la Commission de la Voirie et du Bureau d'Hygiène qui demandent de construire un égout dans la rue Saint-Hubert.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin GIROUX, il est

*Résolu:* Que lesdits rapports soient reçus et adoptés.

28.—De la Commission des Finances, refusant de souscrire au rapport de la Commission des Incendies et de l'Eclairage qui demande un crédit de \$400 pour payer M. J.-F. Lawlor.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin LARIVIERE, il est

*Résolu:* Que ledit rapport de la Commission des Finances soit reçu et adopté.

29.—De la Commission des Finances, refusant de souscrire au rapport de la Commission des Incendies et de l'Eclairage, qui demande que MM. L. Coutu et Ulric Gauthier soient réinstallés.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin YATES, il est

*Résolu:* Que ledit rapport de la Commission des Finances soit reçu et adopté.

30.—De la Commission des Finances, souscrivant au rapport de la Commission de l'Aqueduc, à l'effet de payer \$5,000 à la "John McDougall Caledonian Iron Works Co."

Question différée à la demande de M. l'échevin Proulx.

31.—De la Commission des Finances, au sujet du rap-

17.—On motion of Ald. MERCIER, seconded by Ald. SADLER, it was

*Resolved:* That instructions be given to the City Clerk to insert in the draft of amendments to the Charter, now before the Legislature, the following:—

"Sub-section 54 of Art. 300 of the Act 62 Vict., Chap. 58, is struck out and the following substituted therefor:—

"54.—To regulate or prohibit the establishment, construction and use of breweries, stables, livery-stables or private stables, blacksmith shops and foundries, within the limits of the City."

18.—The acting mayor informed the Council that he had received a deputation of Socialists who complained that there were a great number of unemployed in Montreal who wanted work.

On motion of Ald. DAGENAIS, seconded by Ald. L. A. LAPOINTE, it was

*Resolved:* That a Committee, composed of the Chairmen of Standing Committees and the acting mayor, be appointed by this Council to hear the complaints of the petitioners and report thereon to this Council, with such recommendations as the said Committee may deem advisable.

19.—Ald. Ward asked that the City comptroller furnish certain data for the next meeting of the Council.

#### MOTIONS.

20.—By Ald. Giroux, to amend a certain resolution of Council, *re* Bercy street.

21.—By Ald. Larivière, to abolish the property qualification.

#### REPORTS.

22.—From Finance Committee, to pay certain accounts *re* Expropriation of St-Antoine street.

23.—From Finance Committee, to pay certain accounts amounting to \$407.85.

24.—From Finance Committee, to pay a sum of \$2,203.88 to the Police pension fund.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. J. B. A. MARTIN, it was

*Resolved:* That said reports be received and adopted.

25.—From Finance Committee, to purchase certain land rented from Mr. C. Messier.

Consideration deferred at the request of Ald. Séguin.

26.—From Finance Committee, concurring in the report of the Road Committee for a variation of \$2,443.93 *re* permanent sidewalks.

27.—From Finance Committee, concurring in the reports of the Road Committee and Board of Health for the construction of a sewer in St. Hubert street.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. GIROUX, it was

*Resolved:* That said reports be received and adopted.

28.—From Finance Committee, declining to concur in the report of the Fire & Light Committee for an appropriation of \$400 to pay J. F. Lawlor.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. LARIVIERE, it was

*Resolved:* That said report of the Finance Committee be received and adopted.

29.—From Finance Committee, declining to concur in the report of the Fire and Light Committee to reinstate Messrs. L. Coutu and Ulric Gauthier.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. YATES, it was

*Resolved:* That said report of the Finance Committee be received and adopted.

30.—From Finance Committee, concurring in the report of the Water Committee to pay \$5,000 to the John McDougall Caledonian Iron Works Co.

Consideration deferred at the request of Ald. Proulx.

31.—From Finance Committee concurring in the report of the Market Committee for an appropriation of \$4,000.

port de la Commission des Marchés qui demande un crédit de \$4,000.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin LEVY, il est

*Résolu:* Que ledit rapport de la Commission des Finances soit reçu et adopté.

32.—De la Commission de la Voirie, à l'effet d'établir les lignes homologuées de la rue Everetta.

33.—De la Commission de la Voirie, au sujet des réparations au pont de la rue Ste-Catherine.

34.—De la Commission de la Voirie, au sujet de la demande de la Compagnie C. P. R. de traverser la rue Bercy.

Sur proposition de M. l'échevin GIROUX, appuyé par M. l'échevin BUMBRAY, il est

*Résolu:* Que lesdits rapports soient reçus et adoptés.

35.—De la Commission de Police, à l'effet d'incorporer le Club Notre-Dame-des-Neiges.

Sur proposition de M. l'échevin PROULX, appuyé par M. l'échevin PRUD'HOMME, il est

*Résolu:* Que ledit rapport soit reçu et adopté.

36.—De la Commission de Police, à l'effet d'opérer le virement d'un montant de \$169.

Renvoyé à la Commission des Finances.

37.—De la Commission des Incendies et de l'Eclairage, à l'effet de permettre à M. A. Latreille d'ouvrir une cour à bois.

38.—De la Commission des Incendies et de l'Eclairage, pour permettre à M. J.-O. Desrochers d'ériger une forge.

39.—De la Commission des Incendies et de l'Eclairage, pour permettre à M. James Sellar d'ériger une machine à vapeur.

40.—De la Commission des Incendies et de l'Eclairage, pour permettre à M. J.-W. Gingras d'ouvrir une cour à bois.

41.—De la Commission des Incendies et de l'Eclairage, à l'effet de refuser à M. F.-X.-P. Allard la permission d'ériger un moteur électrique.

42.—De la Commission des Incendies et de l'Eclairage, pour refuser à M. A. Gallagher la permission d'ériger une chaudière à vapeur.

Sur proposition de M. l'échevin YATES, appuyé par M. l'échevin ROBILLARD, il est

*Résolu:* Que les dits rapports soient reçus et adoptés.

43.—De la Commission des Incendies et de l'Eclairage, à l'effet d'amender un certain crédit.

Renvoyé à la Commission des Finances.

44.—De la Commission de l'Aqueduc, pour rembourser certains dépôts.

45.—De la Commission de l'Aqueduc, pour ratifier un contrat pour la fourniture du charbon à vapeur.

46.—De la Commission de l'Aqueduc, répondant à certaines questions posées par M. l'échevin Robinson.

Sur proposition de M. l'échevin CLEARIHUE, appuyé par M. l'échevin LEVESQUE, il est

*Résolu:* Que les dits rapports soient reçus et adoptés.

47.—De la Commission d'Hygiène et de Statistiques, au sujet de l'érection de nouveaux édifices.

Sur proposition de M. l'échevin DAGENAI, appuyé par M. l'échevin MARIN, il est

*Résolu:* Que ledit rapport soit reçu et adopté.

48.—De la Commission d'Hygiène et de Statistiques, demandant un crédit de \$35,000 pour ériger un bain dans la partie Ouest de la Ville.

49.—De la Commission d'Hygiène et de Statistiques, au sujet de l'admission des patients aux hôpitaux Saint-Paul et Alexandra.

50.—De la Commission d'Hygiène et de Statistiques, pour payer un compte s'élevant à \$12.

Renvoyés à la Commission des Finances.

51.—De la Commission spéciale *re* Ecurie de la Pointe Saint-Charles, recommandant d'accepter cette construction.

Question différée à la demande de M. l'échevin Couture.

#### ORDRE DU JOUR

52.—Etant lu l'ordre du jour pour adopter en deuxième et troisième lectures un règlement à l'effet d'établir une bibliothèque publique, ledit item est suspendu.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. LEVY, it was

*Resolved:* That said report of the Finance Committee be received and adopted.

32.—From Road Committee, to establish the homologated lines of Everetta street.

33.—From Road Committee, anent the repairs to the St. Catherine street bridge.

34.—From Road Committee, anent the application of the Canadian Pacific Railway Co. to cross Bercy street.

On motion of Ald. GIROUX, seconded by Ald. BUMBRAY, it was

*Resolved:* That said reports be received and adopted.

35.—From Police Committee, to incorporate the Club Notre-Dame-des-Neiges.

On motion of Ald. PROULX, seconded by Ald. PRUD'HOMME, it was

*Resolved:* That said report be received and adopted.

36.—From Police Committee, to vary a sum of \$169.

Referred to Finance Committee.

37.—From Fire & Light Committee, to allow Mr. A. Latreille to open a wood yard.

38.—From Fire and Light Committee, to allow Mr. J. O. Desrochers to erect a forge.

39.—From Fire & Light Committee, to allow Mr. James Sellar to erect a steam engine.

40.—From Fire & Light Committee, to allow Mr. J. W. Gingras to open a wood yard.

41.—From Fire & Light Committee, to refuse Mr. F. X. P. Allard permission to erect an electric motor.

42.—From Fire & Light Committee, to refuse permission to Mr. A. Gallagher to erect a steam boiler.

On motion of Ald. YATES, seconded by Ald. ROBILLARD, it was

*Resolved:* That said reports be received and adopted.

43.—From Fire & Light Committee, to amend a certain appropriation.

Referred to Finance Committee.

44.—From Water Committee, to refund certain deposits.

45.—From Water Committee, to ratify contract for steam coal.

46.—From Water Committee, replying to certain questions put by Ald. Robinson.

On motion of Ald. CLEARIHUE, seconded by Ald. LEVESQUE, it was

*Resolved:* That said reports be received and adopted.

47.—From Hygiene and Statistics Committee, anent the erection of new buildings.

On motion of Ald. DAGENAI, seconded by Ald. MARIN, it was

*Resolved:* That said report be received and adopted.

48.—From Hygiene and Statistics Committee, for an appropriation of \$35,000 to erect a bath in the West End of the City.

49.—From Hygiene and Statistics Committee, anent the admission of patients to St. Paul and Alexandra Hospitals.

50.—From Hygiene and Statistics Committee, to pay an account amounting to \$12.

Referred to Finance Committee.

51.—From Special *re* stable at Point St. Charles, recommending that said construction be accepted.

Consideration deferred at the request of Ald. Couture.

#### ORDER OF THE DAY.

52.—The order of the day being read for the second and third reading of a by-law to establish a public library, said item was allowed to stand.

## QUESTION DE PRIVILEGE

53.—M. l'échevin L.-A. Lapointe soulève une question de privilège et se plaint des déclarations malicieuses et fausses faites à son sujet dans certain journal du dimanche par un certain journaliste, déclarations qui ne sauraient être attribuées qu'à la haine personnelle et à la malice qui ont inspiré leur auteur. Il nie toutes les imputations faites contre lui, avec preuve à l'appui de ses dires, et il ajoute que, étant donné que le Conseil lui avait unanimement confié un poste de confiance comme président de la Commission des Finances, il doit cette dénégation au Conseil. Si ses collègues ne sont pas satisfaits de l'administration de son département et s'ils désirent qu'il se démette de sa charge, il est prêt à donner sa démission immédiatement.

Et un débat s'engageant auquel prennent part MM. les échevins Giroux, Gadbois, Lévesque, Ward et Roy, qui tous expriment leur entière confiance en l'échevin Lapointe, et regrettent la publication de cet article,

Sur proposition de M. l'échevin LAVALLEE, appuyé par M. l'échevin CLEARIHUE, il est

*Résolu:* Que ce Conseil regrette la publication d'articles diffamatoires comme celui qui a été publié à l'adresse de M. l'échevin L.-A. Lapointe sous la signature "Jules Helbronner" dans un journal du dimanche de cette Ville, et ce Conseil est heureux d'exprimer toute sa confiance à M. L.-A. Lapointe comme échevin et président de la Commission des Finances.

54.—Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin CLEARIHUE, il est

*Résolu:* Que les membres de ce Conseil ont appris avec un vif regret la mort de M. Jacques Grenier qui, pendant plusieurs années, représenta les quartiers Est et Saint-Jacques, alternativement, au Conseil Municipal de Montréal, et qui fut, de plus, maire de ladite Ville, et qu'ils offrent à la famille du défunt leur sincère sympathie dans le malheur cruel qui l'a frappée;

Que, en témoignage de respect pour la mémoire du défunt, le Conseil s'ajourne.

Et le Conseil s'ajourne en conséquence.

L.-O. DAVID,  
Greffier de la Ville.

RENE BAUSET,  
Sous-greffier de la Ville.

## CONSEIL MUNICIPAL

## ASSEMBLEE SPECIALE DU 15 MARS

## ORDRE DU JOUR

## RAPPORTS

1. *Commission Spéciale re écurie du Département de l'Incinération.* (8 mars).
2. *Finances et Aqueduc.*—A l'effet de payer un bonus à la John McDougall Caledonian Iron Works Co. Ltd. (8 mars).
3. *Finances.*—Re achat d'un certain terrain de M. C. Messier. (8 mars).

## MOTION

4. *Larivière.*—Re qualification foncière. (8 mars).

## RAPPORT

5. *Finances et Voirie.*—A l'effet de permettre à la Canadian Rubber Co. de poser un tuyau dans la rue Notre-Dame. (1er mars.)

## REGLEMENTS

6. 2ème et 3ème lectures d'un règlement amendant le règlement No. 376 re Cie du chemin de fer de Montréal et des Comtés du Sud. (Ward). (10 novembre—imprimé).
7. 2ème et 3ème lectures d'un règlement à l'effet d'annexer la municipalité de DeLorimier. (Laval-lée). (12 octobre—imprimé).

## QUESTION OF PRIVILEGE.

53.—Ald. L. A. Lapointe raised a question of privilege, and complained of malicious and false statements concerning him in a certain Sunday paper by a certain journalist, which statements were only attributable to personal hatred and malice on the part of their author. He denied every imputation made against him with proof in support thereof, and added, that as the Council had unanimously given him a position of trust as chairman of the Finance Committee, he owed this denial to the Council. If his colleagues were not satisfied with the administration of his department, and desired his resignation, he was prepared to transmit it immediately.

And a debate arising, in which took part Ald. Giroux, Gadbois, Lévesque, Ward and Roy, all of whom expressed their full confidence in Ald. Lapointe, and regretted the publication of such statement,

On motion of Ald. LAVALLEE, seconded by Ald. CLEARIHUE, it was

*Resolved:* That this Council regrets the publication of libellous articles such as that published against Ald. L. A. Lapointe under the signature "Jules Helbronner", in a Sunday paper of this City, and this Council is pleased to express its full confidence in Mr. L. A. Lapointe as an alderman and as chairman of the Finance Committee.

54.—On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. CLEARIHUE, it was

*Resolved:* That the members of this Council have learnt with deep regret of the demise of Mr. Jacques Grenier who, for several years, represented the East and St. James wards, alternately, in the City Council of Montreal, and was Mayor of the said City, and they beg to offer to the family of the deceased their sincere sympathy in their sad bereavement;

That, as a mark of respect for the memory of the deceased, the Council do now adjourn.

And the Council adjourned accordingly.

L. O. DAVID,  
City Clerk.

RENE BAUSET,  
Asst. City Clerk.

## CITY COUNCIL

## SPECIAL MEETING OF THE 15th OF MARCH

## ORDER OF THE DAY.

## REPORTS

1. *Special Committee re Incineration stable.* (8th March).
2. *Finance and Water.*—Re bonus to the John McDougall Caledonian Iron Works Co. Ltd. (8th March).
3. *Finance.*—Re purchase of a certain piece of land from Mr. C. Messier. (8th March).

## MOTION

4. *Larivière.*—Re property qualification. (8th March).

## REPORT

5. *Finance and Road.*—To allow the Canadian Rubber Co. to lay a pipe in Notre Dame street. (1st March).

## BY-LAWS

6. 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 376 re Montreal & Southern Counties Ry Co. (Ward). (10th November—printed.)
7. 2nd and 3rd reading of a by-law to annex the Municipality of DeLorimier. (Laval-lée). (12th October—printed.)



## MOTION

8. Lévy.—Pour reconsidérer une certaine résolution du Conseil. (21 décembre 1908).

## REGLEMENTS

9. 2<sup>me</sup> et 3<sup>me</sup> lectures d'un règlement à l'effet d'établir une bibliothèque publique. (Mercier.) (21 fév.—*imprimé.*)  
10. 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> lectures d'un règlement amendant le règlement No 260 re édifices. (Leclaire.) (2 mars—*imprimé.*)

## MOTION

11. Ward.—Pour abroger résolution re gages et heures de travail des journaliers. (27 avril).

## REGLEMENTS

12. 1<sup>ère</sup>, 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> lectures d'un règlement amendant et codifiant les règlements relatifs à l'hygiène. (Dagenais.) (9 mars—*imprimé.*)  
13. 1<sup>re</sup>, 2<sup>me</sup> et 3<sup>me</sup> lectures d'un règlement concernant les édifices sur certaines rues. (Yates.) (23 mars.)  
14. 1<sup>ère</sup>, 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> lectures d'un règlement amendant le règlement No. 210 concernant la Cie des Tramways. (Sadler.) (30 mars).  
15. 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> lectures d'un règlement codifiant les différents règlements re taxes. (L.-A. Lapointe.) (13 avril—*imprimé.*)  
16. 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> lectures d'un règlement amendant le règlement No. 370. (Lévy.) (21 avril).  
17. 1<sup>ère</sup>, 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> lectures d'un règlement amendant le règlement No. 129 re abattoirs. (Lévy.) (11 mai—*imprimé.*)  
18. 1<sup>ère</sup>, 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> lectures d'un règlement à l'effet de permettre à la Cie de télégraphe "Northern Commercial" de poser des câbles dans les rues. (Larivière.) (1<sup>er</sup> juin).  
19. 1<sup>ère</sup>, 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> lectures d'un règlement à l'effet d'amender le règlement No. 370 re circulation des voitures dans certaines rues. (Nault.) (8 juin).  
20. 3<sup>me</sup> lecture d'un règlement au sujet de la construction des édifices dans le quartier Mont-Royal. (McKenna.) (15 juin—*imprimé.*)  
21. 1<sup>ère</sup>, 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> lectures d'un règlement à l'effet d'amender le règlement No. 343 re poteaux. (Larivière.) (22 juin).

## MOTION

22. Nault.—Pour exproprier le matériel de la Cie "M. L. H. & P." servant à la production et à la distribution du gaz. (12 octobre).

## REGLEMENTS

23. 1<sup>ère</sup>, 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> lectures d'un règlement re bruit causé par les locomotives. (Nault.) (6 juillet).  
24. 1<sup>ère</sup>, 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> lectures d'un règlement amendant le règlement No. 270 concernant la voirie. (Gadbois.) (29 juin).  
25. 2<sup>me</sup> et 3<sup>me</sup> lectures d'un règlement amendant le règlement No. 304 re inspection des aliments. (Lamoureux.) (21 septembre—*imprimé.*)

## MOTION

26. Ward.—Pour offrir à la Cie des tramways de se charger de l'enlèvement de la moitié de la neige. (10 novembre).

## RAPPORT.

27. Voirie.—Pour effacer la ligne homologuée du côté Est de la rue Saint-Jean-Baptiste. (23 novembre).

## MOTIONS

28. Leclaire.—Pour dénommer le bain public dans le quartier Saint-Jean-Baptiste. (30 novembre).

29. Roy.—Pour accorder à la Cie des tramways la permission de faire circuler certains chars. (30 novembre).

## REGLEMENTS

30. 1<sup>ère</sup>, 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> lectures d'un règlement amendant le règlement No. 260 re édifices. (Yates.) (29 juin).

## MOTION

8. Levy.—To reconsider a certain resolution of Council. (21st Dec. 1908).

## BY-LAWS

9. 2nd and 3rd reading of a by-law for the establishment of a public library. (Mercier.) (21st Feb.—*printed.*)  
10. 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 260 re buildings. (Leclaire.) (2nd March.—*printed.*)

## MOTION

11. Ward.—To repeal resolution re wages and working hours of laborers. (27th April.)

## BY-LAWS

12. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend and codify the by-laws concerning health. (Dagenais.) (9th March—*printed.*)  
13. 1st, 2nd 3rd reading of a by-law concerning buildings on certain streets. (Yates.) (23rd March.)  
14. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 210 re Montreal St. Ry. Co. (Sadler.) (30th March.)  
15. 2nd and 3rd reading of a by-law to codify the different by-laws re taxes. (L. A. Lapointe.) (13th April—*printed.*)  
16. 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 370. (Lévy.) (21st April.)  
17. 1st, 2nd and 3rd reading of a by law to amend by law No. 129 re abattoirs. (Lévy.) (11th May—*printed.*)  
18. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to allow the Northern Commercial Telegraph Co. to lay cables in streets. (Larivière.) (1st June.)  
19. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law 370 re vehicles in certain streets. (Nault.) (8th June.)  
20. 3rd reading of a by-law re construction of buildings in Mount Royal Ward. (McKenna.) (15th June—*printed.*)  
21. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 343 re poles. (Larivière.) (22nd June.)

## MOTION

22. Nault.—To expropriate the gas plant of the M. L. H. & P. Co. (12th October.)

## BY-LAWS

23. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law re noise caused by railway engines. (Nault.) (6th July.)  
24. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 270 re streets. (Gadbois.) (29th June.)  
25. 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 304 re inspection of food. (Lamoureux.) (21st September—*printed.*)

## MOTION

26. Ward.—To offer M. S. Ry Co. to undertake one-half the removal of snow. (10th November).

## REPORT

27. Road.—To erase homologated line on East side of St. Jean Baptiste street. (23rd November).

## MOTIONS

28. Leclaire.—To name the public bath in St. Jean Baptiste ward. (30th November).

29. Roy.—To allow the M. S. Ry Co. to operate certain cars. (30th November.)

## BY-LAWS

30. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 260 re buildings. (Yates.) (29th June.)

31. 1ère, 2ème et 3ème lectures d'un règlement amendant le règlement No. 260 *re* édifices. (Yates). (12 octobre).
32. 1ère, 2ème et 3ème lectures d'un règlement amendant le règlement No. 340 *re* industries dangereuses. (Yates). (12 octobre).
33. 2ème et 3ème lectures d'un règlement amendant le règlement No. 296 *re* marchés. (Lamoureux). (2 novembre—*imprimé*.)
34. 1ère, 2ème et 3ème lectures d'un règlement amendant le règlement No. 362 *re* taxes, etc. (Robinson). (16 novembre).
35. 2ème et 3ème lectures d'un règlement à l'effet de permettre à la "Electric Service Co." de fournir l'électricité. (Lévesque). (16 novembre—*imprimé*.)
36. 1ère, 2ème et 3ème lectures d'un règlement constituant une Commission Consultative. (Larivière). (16 novembre).

## RAPPORT

37. *Hygiène et Statistiques*.—*Re* établissement d'une morgue. (2 novembre).

## MOTIONS

38. *Proulx*.—Pour régler la vente des journaux par les enfants. (14 décembre).
39. *Proulx*.—Pour régler la circulation à l'intersection des rues. (14 décembre).

## RAPPORT

40. *Hôtel de Ville*.—Protestant contre l'intervention de la Commission des Finances, etc. (17 décembre).

## MOTION

41. *Martin M.*—Pour abroger résolution *re* 3e lecture du règlement concernant le pain (1er juin).

## REGLEMENTS

42. 3e lecture d'un règlement abrogeant le règlement No. 299 *re* pain. (M. Martin) (17 fév., *imprimé*.)
43. 2ème et 3ème lectures d'un règlement à l'effet de permettre à la Cie des Tramways de Montréal de transporter des marchandises. (Dagenais). (10 novembre—*imprimé*.)

## MOTIONS

44. *Lavallée*.—Au sujet de l'éclairage des rues. (30 décembre).
45. *Gadbois*.—Pour amender certaines règles du Conseil. (11 janvier).
46. *Gadbois*.—Pour modifier les attributions de certaines Commissions. (11 janvier).
47. *Lévy*.—Pour amender le règlement No. 296 *re* marchés. (11 janvier).
48. *L'Espérance*.—Pour amender la règle 111 des Règles du Conseil. (11 janvier).
49. *Ward*.—Pour l'établissement d'un département d'architecture. (18 janvier).
50. *Mercier*.—Pour la nomination d'une Commission de contrôle. (25 janvier).
51. *Martin, M.*—Pour qu'une enquête soit faite *re* réparations à l'hôtel de ville. (25 janvier).
52. *Couture*.—Au sujet des péages sur le pont Victoria. (1er février).
53. *Marin*.—Pour amender le règlement No. 339 *re* édifices. (1er février).
54. *Lévesque*.—Pour permettre à M. E. N. Hébert de fournir de l'électricité. (1er février).

## RAPPORTS

55. *Voirie*.—Pour amender l'arrangement *re* voie de service rue Bercy. (1er février).
56. *Police*.—Au sujet de la saisie de certains articles de jeu. (1er février).

## REGLEMENTS

57. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement pour permettre à la Compagnie d'Electricité Saraguay de fournir l'énergie électrique. (Lévesque.) (1er février).
58. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement pour permettre à la Compagnie Canadian Light & Power de fournir l'énergie électrique. (Lévesque.) (1er février).

31. 1st, 2nd and 3rd reading of a by law to amend by-law No. 260 *re* buildings. (Yates). (12th October.)
32. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 340 *re* dangerous industries. (Yates). (12th October.)
33. 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 296 *re* markets. (Lamoureux). (2nd November—*printed*.)
34. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 362 *re* taxes, etc. (Robinson.) (16th November.)
35. 2nd and 3rd reading of a by-law to allow the Electric Service Co. to supply electricity. (Lévesque.) (16th November—*printed*.)
36. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law for the appointment of an Advisory Board. (Larivière.) (16th November.)

## REPORT

37. *Hygiene and Statistics*.—*Re* establishment of a morgue. (2 Nov.)

## MOTIONS

38. *Proulx*.—To regulate the sale of newspapers by children. (14th December.)
39. *Proulx*.—To regulate traffic at the intersection of streets. (14th December.)

## REPORT

40. *City Hall*.—Protesting against the interference of the Finance Committee, etc. (17th. December)

## MOTION

41. *M. Martin*.—To repeal resolution *re* 3rd. reading of a by-law concerning bread. (1st June.)

## BY-LAWS

42. 3rd. reading of a by-law to repeal by-law No. 299 *re* bread. (M. Martin.) (17th Feb.—*printed*.)
43. 2nd and 3rd reading of a by-law to allow the Montreal Street Railway Co. to carry freight. (Dagenais.) (10th November—*printed*.)

## MOTIONS

44. *Lavallée*.—Anent street lighting. (30th December).
45. *Gadbois*.—To amend certain rules of Council. (11th January).
46. *Gadbois*.—To change the duties of certain Committees. (11th January).
47. *Lévy*.—To amend by-law No. 296 *re* markets. (11th January).
48. *L'Espérance*.—To amend Rule 111 of the Rules of Council. (11th January.)
49. *Ward*.—For the creation of a department of architecture. (18th January.)
50. *Mercier*.—For a Board of Control. (25th January.)
51. *M. Martin*.—For an investigation *re* repairs to City Hall. (25th January.)
52. *Couture*.—Anent the charges for passage over Victoria Bridge. (1st February.)
53. *Marin*.—To amend by law No. 339 *re* buildings. (1st Feb.)
54. *Lévesque*.—To allow Mr. E. N. Hébert to supply electricity. (1st February.)

## REPORTS

55. *Road*.—To amend agreement *re* spur line on Bercy St. (1st February.)
56. *Police*.—Concerning a certain seizure of gambling paraphernalia. (1st February.)

## BY-LAWS

57. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to allow the Saraguay Electric Co. to supply electricity. (Lévesque.) (1st February.)
58. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to allow the Canadian Light and Power Co. to supply electricity. (Lévesque.) (1st February.)

59. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement à l'effet de permettre à la Cie de publication de La Patrie de fournir l'électricité. (Lévesque.) (8 février.)

## MOTIONS

60. *Guay*.—Pour enjoindre à la Cie. du chemin de fer du Grand Tronc de placer des barrières à certains passages à niveau. (8 février.)
61. *O'Connell*.—Pour amender et modifier la résolution du Conseil au sujet de la nomination des Commissions permanentes. (22 février.)
62. *Guay*.—Pour amender le règlement No. 358 re édifices dans le quartier Saint-Henri. (22 février.)
63. *M. Martin*.—Concernant les dépenses des délégations. (22 février.)
64. *Proulx*.—Pour amender le règlement No. 89 re affiches. (22 février.)
65. *Proulx*.—Pour amender le règlement No. 50 re cochers. (22 février.)

## RAPPORT

66. *Police*.—Soumettant un affidavit de Geo. Potts. (22 fév.)

## MOTIONS

67. *Lapointe, L. A.*—Pour un règlement re certains emprunts. (1er mars.)
68. *Proulx*.—Pour la nomination d'une Commission re droits de la Cité relativement à la gare de la Place Viger. (1er mars.)

L.-O. DAVID,  
Greffier de la Cité.

59. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to allow La Patrie Publishing Co. to supply electricity. (Lévesque.) (8th February.)

## MOTIONS

60. *Guay*.—To instruct the G. T. R. Co. to place gates at certain crossings. (8th February.)
61. *O'Connell*.—To amend and modify resolution of Council re appointment of standing committees. (22nd February.)
62. *Guay*.—To amend by-law No. 358 re buildings in St. Henry ward. (22nd February.)
63. *M. Martin*.—Concerning expenditure of delegations. (22nd February.)
64. *Proulx*.—To amend by-law No. 89 re posters. (22nd February.)
65. *Proulx*.—To amend by-law No. 50 re cabmen. (22nd February.)

## REPORT

66. *Police*.—Submitting an affidavit from Geo. Potts. (22nd February.)

## MOTIONS

67. *Lapointe L. A.*—For a by-law re certain loans. (1st March.)
68. *Proulx*.—For a committee re rights of City concerning place Viger Station. (1st March.)

L. O. DAVID,  
City Clerk.



## EGOUTS

## Service de la Voirie

AVIS PUBLIC est par le présent donné que l'on se propose de construire immédiatement un égout dans la section de rue suivante, savoir:

RUE ST-HUBERT—De l'avenue Laurier à une distance de 150 pieds vers le Nord.

Les propriétaires qui désirent faire des raccordements devront en donner avis à l'inspecteur de la Ville sans retard, car une fois l'égout construit, ils devront se procurer un permis et déposer un certain montant d'argent pour couvrir le coût approximatif du raccordement.

Toutes réclamations pour égouts existant déjà dans lesdites rues ou parties de rues devront être produites au bureau de l'inspecteur de la Voirie, sous deux mois après l'achèvement du nouvel égout.

Toutes informations se rapportant à l'égout que l'on doit construire seront fournies au bureau de l'inspecteur de la Ville. Le tout suivant le règlement No 298 concernant les égouts.

JOHN-R. BARLOW,  
Inspecteur de la Cité.

BUREAU DE L'INSPECTEUR DE LA CITÉ,  
HOTEL DE VILLE,  
Montréal, 12 mars 1909.



## SEWERS

## Road Department

PUBLIC NOTICE is hereby given that it is proposed to construct a sewer in the undermentioned section of street, namely:

ST-HUBERT STREET—From Laurier Avenue to a distance of 150 feet North.

The proprietors wishing connections must notify the City Surveyor at once, as after sewers are completed, permit must be taken out and sum deposited to cover estimated cost of such connections. Claims for existing sewers in said streets must be filed with the City Surveyor within two months after the completion of the new sewer.

Any information with regard to sewers to be built will be given at the office of the City Surveyor, all in accordance with By-law No 298 concerning sewers.

JOHN R. BARLOW,  
City Surveyor.

CITY SURVEYOR'S OFFICE,\*  
CITY HALL.  
Montreal, March 12th. 1909.



## SERVICE des INCENDIES

## Soumission pour la fourniture de foin, grains, etc.

DES SOUMISSIONS CACHETEES, adressées au soussigné et portant à l'endos la suscription "Soumissions pour la fourniture de foin, grains, paille, etc.", suivant le cas, seront reçues jusqu'à midi, jeudi le 18 mars courant, pour



## FIRE DEPARTMENT

## Tenders for the supply of hay, grains, etc.

SEALED TENDERS, addressed to the undersigned and endorsed "Tenders for the supply of hay, grains, straw, etc.", as the case may be, will be received up to noon on Thursday, the 18th of March instant, for the supply of

la fourniture de foin, avoine, son, moulée et paille pour trois mois à partir du 1er avril prochain.

Les soumissions devront être faites sur des formules qui seront fournies par le département.

Un chèque certifié de \$700, payable à l'ordre du trésorier de la Cité, devra être déposé entre les mains dudit trésorier, et un certificat de tel dépôt sera donné au soumissionnaire, qui devra déposer ce certificat avec sa soumission remise au greffier de la Cité.

Les intéressés devront s'adresser au bureau du chef du service des Incendies, Hôtel de Ville, entre 10 heures du matin et 5 heures de l'après-midi, pour obtenir tous les renseignements nécessaires à ce sujet.

Les soumissions seront ouvertes par le greffier de la Ville, en présence des intéressés, à la première séance de la Commission des Incendies et de l'Eclairage qui suivra leur réception.

La Commission ne s'engage à accepter la plus basse ni aucune autre des soumissions reçues.

L.-O. DAVID,  
Greffier de la Cité.

BUREAU DU GREFFIER DE LA CITÉ,  
HOTEL DE VILLE,  
Montréal, le 8 mars 1909.

hay, oats, bran, moulee and straw for a period of three months from the 1st of April next.

All tenders must be made on forms which will be supplied by the Department.

A certified cheque of \$700 must be deposited with the City Treasurer, payable to his order. Each tenderer shall receive a certificate of such deposit, and this certificate shall accompany the tenders delivered to the City Clerk.

Intending tenderers must address themselves at the office of the chief of the Fire department, City Hall, between the hours of 10 a.m. and 5 p.m., to obtain all necessary information and specifications.

The tenders will be opened by the City Clerk, in the presence of the interested parties, at the first meeting of the Fire and Light Committee following the reception of said tenders.

The Committee does not bind itself to accept the lowest or any tender submitted.

L. O. DAVID,  
City Clerk.

CITY CLERK'S OFFICE,  
CITY HALL,  
Montreal, March 9th. 1909.

MUTATIONS DE PROPRIÉTÉS—TRANSFERS OF PROPERTIES

HOCHELAGA & JACQUES-CARTIER

Quartier Ward.	No. d'enregistrement Registration Number.	Date de l'enregistre- ment Date of registration.	Date du contrat Date of deed.	Vendeur Vendor.	Acquéreur Purchaser.	No. du cadastre Cadastral number.	Etendue—Area.	Rue Street.	Genre— a—Descript.	Prix Price.
Hochelaga...	154474	1 mars 1909	26 fév. 1909	Nap. Hébert	V. Morin	P. 90	3109	1603 à 1609a	B	\$11000 00
Mont-Royal	154475	1 " " "	21 jan. "	Art. Paquette	Alph. Sicotte	28-17, 1/2 S. O. 28-18	3885	Notre Dame E.	B	1600 00
St. Henri	154480	1 " " "	25 fév. "	Jos. Dagenais et al.	Ve Jos. Casavant	1704-323	2500	Maplewood	B	1500 00
Hochelaga	154482	1 " " "	" " "	De A. Bissonnet	A. Angers	29-450	2375	535 et 537 Lime	B	5000 00
St. Denis	154483	1 " " "	" " "	A. Angers	Hy Beaudin	" " "	" " "	Davidson	B	5250 00
Hochelaga	154485	1 " " "	15 mai 1908	The S. L. Ass. Co. of Canada	S. A. Morin	490-253	1750	St. Hubert	L	150 00
Hochelaga	154499	3 " " "	25 fév. 1909	The M. R. Box & Lumber Mfg Co	J. C. Chaussé	148-1937-2, 148-1938-1	1600	Wurtele	B	4500 00
St. Denis	154500	3 " " "	27 " "	E Sarrazin	Jos. Godbout, fils, The Danville Lumber Co	6-254	3250	Christophe-Colomb	L	775 00
St. Marie	154502	3 " " "	23 " "	The R. L. & Imp. Co	Chs Beaupré	172-1291 à 1295	9750	10ème Ave.	L	525 00
St. Denis	154504	3 " " "	16 " "	Ve S. Jarry	De A. A. Foucher	490-320, 490-321	3500	St. André	L	445 00
St. Gabriel	154517	3 " " "	13 " "	C. S. Patterson	A. Patterson	3167-45	2001	Charron	L	650 00
Duvernay	151508	3 " " "	18 " "	The St. Lawrence Investment Soc. Ltd.	J. O. d'Aragon	1-3	2322	598 Rachel, 1 et la LaSalle	B	5500 00
St. Denis	154517	3 " " "	1 mars "	St. D. L. Co.	Alph. Lachapelle	7-966	2750	Labelle	B	206 25
"	154518	3 " " "	1 " "	"	H. Johnson	7-108	2725	St. Hubert	L	258 88
"	154519	3 " " "	1 " "	"	Eloi Goffin	7-249	2750	Labelle	L	288 75
Duvernay	154535	3 " " "	25 fév. "	Suc. J. C. H. Lacroix	P. A. Connelly	12-61	2040	Marie-Anne	L	1224 00
St. Denis	154541	3 " " "	13 jan. "	Thos Forest	A. Grégoire	162-105 & 106	3080	Rivard	L	1500 00
"	154546	3 " " "	1 mars "	P. Chevalier	Ignace Forget	S. E. 8-768	2517	Labelle	B	2700 00
"	154549	3 " " "	5 fév. "	J. Rte Dupré	A. Vally	P. 339-308	2060	Fabre	B	3525 00
St. Marie	154551	3 " " "	29 jan. "	J. Bouchard	De E. Desbiens	172-339	1950	10ème Ave.	L	100 00
Hochelaga	154553	3 " " "	2 mars "	D. Masson	Paul Lair	P. 80-215 & 216	5883-4	Moreau & Co.	L	1853 25
St. Denis	154564	3 " " "	12 fév. "	A. S. Bissonnette	J. F. Goyer	325-159	1482	Resther	L	500 00
"	154565	3 " " "	12 " "	L. St. Jean	Geo. Rattelade	339-392	2575	Marquette	L	643 75
"	154566	3 " " "	26 " "	Geo. Rattelade	M. Charbonneau	" " "	" " "	288 et 290 Marquette	B	3800 00
"	154572	3 " " "	10 " "	J. Birchenough	J Bte Chenevert	P. 294, P. 336, 1/2 S. E. 335	82718	Back River Ave	L	1600 00
St. J. Bte	154573	3 " " "	24 " "	Alf. Riopel	J. A. Hayward	15-288, P. 15-289	1260	431 Rivard	B	1800 00
St. Denis	154574	3 " " "	2 mars "	F. Gaudreau	P. Larocque	339-403	2500	Gilford	B	700 00
Hochelaga	154580	3 " " "	24 fév. "	A. Lessard	M. A. Lemay	22-42	2718	175 à 179 Valois	B	500 00
"	154585	3 " " "	18 " "	Geo. Dubois	Jos. Boulette	22-26	2750	Ste. Catherine	B	2062 50
St. Denis	154586	3 " " "	25 " "	"	A. Lessard	22-27 & 28	5500	"	B	4123 00
St. Denis	154594	3 " " "	19 " "	W. G. Ross	Fanny Poster	1-187 & 188	2280	Papineau	L	196 00
St. Gabriel	154598	4 " " "	2 " "	V. G. Cunin	J. Shea	3239-15	1800	240 et 242 Liverpool	B	2200 00
"	154600	4 " " "	2 " "	"	J. J. Kelly	3239-16 & 17	3600	244 à 250 Liverpool	B	4400 00
St. Denis	154606	4 " " "	13 fév. "	C. F. Rochon	De G. Bourgouin	339-385	2575	Marquette	L	643 75
Hochelaga	154613	4 " " "	1 mars "	George Côté	J. L. Beaulieu et al.	488-56a	2373	2096 et 2098 Boyer	B	2000 00
Hochelaga	154619	4 " " "	11 fév. "	The M. L. & I. Co	W. J. Scott	29-766 & 767	5500	Forsyth	L	600 00
St. Denis	154626	4 " " "	1 mars "	G. Rattelade	De R. Blanchet	339-391	2575	284 et 286 Marquette	B	3700 00
"	154627	4 " " "	8 août 1908	Frs Moreau	P. Larocque	339-405, P. 339-405a	2800	420 à 426 Gilford	B	Rétrocession. \$5600 00
Hochelaga	154628	4 " " "	3 mars 1909	P. Larocque	J. Tessier	" " "	" " "	"	L	600 00
Hochelaga	154637	4 " " "	14 déc. 1908	The M. L. & Imp. Co.	Jos. Braconier	29-509 & 510	4750	Cuvillier	L	"
Hochelaga	154638	4 " " "	14 " "	"	Nap.	29-479	2375	180 et 482 Cuvillier	L	300 00
St. Gabriel	151640	4 " " "	10 fév. 1909	N. Dulude	Jos. Belcher	3399-156	2970	247 Knox	B	1225 00
St. Henri	154642	4 " " "	27 " "	J. L. Devaney	G. Paquette	1704-155 & 156	5000	Poplar	L	1600 00
St. J. Bte	154649	5 " " "	2 mars "	W. Charbonneau	Ve A. Lalonde	433-4A, 433-4B, 433-5	5040	33 à 44 Mitcheson	B	1700 00
St. Denis	154653	5 " " "	10 déc. 1908	D. Leclair	D. Larivée	325-364	1310	1712 et 1714 St. Hubert	B	2750 00
St. J. Bte	154665	5 " " "	16 fév. 1909	De F. X. Cusson	J. H. Dumont	15-877	1440	685 et 687 Sanguinet	B	2700 00
Hochelaga	154666	5 " " "	13 " "	The M. Gas Co	S. Mierzwinsky	159-126 & 127	3608	DeLevis	L	613 36
St. Denis	154680	5 " " "	5 " "	E. Devault	O. Barrette	329-116	2000	Brebeuf	B	4700 00
St. Denis	154682	5 " " "	16 " "	D. W. Ogilvie	The Wm Rutherford & Sons Co., Ltd.	P. 333	88000	Carrières & Papineau	L	15000 00
St. Gabriel	154683	5 " " "	25 " "	J. T. Berridge	J. J. Ross	1/2 S. O. 3357	3600	873 Wellington	B	5500 00
St. Denis	154695	5 " " "	1 mars "	A. W. Dagenais	A. Vezina	1/2 S. E. 331-227	2325	569 et 571 LaSalle	B	2600 00
Hochelaga	154705	6 " " "	23 fév. "	The M. L. & Imp. Co.	Thos Lovett	22-289 & 290	5280	Ontario	L	1320 00
St. Henri	154717	6 " " "	27 " "	De E. Robert	Jos. Robert	385-143, 1/2 N. O. 385-143	2700	87 à 91 Av. Marin	B	1 00
St. J. Bte	154719	6 " " "	5 mars "	P. J. O'Neil	L. L. O'Doherty	441-4	2736	1107 St. Urbain	B	& consid. \$2125 00
Duvernay	154720	6 " " "	5 " "	B. Lavallée	O. Dugas	11-49 & 50	4230	1169 à 1171a St. André	B	5850 00
Hochelaga	154721	6 " " "	19 fév. "	Guertin & Bouchard	A. Nadeau	23-190	3025	425 à 429 Joliette	B	4500 00

MONTREAL-OUEST

MONTREAL-WEST.

St. Joseph	146653	3 Mars 1909	26 fév. 1909	F. Muller	S. Berliand	466-58	2286	Versailles	L	1000 00
St. Georges	146661	4 " " "	27 " "	J. H. Maher	C. Mariotti	1840-4	2898-3	215 Milton	B	5650 00
St. André	146662	4 " " "	27 " "	Wid A. W. Shearwood	C. R. Black	1/2 N.E. 1726-A-6	2475	734 Pine Ave	B	14000 00
Ouest	146663	4 " " "	3 mars "	J. E. Riley	The Northern Commercial Teleg. Coy Ltd et al., D. S. Walker	121	2375	9 St. John	B	35000 00
St. Georges	146666	5 " " "	27 fév. "	Est Wid G. W. Reed	J. Sawyer	Pt 1368	4125	105 Dorchester	B	17000 00
St. André	146667	5 " " "	2 mars "	Sarah J. S. Major et al	"	Pt 1589-15	3232	Guy	L	3102 00
St. Georges	146672	5 " " "	19 fév. "	J. A. Mooney	Mrs T. T. Brown	1821-8	2217	1 Lorne Crescent & Oxenden Ave	B	6500 00

MUTATIONS DE PROPRIÉTÉS. *Suite.* — TRANSFERS OF PROPERTIES. *Cont.*

MONTREAL-EST

MONTREAL-EAST.

Quartier — Ward.	No. d'enregistrement — Registration Number.	Date de l'enregist. — Date of registration.	Date du Contrat — Date of Deed.	Vendeur — Vendor.	Acquéreur. — Purchaser.	No. du Cadastre — Cadastral Number.	Etendue. — Area.	Rue — Street.	Genre. — a. — Descrip.	Prix. — Price.
Papineau...	74302	1 Mars 1909	20 fév. 1909	E. Vincent	T. Mason	502-A-1	1250	2 et 4 Ave Paterson	B	1125 00
St. Louis	74305	" "	27 " "	Dme J. Hogan et al.	P. Vanier et al.	Pt 19	4000	12 et 14 Sanguinet	B	5750 00
do	74309	" "	2 " "	T. J. Johnston	A. R. Macdonald	Pt 652-A	2138	68 B St. Urbain	B	10000 00
Ste Marie	74310	" "	1 mars	Vve C. Sheppard	J. Pepin	1292-24 a 28	11625	Chaussée	L	882 33
St. Louis	74317	" "	27 fév.	Vve A. Moreau et al.	H. Moses Levinoff	768	3070	412 à 418 Cadieux	B	5800 00
								688 à 692		
LaFontaine	74322	" "	1 mars	L. Z. Renaud	A. E. Lamalice	1213-5	2450	Sherbrooke	B	10500 00
Ste. Marie	74326	" "	" "	G. Cantin	A. F. Lacroix	1/2 S. E. 1335	1911	668 et 670 Fullum	B	3000 00
St. Laurent	74328	" "	27 fév.	L'Hon. S. Pagnelo	C. R. Hosmer	Pt S. O. 41-63, Pt N. E. 44-64	2486	100 Park Ave	B	7500 00
								348 à 351		
LaFontaine	74332	" "	" "	Dme D. Whelan et al.	Thos Murphy	919	3800	Amherst	B	4500 00
St. Louis	74335	" "	2 mars	Dme J. B. Primeau	Sam Levine et al.	670	2240	185 De Montigny	B	4400 00
do	74339	" "	4 " "	F. X. Gagnon et al.	I. Tailon	354	360	2 et 4 Grothie	B	550 00
								245 et 247		
St. Jacques	74347	" "	4 " "	M. J. Cummings	Z. Auger	Pt 379, pt 380	3462-6	H. de Ville	B	4000 00
LaFontaine	74351	" "	22 fév.	Vve J. Dansereau et al.	R. H. Leggett	Pt S. E. 1207-50, Pt N. O. 1207-49	1880	Lagauchetière	B	3400 00
								793 et 800		
St. Louis	74353	" "	26 " "	Vve J. A. Laramée	H. Bromberg	1/2 S. E. 129	3774	St. André	B	5500 00
								29 et 31		
do	74355	" "	2 mars	E. A. Lamoureux	Vve J. B. A. Howie	918-53, pt 918-3	1364	St. Elizabeth	B	4100 00
St Laurent	74356	" "	25 fév.	J. B. Sparrow	T. Starr	Pt 67	26490	H. de Ville	B	5000 00
Papineau	74360	" "	13 " "	Mrs Wm Mann	A. Jolicœur	1139-13 & 14	3628	Sherbrooke	B	1160 40
								Gauthier	L	
LaFontaine	74366	" "	5 " "	J. Gadoury	J. L. E. Brunel	1211-104	2750	190 à 194	B	6800 00
								Pa. LaFontaine	B	

a { B — Bâtisse ; Building.  
L — Lot ; terrain vague.

P. TERRAULT,  
Régistrare de la Ville.—Registrar.  
Par A. SAUVÉ.

PERMIS DE CONSTRUCTION. — BUILDING PERMITS.

Décernés durant la semaine finissant le 11 mars 1909.

Issued during the week ending the 11th March, 1909.

Date.	No. du Permis. a Permis Number	Endroit.—Location		Quartier.	Propriétaire. Owner.	Résidence Residence	Classe. Class.	Coût. Cost.
1909		No.	Rue.—Street.	No.—Cadastr.	Ward.			
Mars 4	193 N.		Forsyth	166	Ste. Marie	Prevost L.	367 Iberville	3me Cl. \$ 3000 00
" 4	194 R.	236	St. Charles	2582	St. Gabriel	Gendron E.	236 St. Charles	1000 00
" 4	195 R.	875	Berri	15-104	St. J. Bte	Hérard J. U.	875 Berri	1000 00
" 4	196 R.	185	Vitré	p. 145	St. Louis	Gaudreau L.	820 St. Denis	30 00
" 4	197 N.		Comte & St. Denis	8-296	St. Denis	Mallette J.	673 Huntly	340 00
" 4	198 R.		Green	941-57	St. Henri	Larivière F. X.	Green	150 00
" 4	199 N.	125	St. Alexander	p. 226	St. Lawrence	Reid Robt.	125 St. Alexander	5000 00
" 5	200 N.		Bérard	2204	St. Henri	Lymburner Albert	56 Bérard	250 00
" 6	201 N.		Hochelaga	p. 2329	Hochelaga	Provencher C.	49 Iberville	1500 00
" 6	202 R.	531	Frontenac	166-283	St. Marie	Goulet J. B.	531 Frontenac	900 00
" 6	203 R.	993	St. Lawrence	p. 1018	St. Louis	Gauthier Jos.	89 St. Jacques	65 00
" 6	204 N.		Dufferin	116	St. Denis	Lortie H.	179 Dufferin	800 00
" 6	205 N.		Sème Ave Rosemont	1085	St. Marie	Lescafre Omer	80 Marquette	1000 00
" 8	206 N.		Chambly	23-324	Hochelaga	Tremblay J. E.	2015 Catherine E.	75 00
" 8	207 N.		St. André	5-664	St. Denis	Letourneau E.	1915 Boyer	1500 00
" 8	208 R.	1115	St. Antoine	1512 p	St. Henri	Serres E.	Napierville Que.	1000 00
" 8	209 N.		Labelle	7-992	St. Denis	Buratti A.	2947 St. André	500 00
" 8	210 R.		Inspector	1007	St. George	Perras J. A.	89 Shannon	300 00
" 8	211 R.		Ave Lalonde	p. 1534	St. Andrew	Mussen H. S.	Dorchester W.	250 00
" 9	212 N.		Ave Lalonde	1462-5-4	St. Marie	Pelletier J. B.	25 Ave Lalonde	2me Cl. 1600 00
" 9	213 N.	2073	Labelle	7-958	St. Denis	Drapeau C.	2205 St. Hubert	3me Cl. 1200 00
" 9	214 R.	185	Cadioux	329	St. Louis	Lacas H.	185 Cadioux	400 00
" 9	215 N.	2473	St. Hubert	7-445	St. Denis	Bourbonnais N.	2473 St. Hubert	800 00
" 9	216 N.	302	Centre	2903	St. Gabriel	Authier E. & Cie.	877b Mance	3000 00
" 9	217 R.	2478	St. Hubert		St. Denis	Jarry & frère	2478 St. Hubert	75 00
" 9	218 R.	1590	Labelle	8-689	St. Denis	Michaud Ovila.	1590 Labelle	800 00
" 9	219 N.		Joliette	23-347	Hochelaga	Thibeault John	432 Cuvillier	500 00
" 9	220 N.			23-346	Hochelaga	Thibeault John	431 Cuvillier	50 00
" 9	221 R.	4	Union Ave	p. 1248	St. Georges	Irwing C. B.	4 Union Ave	2me Cl. 1800 00
" 10	222 R.	2078	Notre Dame O.	67-1722	St. Henri	Levellé Jos.	2078 Notre Dame O.	3me Cl. 1500 00
" 10	223 R.		près Ontario E	22-291	Hochelaga	Legros Nap.	456 Cuvillier	250 00
" 10	224 R.	5-7	Craig W	818	St. Lawrence	Macdonald Est. D. J.	79 Wellington	2me Cl. 5000 00
" 10	225 N.		Sherbrooke E.	p. 161	Papineau	Faust G. W.	76 Sherbrooke E.	3me Cl. 1800 00
" 10	226 R.	691	St. Lawrence	p. 797	St. Louis	Marks & Adelman	137 Craig E	

a { N.—Nouveaux édifices.—New buildings  
R.—Réparations—Alterations

ALEX. DÉCARIE.  
Pour l'inspecteur des Édifices — For Building Inspector.